

**REVUE
DE LA
FRANCE LIBRE**



**Les Comités de l'Étranger
(1940-44)**

NUMÉRO 126

VINGTIÈME ANNIVERSAIRE

Prix : 3 NF.

MOTEURS BAUDOIN

S. A. CAPITAL : 5.000.000 NF

180, Bd. RABATAU - MARSEILLE

MOTEURS DIESEL MARINS ET INDUSTRIELS



SÉRIE DK « en ligne »

1.000 à 1.250 t. p. m. 2-3-4-6 cylindres - Jumelés 4 et 6
de 40 à 300 cv.

SÉRIE DV « en V »

1.000 à 1.250 t. p. m. - 4-6-8 cylindres
de 200 à 600 cv.

MEUBLES LÉON MARCHAND

Ancien Sergent ZIZI, 1^{er} R.M.T., 2^e D.B., ancien prisonnier évadé.

62, Rue de Paris -- LES LILAS

Métro : PORTE DES LILAS, MAIRIE DES LILAS — Autobus : 105 - 129 - 115

VIL. 93-25

ENTRÉE LIBRE

MEUBLES ET LITERIE les plus variés

DES PLUS SIMPLES AUX PLUS LUXUEUX

- Livraison et installation sans frais.
- Assurance crédit maladie.
- Reprise en compte de vos anciens meubles.
18 MOIS DE CRÉDIT
10 % à la commande, 15 % à la livraison.
- Bons de la Semeuse acceptés.
Conditions spéciales aux F.F.L. et leurs familles.

Dépositaire de toutes les marques :

TRÉCA, DUNLOPILLO,
SIMMONS, PIRELLI, GAMBA,
ÉPÉDA, DUCAL, UML,
SARKO, AIRBORNE,
etc..., etc...

PALAIS MENAGER MAGENTA
 TENU PAR ROGER TOUHY ET JEAN MEYRIEUX ANCIENS F.F.L.

TOUTES LES
 GRANDES MARQUES

PMM
 FROID
 CUISINE
 CHAUFFAGE

FACILITES DE PAIEMENT
 REMISE DE 5 à 15% POUR TOUS LES CAMARADES ET LEUR FAMILLE

69, Bd. Magenta, PARIS-10° - Tél. 51-16
 A DEUX PAS de la GARE du NORD et de la GARE de l'EST

Roger Col
 Ex - F.F.L.
 MAITRE HORLOGER JOAILLIER
 15, rue Tronchet - Paris 8°
 Anj. 36-10

AGENT OFFICIEL
 DES MONTRES :
 Jaeger Le Coultre
 Lip, Longines
 Mido, Movado
 OMEGA,
 etc...

•
 Bagues de Fiancailles
 Joaillerie

•
 Facilités de paiement

Conditions spéciales aux Camarades

DENNERY
 FONDÉE EN 1867

INSTALLATEUR DE
MAGASINS
 INTÉRIEURS
 ET
 DEVANTURES

AGENCEMENT DE
BUREAUX

3 USINES

6, RUE MOREAU, PARIS (12°)
 TÉL. DIDEROT 85-60 ET SUIV.

PIERRE LAUREYS

Compagnon de la Libération
 DIRECTEUR GÉNÉRAL
 vous offre toutes les possibilités de
 PHOTOGRAVURE - CLICHERIE
 PHOTO - INDUSTRIELLE
 COMPOSITION D'ANNONCES
 DESSINS

**ETABLISSEMENTS
 LAUREYS FRÈRES**

17, RUE D'ENGHEN, PARIS (X^e) - PRO 99-37
 Fondée en 1898

A Clientèle de Qualité, Photogravure réputée.

LA REVUE DE LA FRANCE LIBRE

Numéro spécial

Juin 1960

SOMMAIRE

Comment sont nés les Comités de la France Libre à l'étranger	6	— Au Kenia, Uganda, Tanganyika, Zanzibar	40
— En Argentine	11	— A l'île Maurice	42
— Au Brésil	14	— Au Mexique	43
— Au Canada	19	— Au Nicaragua	46
— En Chine	20	— Au Nigeria	46
— Au Congo Belge	23	— Aux Philippines	47
— En Gold Coast	27	— A Porto-Rico	50
— En Egypte	28	— A Sainte-Hélène	51
La France n'a pas cessé de s'exprimer dans le monde	32	— En Turquie et Balkans (1940-1942)	53
— Aux Etats-Unis	34	— En Uruguay	56
— En Haïti	34	— En Australie	57
— En Grande-Bretagne	35	L'Effort Culturel des Comités de la France Libre	60
— Aux Indes	36	Les Comités de la France Libre et Georges Bernanos	62
— Aux Indes Néerlandaises et Orientales	37		

Les opinions émises dans cette Revue, sous la signature de leur auteur, n'engagent que celui-ci et ne peuvent être considérées comme représentant le point de vue de l'Association.

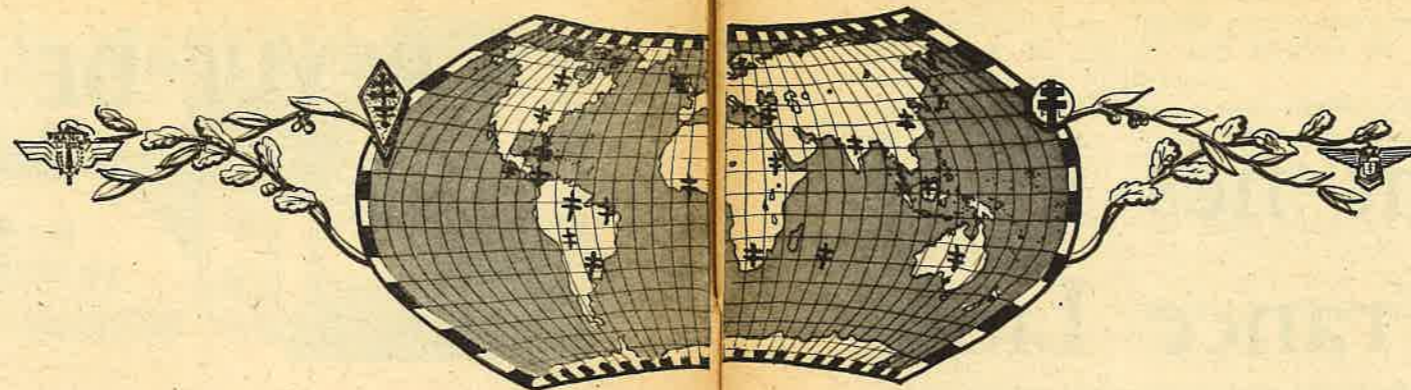
« LA REVUE DE LA FRANCE LIBRE » ÉDITÉE PAR L'ASSOCIATION DES FRANÇAIS LIBRES

REDACTION-ADMINISTRATION : 6, Square du Champ-de-Mars, Paris-15°.

Tél : SEUR 44-62 et la suite.

PUBLICITE : La publicité commerciale dans la Revue est désormais traitée directement par le Siège de l'A.F.L. (Secrétariat Général)
 Adr. Télégr. : FREEFRENCH-PARIS - C.C.P. 5.126-45.

Le Directeur-Gérant : H. GIRARD.



En consacrant le vingtième anniversaire du 18 Juin, au souvenir des Comités de la France Libre à l'Étranger, l'Association des Français Libres rend hommage à des milliers d'hommes et de femmes dont l'œuvre est restée généralement ignorée.

Lorsque la nouvelle se répandit dans le monde que le Maréchal Pétain et le Général Weygand avaient fait capituler l'État français devant le Reich hitlérien, alors que l'Empire et la flotte demeuraient intacts, il y eut parmi les Français qui résidaient à l'Étranger, un sentiment de protestation douloureuse et l'appel du Général de Gaulle leur apparut comme l'écho de leur révolte intime.

Aussitôt, partout dans le monde, des hommes sortirent du rang, qui ne s'étaient préoccupés jusque-là que de leurs intérêts privés : alors que rien ne menaçait leur personne ni leurs biens, et sans souci de leur sécurité morale et matérielle, ils se groupèrent pour une action immédiate.

Et, pendant quatre années, sans relâche, ils ont agi.

Certes, ils n'ont pas couru les risques des Combattants, encore que beaucoup d'entre eux — dont quelques-uns avaient dépassé la cinquantaine — se soient engagés dans les Forces Françaises Libres. Mais ils ont attiré sur leur tête des dangers de tous ordres.

Outre, la réprobation de Vichy, qui les dénationalisait et confisquait leurs biens en France, ils provoquaient dans le pays où ils s'étaient fixés la suspicion de gouvernants peu soucieux de voir compromettre leur neutralité prudente : car, en juin 1940, « les gens raisonnables » ne pouvaient pas escompter d'autre issue que la victoire d'Hitler. La menace n'est pas restée théorique et a mené certains dans les geôles étrangères.

Entrer dans les Comités de la France Libre, c'était enfin, inconvénient qui n'est pas négligeable pour qui vit en vase clos, rompre avec tous les compatriotes... — ils furent légion — qui préféraient attendre les événements.

Au surplus, ce qui importe en la matière, c'est l'œuvre que ces Comités ont accomplie :

- encourager les départs et diriger les engagés sur Londres ou Brazzaville : le plus illustre des aviateurs des Forces Aériennes Françaises Libres est venu d'Amérique du Sud ;
- envoyer des fonds à Londres, grâce à quoi le Chef de la France Libre a eu les coudées plus franches ;

— et surtout démontrer aux quatre coins du monde que les Français, lorsqu'ils avaient la liberté d'exprimer leurs sentiments, ne se résignaient pas à la défaite et rejetaient l'idéologie nazie.

Parmi ces hommes et ces femmes, quelques-uns ont consenti à rappeler leurs activités dans les pages qui vont suivre.

Ils témoignent, pour les disparus et pour ceux qui n'ont pu être rejoints.

○ ○ ○

De 1941 à 1943, j'ai eu la chance de rencontrer plusieurs d'entre eux :

— Au Portugal, Colson qui à Lisbonne, dès juillet 1940, avait réussi à abriter, à l'Ambassade de Grande-Bretagne, les évadés de France par les Pyrénées, en attendant de les acheminer sur Londres.

— A Trinidad, Salvatori qui, dans ses magasins de Port of Spain, servait de relais aux engagés d'Amérique.

— En Libéria, Arrivetz qui, à Monrovia, coordonnait les renseignements atlantiques.

C'est à son amitié avec le Président Tubman qui venait d'être élu, que je dois d'avoir pu sortir du camp américain de Fisherman's Lake où me retenait le refus de laisser censurer le courrier qu'à Fort-de-France le Gouverneur Ponton m'avait confié pour Alger.

Temps aventureux où l'hydravion qui s'envolait du Rio Potingui à la pointe de Natal, n'arrivait pas toujours sur la rive africaine.

Heures héroï-comiques, où l'Agent Consulaire du Gouvernement de Vichy à Belem se résignait à remplacer sur son bureau le portrait de Pétain par celui de... Joffre.

Car c'est l'existence de la zone libre, création géniale d'Hitler, qui a permis à tant de gens en place de maintenir à l'Étranger la fiction d'une France restée maîtresse de sa pensée et de ses actes.

Pour balancer leur influence, il a fallu l'action obstinée de ces hommes dont les noms doivent être inscrits à côté de ceux des grands animateurs qui, en Afrique, en Asie, en Europe, en Amérique, ont bien mérité de la France Libre.

C'est pourquoi il appartenait à notre Revue de leur ouvrir ses colonnes afin de commémorer une création dont la spontanéité et l'universalité constituent un phénomène unique dans l'histoire de France.

M. B.

Comment sont nés les Comités de la France Libre à l'Étranger

Parmi les Français résidant à l'étranger, un sursaut d'espoir avait entraîné les cœurs, lorsque les anciens combattants de 1914-1918 avaient vu revenir, aux postes de commandement, ceux qu'ils avaient suivis pendant la Grande Guerre.

Fort éloignés de la métropole, ils ne pouvaient croire au déroulement des événements tel qu'il leur apparaissait au travers des dépêches d'agence ou des communiqués officiels. Ils n'envisageaient qu'une chose : un brusque retour de fortune pour nos armées et c'est pourquoi, d'un peu partout dans le monde, de Mexico, de Rio-de-Janeiro, de Manille, des télégrammes pressants étaient envoyés au Président Lebrun, à M. Paul Reynaud, au Général Noguès, au Maroc, au Général Mittelhauser en Moyen-Orient, voire au Comte de Paris.

Ces messages affirmaient la confiance dans notre armée, et insistaient pour qu'un suprême effort fut entrepris pour poursuivre le combat, et éviter à la France un « armistice honteux ».

C'est dans ce climat que retentit, le 18 juin, la voix du Général de Gaulle qui, dès le lendemain 19, envoya à toutes les communautés françaises de l'étranger, le télégramme suivant :

« Je vous invite à désigner un représentant qui sera directement en rapport avec moi.

« Télégraphiez-moi, nom et qualité de ce représentant. Sympathie. »

Mais, groupés derrière les ambassadeurs et les fonctionnaires en exercice, la plus grande partie de nos compatriotes voulait attendre pour se décider.

Or, généraux et diplomates restèrent sourds aux appels du Général de Gaulle et, modelant leur attitude sur celle des « nantis », les conformistes restèrent fidèles à Vichy, sous le fallacieux prétexte que les hommes en place représentaient l'ordre et qu'ils refusaient l'aventure : en réalité, parce qu'ils

pouvaient continuer à vivre loin du désastre, comme si rien n'était arrivé.

Mais il y eut d'autres Français à l'étranger, qui, entendant le Général de Gaulle, reconnurent ce que, pendant des jours d'angoisse, ils avaient attendu avec impatience : la voix de la France. Aussitôt :

« Les Comités de Gaulle ». « Comités des Français Libres », « Association France quand même » naissent spontanément partout sans instructions, « sans plans, sans ordres ; ceux qui les créent, généralement des commerçants ou des techniciens, « détachés de la politique par leur longue absence, « sentent confusément qu'en ces jours où l'Etat abdique, il appartient aux citoyens de s'unir pour reprendre de ses mains débiles, le destin de la Patrie.

« De Benoist en Egypte, Guéritte et Semet à Londres, Eugène Houdry aux Etats-Unis, Georges Pinson au Mexique, Piraud au Chili, Prévosteau en Colombie, Albert Guérin en Argentine, Robert Seidner en Amérique Centrale, et combien d'autres dans le monde entier, groupèrent leurs compatriotes, « sans attendre de personne, ni directives, ni moyens ».

(J. Soustelle : « Envers et Contre Tout ». Tome I, page 67).

Et en Australie, aux Philippines, en Chine, au Japon, aux Indes, en Afrique, en Angleterre, en Turquie, aux Etats-Unis, au Canada, dans les pays d'Amérique Centrale, dans ceux de l'Amérique du Sud, partout, prolongeant l'appel et l'action du Général de Gaulle, une opinion publique française se fait entendre.

Elle repousse Vichy, fait connaître son adhésion à la politique du Général de Gaulle qui « invite tous les Français qui veulent rester libres à l'écouter et à le suivre ». (Londres 22/6/40).

Rapidement, se précise le rôle de ces Comités « qui resteront dans l'histoire comme une des plus originales et des plus fécondes créations de l'élan donné par l'appel du 18 juin ».

Du jour au lendemain — sans aucune préparation — des hommes devinrent des propagandistes bénévoles pour sauver l'honneur de la Patrie.

Partout des contacts furent pris avec la presse ; dans chaque pays, des amis fidèles mirent leur plume et leur talent au service de la France captive ; des bulletins de propagande furent créés pour être prêts à faire connaître les exploits de nos armées et l'action de la Résistance intérieure dès qu'ils se seront manifestés.

Mais d'autres tâches incombèrent rapidement aux Comités de l'Étranger :

a) Le recrutement et l'envoi de volontaires aux armées de la F. L.

b) Le maintien — puis le développement — des positions françaises sur le plan culturel en assurant le bon fonctionnement des écoles de l'Alliance française ou des établissements d'enseignement.

c) La collecte des sommes destinées à alimenter ces diverses activités, le surplus — c'est-à-dire la plus grande partie — étant envoyé à Londres au Général de Gaulle.

Et le 2 mars 1941, dans un télégramme circulaire adressé à la France Libre à l'étranger, Londres pouvait annoncer les résultats déjà obtenus.

« Les manifestations se multiplient, témoignant du puissant mouvement de solidarité et d'unité française qui portent tous les Français résidant à l'étranger, et encore libres, à se grouper et à rejoindre les Forces Françaises Libres. Pendant le mois de février, les dons en espèce reçus par le Général de Gaulle des divers comités étrangers s'élèvent à plus de deux millions de francs. Il existe quarante-deux Comités France Libre à l'étranger, l'un des plus importants étant celui de Buenos-Aires dont le bulletin tire à cent dix mille exemplaires ».

(Mémoires du Général de Gaulle). Tome I, page 337.

Mais tout cela n'allait pas sans provoquer de violentes réactions de la part de Vichy et de ses représentants.

« Au Guatemala, le ministre de Vichy, un certain Bradier, dont la juridiction s'étendait sur tout le centre de l'Amérique, s'était signalé par un zèle si furieux que tout le monde ne l'appelait plus que Von Bradier... Tous les citoyens français de la zone de Von Bradier reçurent de celui-ci une circulaire du 28 mars 1941, par laquelle ce diplomate « avait l'honneur » de porter à leur connaissance les informations officielles suivantes :

« 1°) En vertu d'une loi, mise en vigueur le 28 février 1941, la déchéance de la nationalité

« française pourra être désormais prononcée contre tout Français habitant l'étranger ou y résidant provisoirement, qui, par ses discours, par ses écrits ou par ses actes, aura trahi les devoirs que lui imposait la qualité de membre de la communauté nationale.

« 2°) D'autre part, tout Français recrutant des effectifs pour le compte d'armées étrangères ou entretenant des intelligences avec des agents étrangers... tombe sous le coup des articles 75 et « suivants du code pénal modifié » etc...

(J. Soustelle : « Envers et Contre Tout ». Tome I, page 258).

Mais, là comme ailleurs, les menaces furent sans effet, les décrets de déchéance signés par Vichy ne ralentirent pas l'ardeur des membres des Comités de la France Libre, qui se trouvaient, du fait de leur dénationalisation, dépourvus de toute représentation diplomatique.

En attendant que le C.N.F. de Londres ait pu organiser la sienne ils décidèrent d'assumer de nouvelles activités relevant plus du domaine de diplomates de carrière que de volontaires.

Le président du Comité France Libre a été à l'origine — et est parfois resté — le seul représentant du Général de Gaulle ; il fut souvent appelé à jouer auprès des pouvoirs publics du pays de sa résidence, un rôle autrefois réservé aux diplomates et aux consuls. Cet état de choses a eu quelques inconvénients, mais il a eu l'immense avantage de donner à des notables français, qui jusque là n'avaient accès qu'à titre privé auprès des hautes administrations étrangères, une occasion d'agir à titre officiel ou semi-officiel au nom de la collectivité des résidents français et pour la préservation des intérêts français.

« Grâce à l'action des Comités de la France Libre, les bases furent posées dans l'esprit de nos amis étrangers, non seulement pour la reconnaissance de la France Libre, puis du gouvernement provisoire d'Alger, mais encore pour la pleine restauration de la France dans son indépendance et dans ses droits ».

(J. Soustelle : « Envers et Contre Tout ». Tome I, page 56).

Petit à petit, les passeports de la F.L. étaient reconnus par un nombre grandissant d'Etats qui entraient en relation avec le C.N.F. de Londres, lequel, organisant sa représentation diplomatique avec des fonctionnaires de carrière, fit paraître les décrets établissant :

1°) Les attributions des Comités et celles des représentants diplomatiques. (Décret n° 219).

2°) La liste des Comités de la F.L. à l'étranger. (Décret n° 349).

Ces décrets parurent au J.O. de la France Libre, les 12 mai et 28 août 1942.

12/12

COMITE NATIONAL FRANCAIS

4, CARLTON GARDENS, S.W. 1
CARLTON, LONDRES

Commissariat National
aux Affaires Etrangères

Londres, le 12 octobre 1942.

9/8

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception et de vous remercier de votre lettre No. 98 du 18 septembre dernier.

Je tiens à vous féliciter personnellement de la part que vous avez prise dans les négociations avec le Gouvernement du Nicaragua qui ont abouti à la reconnaissance par ce Gouvernement des passeports émis ou renouvelés par le Comité National Français ou par ses représentants à l'étranger.

Je profite de cette occasion pour dire combien nous apprécions votre travail en tant que Président du Comité de Managua et de l'aide que vous apportez à notre Délégué à Mexico dans ses relations avec le Gouvernement Nicaraguayen.

Croyez, M. le Président, à ma haute considération.

[Signature]

Monsieur P. Teyssie,
Président du Comité de la France Libre,
MANAGUA, Nicaragua.

Il convient de souligner que dans l'énumération des Comités ne figurent pas ceux d'Extrême-Orient qui, créés en 1940, avaient disparu au moment de l'établissement du décret, en 1942, du fait de l'avance japonaise.

Ces Comités ont cependant existé, ils ont accompli leur mission jusqu'au jour où leurs membres ont été arrêtés, jetés en prison et torturés par l'ennemi, comme en font état les récits reproduits plus loin.

Dans les limites de leurs attributions, telles qu'elles avaient été définies par le décret n° 219, les Comités de la France à l'Etranger poursuivirent leur action

jusqu'à la réorganisation complète des services diplomatique et d'information, après la libération de la France et la cessation des hostilités.

Puis, leur raison d'être ayant disparu, ils envoyèrent aux œuvres d'assistance le reliquat disponible de leur caisse et prononcèrent eux-mêmes leur dissolution, gardant la fierté d'avoir été, pendant les années d'épreuves, « le foyer, la flamme, la ferveur de l'opinion française proprement dite, et aussi des amitiés françaises dans le monde ».

J. H.

Deuxième Année No. 9

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Vendredi, 28 août 1942

JOURNAL OFFICIEL DE LA FRANCE COMBATTANTE

LOIS ET DÉCRETS

ORDONNANCES, ORDRES, ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
<i>Société des Editions de la France Libre Ltd.</i>			
Pays soumis à l'autorité du Comité National ...	100 fr.	50 fr.	25 fr.
Grande-Bretagne et autres pays ...	10 sh.	5 sh.	2/6

Le Journal Officiel de la France Combattante comprend : 1° les textes organiques ; 2° les Ordonnances Lois ; 3° les Décrets ; 4° certains Ordres militaires ; 5° les Arrêtés ; 6° les Circulaires, communications et informations ; 7° divers documents administratifs.
Le Numéro : 5 francs ou 6 pence

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION, 4, Carlton Gardens, Londres, S.W.1.

DECRET No. 349 énumérant les Comités de la France Libre à l'étranger

Le Général de Gaulle, Chef des Français Libres, Président du Comité national, Sur la proposition du Commissaire National aux Affaires étrangères, Vu l'Ordonnance No. 16, du 24 septembre 1941, portant organisation nouvelle des pouvoirs publics de la France Libre ;

Vu le décret No. 2, du 24 septembre 1941, portant nomination de commissaires nationaux ; Vu le décret No. 219, du 8 avril 1942, définissant les attributions respectives des Délégations du Comité national français à l'étranger, d'une part, et des Comités de la France Libre, d'autre part, Décrète :

Art. 1er.—La liste officielle des Comités de la France Libre à l'étranger s'établit comme suit :—

République Argentine :—
Comité pour la France Libre à Buenos Aires.
Président : M. Albert Guérin.

Comités locaux à : Alta Gracia, Bahia Blanca, Bolivar, Bragado, Carlos Casares, Cipolletti, Comodoro-Rivadavia, Concordia, Cordoba, Cruz Catamarca, Cuartita Fuerte, Curzu, Desamparados, General Roca, General Redríguez, Godoy, Gualeguaychu, Labanda, La Plata, Mar del Plata, Mendoza, Mercedes de Corrientes, Mercedes de San Luis, Necochea, Parana, Patagones, Pigue, Posadas, Puerto Deseado, Puerto Madryn, Resistencia, Rio Cuarto, Rio Tercero, Rosario, Saliquero, Salta, San Cristobal, Santiago del Estero, Santa Fé, San Juan, San Ignacio, San

Nicolas, San Rafael, Tucuman, Trelew, Villa Diego, Villa Dolores et Villa Guillermina.

Australie :
Comité Central du Mouvement France Libre en Australie à Sydney.
Président : M. Louis Duplatre.

Comités locaux à : Adelaide, Ballarat, Brisbane, Hobart, Horsham, Melbourne et Mount-Gambier.
Comité de Free French Forces Fund à Perth.
Président : Docteur Louis Gelle.

Bolivie :
Comité des Français Libres en Bolivie à la Paz,
Président : M. Alfred Bricout.

Comités locaux à : Cochabamba, Oruro, Potosi, Santa Cruz de la Sierra, Sucre et Tarija.

Bésil :
Comité de la France Libre à Rio de Janeiro.
Président : M. Auguste Rendu.

Comités locaux à : Bahia, Bello Horizonte, Campos, Curitiba, Florianopolis, Fortaleza, Maceico, Natal, Paranaiba, Pernambuco, Porto Alegre, Recife, Sao Paulo et Santos.

Canada :
1. Province de Nouvelle Ecosse :
Comité de la France Libre à Halifax,
Président : Mme Léonie Richarde.

2. Province de New Brunswick, North Sydney.

3. Province de Québec :
a) Comité de l'Association des Français Libres de Montréal,
Président : M. René Daguerre

b) Comité de la France Libre à Québec,
Présidente : Mme André Simard.

Comités locaux à : Chateau Richer, Donnacona, Eastman, Lac Edouard, Mont-Joli, Rimouski, Tadoussac, Trois Rivières.

4. Province de Ontario :
a) Comité des Français Libres de Toronto,
Président : M. G. Assie.

Comités locaux à Hamilton, Windsor, Ottawa,
Président : M. Gustave Sauvant.

Comités locaux à : Kingston, Westmeath.

5. Province de Manitoba :
Comité des Français Libres de Winnipeg,
Président : M. J. O. Calleda.

Comités locaux à : Dunrea, Fort-Garry, La Rochelle, Laurier, Le Pas, McReary, Notre-Dame de Lourdes, Otterburne, Ste. Amélie, Ste. Anne des Chènes, St. Boniface, St. Claude, St. Pierre Jolys, Ste. Geneviève, Ste. Rose du Lac, St. Vital, Toutes-Aides, et Woodridge.

6. Province de Saskatchewan :
Comité de la France Libre à St. Brieux,
Président : M. Louis Demay.

Comités locaux à : Ducklake, Fishinglake, Jackfishlake, Gravelbourg, Kennedy, Marcelin, Meadowlake, Regina, Saskatoon, St. Denis, St. Front, Titanic, Vonda, White-star.

7. Province de Alberta :
a) Comité National des Français Libres à Calgary,
Président : M. B. Cayron.

Comités locaux à : Blairmore, Lethbridge, Threeshills, et Trochu.

b) Comité National des Français Libres à Edmonton,
Président : M. E. N. Michaud.

Comités locaux à : Atmore, Cold Lake, Craigend, Fahler, Legal, Ste. Lina, St. Paul, St. Vincent, Thérien et Villeneuve.

8. Province de Colombie Britannique :
Cercle français de Vancouver,
Président : M. Gustave Vissac.
Comités locaux à : Pouce Coupé, Powell River et Victoria.



En Argentine

Dès la demande d'armistice, M. Albert Guérin prenait à Buenos-Aires, l'initiative de grouper les Français qui refusaient la défaite.

Quelques jours plus tard, il faisait paraître le premier numéro de la « Voix d'Argentine » : sur la couverture tricolore, le visage crispé de la Marseillaise de Rude lançait son farouche appel.

Voici quelques-uns des textes parus dans ce bulletin :

Monsieur Albert Guérin
Libertad, 192, Buenos-Aires

Buenos-Aires, le 12 juillet 1940.

Monsieur,

Je suis de ceux qui croient encore fermement que la discipline fait la force principale, non seulement des armées, mais aussi des gouvernements.

La France ne pourra se relever rapidement que si tous ses enfants se groupent « unis comme au front », derrière son Chef et l'appuient, sans restrictions, dans son œuvre d'assainissement et de redressement.

Le colonel de Gaulle est peut-être un brillant stratège, mais il ne saurait, en tous cas, être plus patriote que des chefs éprouvés tels que le Maréchal Pétain et le Général Weygand. Pour l'instant, il est surtout à mes yeux, comme à ceux de beaucoup de mes compatriotes, un militaire indiscipliné, justement puni pour refus d'obéissance.

Il est donc inutile que vous continuiez à prendre la peine de m'envoyer le bulletin du Comité local formé sous son égide et sous votre présidence.

Je profite de la circonstance pour vous suggérer que s'il vous arrivait à nouveau de vous croire autorisé à parler au nom des cinquante mille Français d'Argentine, ce qui, entre nous, constitue une pure et surprenante manifestation d'esprit totalitaire, vous vous rappeliez, avant de vous laisser entraîner par

la chaleur de vos propres sentiments, que nous sommes nombreux, parmi les bons Français d'Argentine, à ne pas partager toutes vos opinions et qu'il conviendrait peut-être de nous consulter préalablement.

Recevez, Monsieur, mes salutations distinguées.

Henri PINCEMIN,
Directeur de la Transradio.

P.S. — Je crois opportun d'envoyer copie de la présente lettre à M. le Chargé d'Affaires de France en République Argentine.

Le Général de Gaulle, Chef des Français Libres à Albert Guérin :

Londres, le 30 juillet 1940.

Mon cher Président,

J'ai été extrêmement heureux de l'initiative que vous avez prise de former avec les anciens combattants le Comité National Français de Buenos-Aires et je voudrais dans cette lettre vous donner quelques indications sur les progrès de mon effort et suggérer certains buts à l'activité du Comité.

Plusieurs milliers de combattants et de jeunes hommes venus du corps expéditionnaire de Norvège, des armées de Dunkerque ou venus de France, sont maintenant groupés sous mon commandement. La

Chili:
Comité National de la France Libre à Santiago.

Président: M. André Piraud.
Comités locaux à: Angol, Antofagasta, Arica, Calbuco, Calera, Catapileco, Chagres, Concepcion, Copiapo, Curico, Graneros, Illapel, Iquique, La Union, Lautaro, Ligua, Los Alamos, Los Angeles, Los Andes, Molina, Monte Aencud, Neuva Imperial, Osorno, Ovalle, Puerto, Punta Arenas, Rancagua, Requinoa, San Felipe, Talca, Temuco, Traiguén, Valdivia, Valparaiso, Victoria et Villarica.

Colombie:
Comité National Français de Colombie à Bogota.

Président: M. Jacques Prevosteau.
Comités locaux à: Barranquilla, Cali, Cúcuta, Medellín, Manizales.

Costa Rica:
Groupement des Français Libres de Costa Rica à San José.

Président: M. André Challe.
Côte de l'Or:
Union des Français Libres à Accra.

Président: M. Lucien Leiterer.
Cuba:
Comité des Français Libres de Cuba à la Havane.

Président: M. Arnaud Recalt.
Comités locaux à: Cabaiguán, Cacocum, Caibarien, Ciego de Avila, Guantanamo, Holguin, Sancti Spiritus, San German, et Santiago de Cuba.

République dominicaine:
Mouvement Général de Gaulle à Ciudad Trujillo.

Président: M. Charles de Mondesert.
Comités locaux à: La Romana, Moca, Puerto Plata, Salcedo, Santiago de los Caballeros, et San Pedro de Macoris.

Egypte:
Comité National Français d'Egypte au Caire.

Président: M. Pierre Jouguet.
Comités locaux à: Alexandrie, Ismailia et Port Saïd.

Equateur:
Comité des Français Libres de l'Equateur à Quito.

Président: M. Pierre Denis.
Est Africain:
Comité France Libre du Kenya.

Uganda, Tanganyika à Nairobi.
Président: Comte de Périgny.
Comités Comoriens à Mombassa et Zanzibar.

Etats Unis d'Amérique:
France for Ever à New York.

Président: M. Eugene Houdry.
Chapters: California-San Francisco et Los Angeles, Colorado-Denver, Columbia-Washington, Illinois-Chicago, Louisiana-New Orleans, Massachusetts-Boston, New Jersey-Paterson, Ohio-Cleveland, Pennsylvania-Philadelphia, Texas-Houston.

Comités locaux: Florida-Sarasota, Massachusetts-Williamston, Michigan-Detroit, Missouri-St. Louis, New Jersey-Ashbury Park, Jersey City, Morristown, Newark et New Brunswick, New Mexico-Santa Fe et Silver City, New York-Hicksville, Newburgh, Woodstock et Yonkers, Ohio-Cincinnati et Columbus, Tennessee-Nashville.

Ethiopie:
Comité de la France Libre à Addis-Abeba.

Président: Lieutenant Montcalm.
Gambie:
Foyer de la France Libre à Bathurst.

Président: M. Rives.
Grande Bretagne:
Association des Français de Grande-Bretagne à Londres.

Président: M. T. J. Guéritte.
Conseillers à: Bolton, Bournemouth, Buxton, Bristol, Bromley, Cambridge, Colchester (Langham), Coulsdon, Edimbourg, East Barnet, Glasgow, Harrogate, Henley-on-Thames, Horsham, Leeds, Larnark, Londonderry, Loughborough,

Manchester, Matlock, Nottingham, Ormskirk, Oxford, Perth, Pinner, Rochester, Shrewsbury, Slough, Solihull, Stoke-on-Trent, Swansea, Torquay, Twickenham, Wentworth, et Worthing.

Guatemala:
Comité de la France Libre à Guatemala City.

Président: M. Robert Seidner.
Haïti:
Groupement des Français Libres à Port-au-Prince.

Président: M. Ferdinand Fatton.
Comités locaux à: Cap Haïtien et Les Cayes.

Honduras:
Comité France quand même à Tegucigalpa.

Président: M. Clément Gaillac.
Comités locaux à: La Ceiba et San Pedro Sula.

Indes Britanniques:
Comité France Libre à Bombay.

Président: M. Mosse.
Les Français Libres des Indes à Calcutta.

Président: M. Levay.
Iran:
Comité National Français de Téhéran.

Président: M. Henri Gbolot.
Ile Maurice:
Comité Mauricien d'Aide aux Volontaires Français à Vaucans.

Président: Sir Edouard Nairac.
Mexique:
Comité Central France Libre à Mexico.

Président: M. Georges Pinson.
Comités locaux à: Campeche, Chihuahua, Ciudad Hernandez-Alvarez, Ciudad Mendoza, Cordoba, Cuernavaca, Culiacan, Durango, Guadalajara, Guaymas, Hermosillo, Jalapa, La Paz, Manuel Acuña, Merida, Monterrey, Navojoa, Orizaba, Parral, Puebla, Rio Blanco, San Luis Potosi, Santa Rosalia, Tampico, Tijuana, Toluca, Torreón, Tuxpan, Veracruz et Villahermosa.

Nicaragua:
Comité de la France Libre à Managua.

Président: M. Paul Teyssyre.
Comités locaux à: Bluefields, Chanandega, El Sauce, Esteli, Granada, Masaya, Ocotal et San Rafael.

Nigeria:
Les Français Libres de Nigeria à Lagos.

Président: M. Pagano.
Nyasaland:
Comité de la France Libre à Blantyre.

Président: M. Ponson.
Panama:
Comité Pro France Libre à Colon.

Président: M. R. Feuillobois.
Comité local à: Panama City.
Paraguay:
Grupo de Gaulle à Asuncion.

Président: M. B. Drouault.
Pérou:
Comité pour la France Libre à Lima.

Président: M. Cadiot.
Puerto Rico:
Comité pour la France Libre à San Juan.

Président: M. Paul Lavergne.
Comités locaux à: Arecibo, Caguas, Manati, Ponce et Yauco.

Comité de Mayaguez.
Président: M. Eugene Orsini.
Comités locaux à: Adjuntas, Sabana Grande et San German.

Sainte Helène:
Comité de la France Libre à Longwood.

Président: M. Georges Colin.
Salvador:
Comité de Gaulle à San Salvador.

Président: M. Emile Destrut.
Comité local à: Santa Anna.
Sierra Leone:
Comité de la France Libre à Freetown.

Président: M. Rencuve.
Trinidad:
Comité National Français de Port-of-Spain.

Président: M. J. H. Salvatori.

Union Sud Africaine:
Association des Amis de la France Libre à Johannesburg.

Président: M. J. Pourrat.
Comités provinciaux:
1. Province du Cap:

Association des Amis de la France Libre à Cape Town.

Président: M. Reynart.
Association des Amis de la France Libre à East London et à Port Elizabeth.

Présidents: M. M. Lapersonne et M. Leblanc.
2. Province du Natal:
Comité des Français Libres à Durban.

Président: M. N.
Uruguay:
Comité Franco-Uruguayen pour la France Libre à Montevideo.

Président: M. Demolin.
Comités locaux à: Artigas, Bella Union, Carmelo, Castillos, Colonia, Durazno, Florida, Lascano, Libertad, Maldonado, Melo, Mercedes, Minas, Paso de los Toros, Paysandu, Rivera, Rocha, Salto, San José, Sarandi-del-Yi, Tacuarembó, Treinta Y Tres et Trinidad.

Venezuela:
Mouvement Charles de Gaulle à Caracas.

Président: M. Raymond Vis.
Comités locaux à: Callao, Caripito, Carupano, Ciudad-Bolivar, Cumana, Lagunillas, Maracaibo, Maturin, Miranda, Porlamar et Valencia.

Art. 2.—La présente liste ne comprend que les Comités dont l'activité est essentiellement politique et qui se proposent de regrouper tous les Français de l'étranger afin d'accroître l'effort de guerre de la France. C'est pour cette raison que n'y ont été inclus:

1. ni les organismes qui ont pour but exclusif ou principal l'exercice d'activités charitables comme par exemple, le Free French Relief Committee à New York;

2. ni les organismes de nature culturelle comme, par exemple, les établissements d'enseignement et les Comités de l'Alliance Française rattachés à la France Combattante;

3. ni les Comités syriens et libanais créés sous l'égide de la France Libre;

4. ni les groupements à caractère professionnel ou régional et qui, de par l'objet même de leurs statuts, ne s'adressent qu'à une catégorie restreinte de Français.

Art. 3.—Le Commissaire National aux Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la France Libre.

Fait à Londres, le 9 juillet 1942.
C. DE GAULLE.

Par le Chef des Français Libres,
Président du Comité national:
Le Commissaire national aux affaires étrangères,
M. DEJEAN.

force que je constitue comprend des marins, des aviateurs, des troupes de terre.

Les premiers, au fur et à mesure de leur recrutement, constituent des équipages pour les navires de guerre français, actuellement dans les ports anglais. Ces navires navigueront sous pavillon français.

Les aviateurs forment des escadrilles de bombardement et de chasse. Ils sont déjà engagés.

Les troupes de terre sont à l'entraînement et forment des unités complètement constituées et fortement encadrées.

Les hommes qui ont répondu à mon appel sont unis par quelques motifs très simples et étrangers à toute politique. Leurs buts sont les miens. Aider à récupérer le sol français, contribuer à protéger l'empire colonial, tenir la parole de la France à l'égard de ses alliés, protéger les droits de la France à la victoire.

Nous avons besoin du concours de tous nos compatriotes qui ont le bonheur d'être encore libres. Je souhaite donc et je crée dans tous les pays de l'Amérique du Sud des groupes français qui recevront des souscriptions destinées à... et à nous permettre de...

Vous savez peut-être que pendant les dernières années, j'avais fait campagne pour que l'armée française se transforme en une large force mécanisée. Mes appels ne furent entendus qu'en Allemagne. Les Français d'Argentine ne pourraient-ils organiser une souscription dont le produit permettrait...

Je suis particulièrement satisfait de savoir que votre Comité réunit de nombreux anciens combattants. Transmettez-leur mon cordial salut, celui d'un camarade blessé trois fois, en 1914, 1915, 1916 et ramassé par les ambulanciers allemands à Douaumont.

Il n'est pas possible que la victoire et les quatre années de sacrifice des héros de 1914-1918 soient annulées par six semaines de guerre et la capitulation du mois de juin.

Croyez, mon cher Président, à mes très cordiaux sentiments.

C. de GAULLE.

Le Général de Gaulle, Chef des Français Libres à Albert Guérin :

5 septembre 1940.

Mon cher Président,

Je vous félicite de votre activité, votre second bulletin était excellent.

En ce qui concerne les volontaires, voulez-vous veiller et faire veiller à ce que nos compatriotes ne soient considérés comme engagés dans les Forces Françaises Libres qu'après avoir passé une visite médicale. Nous avons besoin d'hommes jeunes et très actifs pouvant combattre avec ardeur EN TOUS CLIMATS. Nous n'avons nullement besoin de personnages qui cherchent à prendre une retraite dans les Forces Françaises Libres, bien au contraire.

En outre, des souscriptions à organiser pour le matériel de guerre — avions, tanks, etc... — je vous signale la nécessité essentielle pour les Forces Françaises Libres de disposer de fonds propres rapidement. La Grande-Bretagne nous fait des avances ; pour pouvoir intensifier son action, nous devons avoir la fierté de subvenir à nos propres besoins.

C. de GAULLE.

Le Général de Gaulle, Chef des Français Libres à Albert Guérin :

Londres, le 13 septembre 1940.

Le Comité de Gaulle d'Argentine par son action efficace est en tête de tous les Comités formés dans le monde. Félicitations et continuez.

signé : C. de Gaulle.

Londres, le 13 octobre 1940.

Mon cher Président,

Vous avez reçu mon télégramme vous demandant de protester contre les menaces contre la France et l'Empire venant des nouvelles capitulations du gouvernement de Vichy. Je n'insiste pas à ce sujet, mais je veux marquer, à cette occasion, combien j'attache d'importance à ce que les Comités, les sympathisants, les adhérents de la France Libre dans tous les pays se rendent compte qu'ils sont, à l'heure actuelle, la base de l'opinion publique française, qu'ils soutiennent le Général de Gaulle et la résurrection possible de la France par leur moindre geste, que le caractère spontané des ralliements des colonies est l'autre élément de l'opinion publique de la France Libre. Ces deux éléments d'opinion française de l'étranger et française des colonies s'épaulent l'un l'autre au regard des décisions internationales.

Puisqu'en Argentine vous avez réussi sur ce point, poussez la chose autant que vous pourrez.

Veillez agréer, mon cher Président, l'expression de mes sentiments cordialement dévoués, et merci pour votre magnifique action.

Pour le Général de Gaulle,
le Lieutenant Fontaine.

signé : P. FONTAINE.

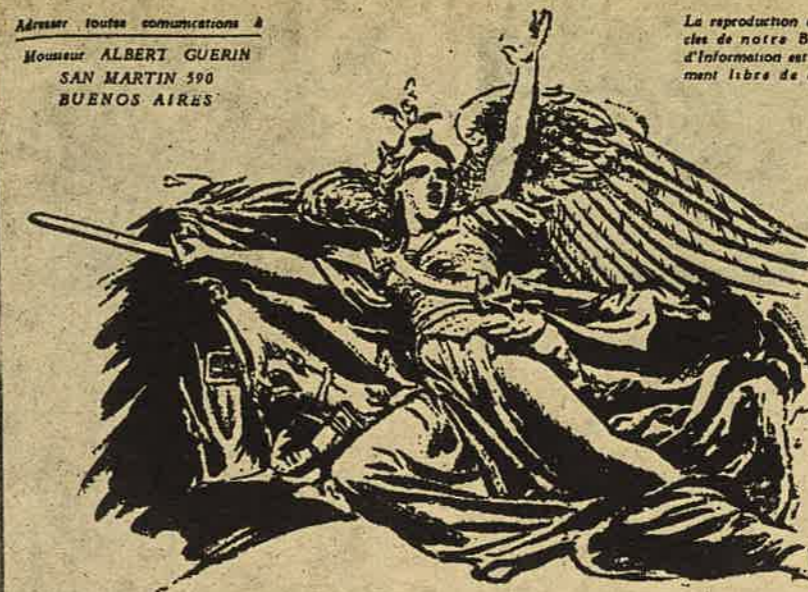
Le 2 mars 1941, un télégramme circulaire de Londres avait annoncé :

Il existe quarante-deux Comités de la France Libre à l'Étranger, l'un des plus importants étant celui de Buenos-Aires, dont le bulletin tire à cent mille exemplaires.

Adresser toutes communications à

Monsieur ALBERT GUÉRIN
SAN MARTIN 590
BUENOS AIRES

La reproduction des articles de notre Bulletin d'Information est entièrement libre de droits.



LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE
BULLETIN D'INFORMATION

*Mon cher ami,
j'ai reçu votre lettre du
au sujet de*

*La patrie et sa cause,
M. Albert Guérin,
Président du Comité France Libre, pour nous
192 Libertad,
BUENOS-AIRES
Argentine.*

*mainten!
C'est un profond sympathie.
J. de Fontaine.*

(Extrait d'une lettre du Général à notre Président).

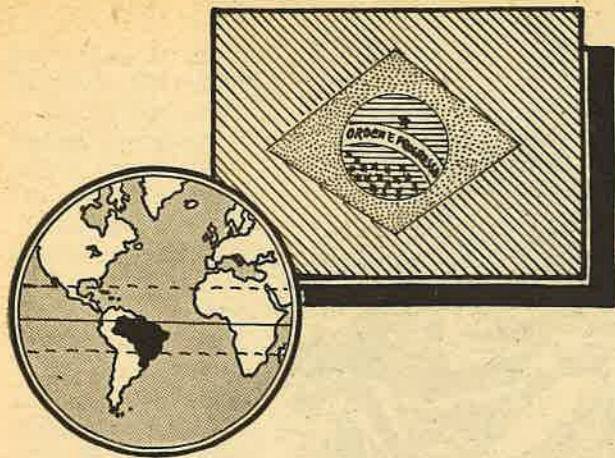
Ce bulletin est gratuit. La vente en est rigoureusement interdite.

Vers la même époque, la « Voix de l'Argentine » communiquait :

Malgré les lourdes charges occasionnées par les frais de passage de nombreux volontaires partis rejoindre les Forces Françaises Libres, frais dont le total atteint le montant de dollars 35.367,37, nous avons pu remettre au Général depuis notre dernier envoi de fonds, la somme de 34 000 dollars.

M. Robertie, membre du Comité Directeur, nous a remis un chèque de 1.000 livres sterling.

Par décret du Gouvernement français du 30 avril 1941, Albert Guérin était déchu de la nationalité française.



Au Brésil

LE COMITE CENTRAL DE RIO-DE-JANEIRO

Le 11 juin 1940, à bord du cuirassé brésilien « Minas Geraes », le Président de la République du Brésil, Getulio Vargas, prononçait une allocution d'où se détachait le passage suivant :

« Nous traversons, l'humanité entière traverse, un moment historique aux conséquences graves du fait d'un soudain et violent bouleversement des valeurs. Nous allons vers un avenir différent de ce que nous connaissons en matière d'organisation économique, sociale et politique, nous sentons que les formules, que les systèmes anciens entrent dans leur déclin. Ce n'est pourtant pas, comme le prétendent les pessimistes et conservateurs, la fin de la civilisation, c'est le commencement tumultueux et fécond d'une ère nouvelle. Les peuples vigoureux, aptes à la vie, doivent suivre le chemin de leurs aspirations au lieu de s'arrêter dans la contemplation de ce qui s'écroule et tombe en ruines: il faut comprendre notre époque, écarter les décombres des idées mortes et des idéaux stériles... ».

Ces paroles étaient prononcées au lendemain de ce qui avait été en France « une journée d'agonie ». Le 10 juin, en effet, le gouvernement français avait quitté Paris.

Le rapprochement de ces deux dates est éloquent et donne tout leur sens à ces propos.

La débâcle de nos armées semblait à point venue pour permettre — avec l'anéantissement de notre prestige — le triomphe de la politique hitlérienne et de ses principes.

De longue date, l'Amérique du Sud, et principalement le Brésil — vu son importance stratégique —

avaient été soumis par l'Allemagne et le nazisme à une propagande active : d'importants groupes ethniques allemands, très agissants, fixés dans les pays de l'Amérique Latine, y avaient acquis des positions importantes, ba tant en brèche l'influence française, autrefois prépondérante.

Sans le vouloir, le Président Vargas avait défini ce que devrait être l'action de ceux de nos compatriotes, installés au Brésil, qui, quelques jours plus tard, allaient répondre à l'appel du Général de Gaulle.

Il leur faudrait affirmer et démontrer que la France, loin de s'écrouler à tout jamais, restait fidèle à son passé, à son idéal, repoussant la politique de résignation et de collaboration et poursuivant le combat aux côtés de l'Angleterre, seule debout, face à la puissance germanique.

« Nombreux furent les Français résidant au Brésil, qui répondirent immédiatement à l'appel lancé de Londres. De Bahia, un télégramme d'adhésion, signé par la plupart des Français habitant cette ville fut adressé au Général de Gaulle le 25 juin 1940. A Rio-de-Janeiro et à Sao-Paulo, des Comités se constituèrent, à Rio, sur l'initiative de M. Pierre Aubaud, à Sao-Paulo, sur celle du docteur Vergely.

« Dans d'autres villes encore, les Français, jusque là isolés, se cherchèrent, se groupèrent, des contacts ne tardèrent pas à s'établir spontanément entre les groupements naissants.

« Enfin, d'après les directives reçues de Londres par ceux qui s'adressèrent directement au bureau

« du Général de Gaulle, des liaisons s'établirent entre le Comité central de Rio-de-Janeiro, présidé par Auguste Rendu et les groupements qui continuaient à se développer, de jour en jour, dans d'autres villes du pays. »

(Action des Comités F.L. au Brésil 1940-45, page 9)

Ceux qui constituaient ces groupements étaient des hommes de toutes origines, de toutes conditions, que rassemblait la volonté de servir la Patrie en danger.

Mais la loi brésilienne interdisant la publication en français des nouvelles concernant les faits de guerre, les collectes en vue de faire sortir les capitaux du pays, l'activité du Comité central dut garder un caractère clandestin. Il était d'ailleurs en butte, dès l'abord, à l'hostilité de l'Ambassade de Vichy et, sous le prétexte de neutralité, à la méfiance du gouvernement brésilien. De plus, du fait de l'invasion de la Russie par l'armée nazie en juin 1941, l'Allemagne apparut bientôt comme la nation qui avait pris la tête d'une campagne mondiale pour abattre le communisme : ce qui conférait aux hostilités, ouvertes en 1939, un caractère nouveau primant sur tous les autres aspects du combat.

Et la surveillance, dont le Comité Central de Rio-de-Janeiro était l'objet de la part de la police politique brésilienne, redoubla alors d'intensité : en août 1941, le Président, grand mutilé de la guerre 1914-1918, fut appelé à la police. Le Commissaire, chargé de l'enquête, lui exprima le désir d'être conduit dans les locaux où étaient installés les services du Comité.

M. Rendu refusa, soulignant que ces locaux étaient une dépendance du Consulat britannique (toute perquisition ne pouvant que déclencher un incident diplomatique entre la Grande-Bretagne et le Brésil). Le Commissaire peu convaincu, accepta d'accompagner M. Rendu chez le Consul britannique pour avoir la confirmation de son affirmation. Mais après cette visite, le Président du Comité central fut ramené dans les locaux de la police d'où il ne sortit qu'après de longues heures de détention et sur l'intervention de fonctionnaires de l'Ambassade de Grande-Bretagne.

Mais la surveillance n'en continua pas moins, gênant considérablement l'activité des Français Libres de Rio-de-Janeiro.

Le C.N.F. à Londres, très au courant de cette situation, la jugea telle qu'il estima préférable de ne pas mentionner le Comité de Rio sur sa première liste des Comités de la F.L. à l'Étranger.

Cette situation dura jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis en décembre 1941.

Quelle que put être alors la gravité de la situation militaire des Alliés, il apparut que l'arrivée en renfort, à leurs côtés, de la puissance américaine, modifiait les perspectives de l'issue de la guerre : la victoire hitlérienne paraissait exclue.

Aussi les entraves, qui jusque-là, avaient paralysé l'action du Comité central de Rio-de-Janeiro, se relâchèrent progressivement.

Et dès le mois de mai 1942, le Comité Central put quitter les locaux mis à sa disposition par le Consulat britannique, pour s'installer dans ses propres bureaux sous la direction de Mme Auguste Rendu.

Il eut alors une existence quasi officielle, malgré la présence de l'Ambassade de Vichy, dont les fonctionnaires ne démissionnèrent — pour se mettre à la disposition du Général Giraud — que le 30 janvier 1943, c'est-à-dire près de quatre mois après le débarquement allié en Afrique du Nord, mais à la veille de la rupture diplomatique entre Vichy et le Brésil, celui-ci étant entré en guerre contre l'Axe aux côtés des Alliés le 22 août 1942...

Jusqu'en 1945, le Comité central de la France Libre à Rio-de-Janeiro assura ainsi aux yeux des Brésiliens la permanence de l'idéal qui fit le renom de la France.

Le Comité de Rio-de-Janeiro contrôlait et dirigeait, des frontières du Venezuela aux confins de l'Uruguay, quatorze Comités locaux ; il avait des représentants dans trente-six autres localités (1).

Des contacts étroits purent ainsi être établis dans l'ensemble du pays avec la presse et les autorités locales.

Les Comités comprenaient des adhérents (citoyens français) et des sympathisants étrangers. C'est par des dons et des contributions mensuelles que les Comités purent vivre et faire face aux dépenses de leurs diverses activités (propagande, envoi de fonds à Londres et aux œuvres d'assistance, mise en route des volontaires, versements à leurs familles des allocations familiales, etc...).

Mais malgré tout le dévouement de nos compatriotes, d'ailleurs peu nombreux, les Comités n'auraient pu atteindre les buts qu'ils s'étaient fixés s'ils n'avaient trouvé un appui efficace chez nos amis brésiliens et chez les ressortissants des puissances alliées.

Le montant des cotisations était fixé par les adhérents ou les sympathisants eux-mêmes et proportionné à leurs ressources : les versements étaient spontanés et ne donnaient lieu à Rio-de-Janeiro à aucun reçu, les règlements qui y étaient en vigueur interdisant toute collecte de ce genre. En versant des fonds aux Comités de la F.L. les Brésiliens répondaient à l'appel de leur conscience, ils considéraient qu'ils avaient une dette vis-à-vis de la France « de toujours » et fréquemment les bureaux du Comité Central eurent la visite d'hommes de condition modeste qui venaient s'excuser de ne pouvoir au jour habituel verser les quelques cruzeiros qui constituaient leur cotisation : momentanément gênés, ils demandaient un délai pour se libérer et, au jour dit, ils revenaient s'en acquitter.

Il est facile, dans ces conditions, de réaliser l'émotion avec laquelle une partie de l'opinion suivit le déroulement du drame de 1940 : c'est ainsi qu'à

(1) Le Comité de Sao-Paulo, vu son importance, agit pratiquement en toute indépendance.

l'issue d'une messe dite à la demande de Brésiliens dans la cathédrale de Rio pour la protection de Paris lors de l'avance allemande, des centaines de personnes à genoux, jusque sur le parvis, entonnèrent la Marseillaise, comme une sublime prière, affirmant ainsi leur espérance.

Et lorsque Paris fut occupé, un haut magistrat brésilien, bouleversé à l'annonce de cette nouvelle, décida de porter une cravate noire en signe de deuil, tant que Paris ne serait pas libéré, il mourut avant le 26 août 1944, sans avoir remis de cravate de couleur.

C'est cet attachement à la France que les Français Libres du Brésil s'efforcèrent d'abord de consolider, puis de développer. Avant de rappeler comment se manifesta cet effort, il convient de mentionner la contribution particulièrement importante qui fut apportée par les journalistes brésiliens, amis de la France, mais surtout par Costa Rego, rédacteur en chef du *Correio da Manhã*, qui, après avoir entendu l'appel du Général de Gaulle, mit son talent au service de la F.L. et réclama sans trêve la reconnaissance du Général de Gaulle, comme chef du Gouvernement français.

De son côté, Georges Bernanos, fixé au Brésil depuis le 1^{er} septembre 1938, entama dans la presse brésilienne dès juin 1940, une « campagne persuasive qu'il mena, semaine après semaine, pour défendre l'honneur français aux yeux du pays dont il était l'hôte ».

Le premier acte de propagande du Comité fut la diffusion des lettres « Constantior » rédigées par un groupe de compatriotes qui avaient adopté la signature collective de « Constantior ». La première lettre parut le 14 juillet 1940, incitant les Français à demeurer fidèles à la cause défendue, jusque-là, en commun par la France et l'Angleterre, elle exprimait le vœu que les lecteurs puissent retrouver dans ces écrits « l'écho de notre anxiété et le reflet de nos espoirs ».

Éditée sous la forme de deux pages ronéotypées avec l'aide du Service Britannique d'Information, la lettre hebdomadaire « Constantior » ne cessa d'apporter aux Français de l'Amérique du Sud un puissant réconfort moral jusqu'au 4 juin 1943, date à laquelle le Général de Gaulle arrivait à Alger pour y constituer le Comité Français de Libération Nationale et « Constantior » fit ainsi ses adieux à ses lecteurs :

« *Venu à vous au soir sombre de la Défaite, Constantior vous quitte à l'aube d'un jour plein de promesses* ».

Mais bien auparavant, dès le 31 mai 1941, le Comité Central de Rio-de-Janeiro avait entrepris la diffusion d'un bulletin périodique en français (tirage trois mille exemplaires), il parut jusqu'au 18 août 1945, tandis qu'un bulletin en portugais (tirage cinq mille exemplaires) parut du 15 août 1941 au 8 juillet 1944, date à laquelle il fit place à un bulletin imprimé en portugais par le Service Français

d'Information dont, pour sa part, le Comité Central diffusait chaque semaine quatre mille cinq cents exemplaires.

C'est ainsi que, pendant plus de quatre ans, les Français Libres au Brésil affirmèrent la continuité de la politique française, et sa fidélité au génie permanent de la Patrie, sauvé du désastre par le Général de Gaulle.

L'effort de propagande ne se borna pas à la publication de bulletins périodiques : trente-six tracts et documents, seize brochures furent publiés en français et en portugais, des affiches diverses, des cartes de vœux à l'occasion du jour de l'An, des foulards de soie aux trois couleurs, dont le dessin composé en mai 1941, à la gloire des F.F.L., était dû à Nane Maurice Blum, furent répandus à travers tout le Brésil.

Des émissions radiophoniques en portugais — dont certaines émanaient d'initiatives privées comme celle de la Casa Rivoli à Rio et celle de Béatrix Reynal — atteignaient les auditeurs, complétant l'action de la propagande écrite et des conférences aussi nombreuses que variées.

Dans toutes les localités du Brésil, où se trouvaient les Comités locaux, les représentants du Comité central, étaient organisées des fêtes, des kermesses, des manifestations patriotiques auxquelles la participation brésilienne et celle des Libanais en grand nombre au Brésil donnaient chaque fois plus d'ampleur.

Dans le domaine culturel, le Comité central de Rio-de-Janeiro put — grâce au précieux appui de Dona Branca Fialho et de son frère Miguel Osorio de Almeida — reprendre le contrôle de l'alliance franco-brésilienne et lui donner l'impulsion qui convenait.

L'effort de propagande et l'activité de l'ensemble des Comités ne cessèrent de croître au fur et à mesure que les exploits des F.F.L., que l'action de la Résistance intérieure se développaient et étaient mieux connus, témoignant ainsi du redressement des forces françaises et donnant de nouveaux éléments aux services de presse des Comités.

Il serait fastidieux de rappeler ici l'accueil favorable que réservait l'opinion publique brésilienne à chaque nouvel effort des Comités, mais il convient cependant d'évoquer quelques faits qui illustrent les résultats obtenus.

C'est ainsi qu'à l'occasion du 14 juillet 1943, la Société des Amis de l'Amérique, qui rassemblait les plus hautes personnalités positivistes (1) du pays, avait organisé, à Rio-de-Janeiro, sous la présidence du Général Manoel Rabello, une manifestation solennelle « en l'honneur de la France combattante et de son chef, le Général de Gaulle ».

(1) Au Brésil, le positivisme d'Auguste Comte connu, au siècle dernier, un immense succès et aujourd'hui encore il a ses temples, ses fidèles qui ont toujours été de grands amis et admirateurs de notre pays.

De nombreux discours furent prononcés devant un très grand auditoire où les Brésiliens de couleur étaient particulièrement nombreux et ce fut au milieu de véritables acclamations que le président du Comité Central de la F.L. affirma la continuité de l'idéal français en assurant qu'il y aurait toujours des Français pour rappeler au monde cette phrase du préambule de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen :

« L'ignorance, l'oubli et le mépris des droits de l'Homme sont les seules causes des malheurs publics ».

La Déclaration des Droits de l'Homme a d'ailleurs conservé une telle place dans le cœur des peuples de l'Amérique Latine que le Comité de Rio-de-Janeiro, à l'occasion du 14 juillet 1944, fit tirer, en grand format, le fac-similé d'une gravure d'époque reproduisant les Tables de la Déclaration votée par la Convention Nationale le 23 juin 1793.

L'opinion publique brésilienne avait eu l'occasion de témoigner son attachement à la France d'une manière particulièrement émouvante, le 6 juin précédent, lors du débarquement allié en Normandie.

Avec le décalage de l'heure, les premières dépêches annonçant le débarquement arrivèrent vers deux ou trois heures du matin. Dès ce moment, des appels téléphoniques se firent entendre presque sans arrêt chez nos compatriotes ; des voix, quelquefois inconnues, annonçaient la grande nouvelle, exprimant, avec leurs félicitations, leur joie de ce que la libération de la France avait commencé. L'enthousiasme alla

se développant au fur et à mesure que les heures s'écoulaient, d'autant que tous les postes émetteurs de radio faisaient entendre, sans interruption, la Marseillaise ou des marches militaires françaises, lorsqu'ils n'avaient pas de télégrammes à diffuser ; de sorte que — les fenêtres étant toujours ouvertes du fait de la température — ce fut la journée entière dans la ville un concert incessant ranimant les ardeurs qui auraient pu s'apaiser, à tel point que les ambassades alliées crurent devoir rappeler que si la France allait vers sa libération, les soldats alliés y étaient bien pour quelque chose et que leurs hymnes nationaux auraient pu prendre place dans ce concert improvisé.

Mais le Brésil attachait une telle signification à la libération de la France qu'il voulut garder un souvenir durable de l'émotion ressentie : et, dans une véritable vague d'enthousiasme qui déferla sur l'ensemble du pays, une localité du Paraíba, Etat du nord du Brésil, dont les côtes sont baignées par l'Océan Atlantique, la ville de Barreiras prit le nom de Bayeux « en hommage à la France qui réapparaissait au monde, auréolée par les rayons de la liberté retrouvée ».

C'est au milieu d'une foule innombrable que le changement du nom de Barreiras en Bayeux donna lieu à une manifestation émouvante le 14 juillet 1944, les Brésiliens ayant tenu à donner tout son sens à l'événement en célébrant en même temps dans la « Bayeux brésilienne » notre Fête nationale.

Jean HAUSER.

LE COMITE DE SAO-PAULO

C'est à la fin de juin 1940, que le docteur Auguste Vergély pria Jacques Funke, Roger Gaillard, Pascal Inneco et quelques autres de venir à son cabinet de Sao-Paulo : sur son initiative, la création d'un Comité fut décidée pour répondre à l'appel que le Général de Gaulle venait de lancer sur les ondes.

Quelques jours plus tard, Georges Tresca, Lucien Oppenheim, Jacques Boud'hors, Maurice Demolein et Henri Alboux apportaient leur adhésion et la première réunion se tint sous la présidence du docteur Vergély.

Au mois d'août, le colonel Guériot vint de Rio-de-Janeiro pour donner les directives au groupement qui comptait déjà soixante membres : le docteur Vergély, alléguant son âge et sa venue récente à Sao-Paulo, pria alors Jacques Funke de le remplacer,

ce que Funke finit par accepter à la demande de tous les membres du Comité : ceux-ci devaient lui maintenir une confiance qui ne s'est jamais démentie.

Dès la fin de 1940, la plupart des sept cents familles françaises inscrites au Consulat, avaient adhéré au Comité de la France Libre à quelques exceptions près, celle notamment du Consul Général de France qui n'hésita pas à demander à la Police brésilienne d'ordonner l'expulsion de Jacques Funke « élément subversif et communiste ».

C'est au cours d'un voyage à Rio-de-Janeiro que Jacques Funke apprit qu'un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui et, qu'à défaut du président absent, le secrétaire du Comité, Roger Gaillard, avait été incarcéré.

Funke reprit immédiatement le train pour aller se

constituer prisonnier à la Superintendance de l'Ordre Politique et Social..., d'où il ressortit quelques heures plus tard avec un poème élaboré par l'un des policiers en l'honneur du Général de Gaulle.

Pour sauver la face, le représentant de Vichy le fit alors dénationaliser : par décret n° 199 du 24 janvier 1942, signé Darlan et contresigné Pétain, il fut déclaré « déchu de la nationalité française ».

Cependant, et en dépit de l'attentisme des dirigeants de trop nombreuses Associations françaises, le Comité atteignait progressivement au but qu'il s'était proposé.

Une quarantaine de volontaires quittèrent Sao-Paulo pour combattre dans les rangs des Forces Françaises Libres, munis d'un viatique en espèces et d'un confortable colis individuel.

L'activité de ses ouvriers permit d'envoyer à nos soldats, plusieurs centaines de tonnes de lingerie, lainages, chaussures, denrées alimentaires, lait en poudre, chocolat, savon, etc..., en même temps qu'étaient organisées, avec le concours de « l'Alliance Française », des fêtes de bienfaisance et des collectes qui permirent d'adresser à Londres, en monnaie de l'époque (1941-1943), plusieurs dizaines de millions de francs.

Le Comité de Sao-Paulo était désormais reconnu par les Hautes Autorités de la France Libre ; avec le Comité de Rio-de-Janeiro, il se partageait l'immense Brésil, ayant pour sa part juridiction sur les Etats du sud : Matto Grosso, Parana, Santa Catarina, Sao-Paulo, Rio Grande do Sul.

Nombreuses furent les personnalités brésiliennes, écrivains, médecins, industriels, commerçants, qui apportèrent au Comité de Sao-Paulo leur concours persévérant : leur mérite fut d'autant plus grand, que jusqu'en 1943, le Gouvernement Fédéral a maintenu avec Vichy des relations étroites ; c'est seulement après l'entrée en guerre des Etats-Unis, qu'obéissant à une puissante contrainte économique, il commença à pencher du côté des Alliés, donnant enfin sa satisfaction aux aspirations de son peuple.

Le Comité de Sao-Paulo fut alors autorisé à délivrer aux Français qui résidaient dans sa zone

d'action, des sauf-conduits et à viser leurs pièces d'identité.

Ce rôle quasi officiel présageait la fin de la période « héroïque ». Le retour des diplomates de carrière allait mettre un terme à la libre initiative des patriotes du Comité de Sao-Paulo.

De 1940 à 1945, les Comités du Brésil collectèrent près de trois cent soixante dix mille dollars U.S. dont plus de deux cent vingt cinq mille furent utilisés pour l'effort de guerre (envois à Londres, souscription pour la Résistance, mise en route de volontaires, etc...).

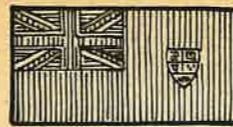
Les volontaires furent au nombre de cent dix-huit et parmi eux on relève le nom de Pierre Clostermann.

Sept volontaires partis du Brésil, tombèrent au Champ d'Honneur :

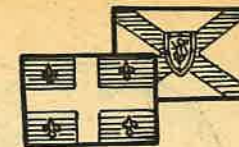
- Sergent Georges Schteinberg, tué en Hollande.
- Tirailleur Henri Dussat, tué en Italie.
- Capitaine Henri Dupraz, tué en Italie.
- Sous-Lieutenant Henri Corbière, tué en Algérie.
- Sergent Parachutiste Jacques Mendès-Caldas, tué en Bretagne.
- Aspirant Georges-Henri Torrès, tué en Lorraine.
- Caporal-Chef Michel Wiedmann, tué en Angleterre.

La guerre terminée, on vit revenir vers les écoles de l'Alliance Française, plus nombreuse que jamais pour apprendre notre langue, cette jeunesse brésilienne qui, au lendemain de l'armistice, s'était détournée de l'étude du français, disant : « On n'apprend pas la langue du vaincu ».

C'est à ces hommes que notre pays est redevable d'un tel revirement, et avec eux, à tous ceux des Forces Françaises Libres et de la Résistance, qui ont permis à la France d'être présente à la Victoire.



Au Canada



Il y a vingt ans... Juin 1940 à Québec dans notre salon de la rue d'Auteuil, mon mari et moi entendions bouleversés, les dernières nouvelles aux écoutes de notre poste de radio, où la voix étranglée de larmes du regretté journaliste ami, Louis Francoeur ne peut finir : « la France dépose les armes sans conditions »,

Je ne pouvais me résoudre à comprendre ; le chagrin touche souvent à la révolte et j'étais encore sous l'influence calmante du fameux : « Je crois au miracle... », de M. Paul Reynaud. Mon chagrin était fait de honte et de colère, mes larmes étaient brûlantes. C'est alors que mon mari, Canadien français, incomparable compagnon, a pressenti l'appel du 18 juin. Oui, pour me consoler il me dit : « Tu vas voir, rien n'est fini, l'armée française ne se rend pas comme ça, c'est impossible, crois-moi... ». Il avait raison ! Un colonel français se refusait à déposer les armes : Charles de Gaulle ! Dans les ondes perçues à travers le monde, sa voix répondait au sang des ancêtres charentais de mon mari ; la France avait perdu une bataille, mais non la guerre.

Fini, mon sentiment de culpabilité fraternelle, la dignité me replaçait dans la gravité de l'heure, j'étais, nous étions déjà, rivés à la grande aventure de la France Libre. Ce fut aussi simple que cela et le temps a prouvé que dans toute ma famille française, cet élan vers la vérité fut instructif.

En quelques semaines, le Comité de la France Libre de Québec affronte le grand jour et s'étend lentement — mais sûrement — en ramifications plus ou moins considérables au travers de ce vaste Canada.

« Tout ne fut pas rose... ». Les « cas de conscience » se faisaient un « devoir » d'éclairer notre lanterne. Vichy faisait tache d'huile : « Cet officier mercenaire vendu à l'Angleterre refusait l'épuration de la France, dans un Ordre Nouveau, sans juifs, francs-maçons et communistes », et nous, nous objections à un si bel avenir pour notre pays !...

Nos Croix de Lorraine par douzaines, puis par centaines, répondaient éloquemment du Lac Saint-Jean à Victoria, à l'Ordre Nouveau.

Quel souvenir ému je conserve de mes rencontres avec les membres de tous ces comités éloignés dans ces vastes provinces canadiennes ! Chacun de ces hommes, de ces femmes, probes et généreux, Français ou Canadiens, a donné le meilleur de son cœur et de son travail à l'appel du 18 juin. Qu'aurais-je pu faire sans eux, sans tous ces visages amis que je n'oublie pas.

À Québec, notre maison était évidemment devenue la tanière « du mieux ou du pire ». Je me souviens de ce gris matin d'automne 1941, sortant très tôt pour prendre mon service dans un hôpital de Québec

où j'étais infirmière bénévole, je m'aperçus que la brique rouge de notre maison s'ornait de nombreuses croix gammées noires entrelacées de : « Vive Pétain ! Vive Laval ! Vive Darlan ! ». Pour qui était-ce injurieux ? Je me souviens aussi de cette « baronne » qui m'honore de sa visite pour me féliciter « de mon intelligente influence française au Canada, utile à la fine politique du Maréchal... et qu'évidemment si de Gaulle n'existait pas, il aurait fallu l'inventer ». Discours cousu de fil blanc que je connaissais déjà.

Puis les mois passaient. La France Libre était de plus en plus une réalité militaire dans des combats historiques. Près du Canada, les îles Saint-Pierre-et-Miquelon prenaient place dans la famille Croix de Lorraine. Québec et tous ses comités se sont particulièrement dévoués à secourir rapidement ces îles libérées. De plus en plus, les événements imposaient l'autorité du Quartier Général des Forces Françaises Libres à Londres à nos Alliés. Les gens prudents de 1940 se « renseignaient » et nos membres augmentaient. Le consulat de la France Libre à Québec recevait beaucoup de visites, les dévouées secrétaires Solange Briggs et Paule Langlois peuvent en témoigner ; les jours fériés étaient rares, les heures de travail longues...

Nous étions de braves gens, sans titre, sans gloire, mais un cœur à la bonne place. Très peu d'entre nous sortions des Sciences Politiques et, pourtant, quels beaux dossiers d'honneur diplomatique, ces Comités de la France Libre déposent dans les mains de nos ambassadeurs.

En 1945, à la fin de mon mandat à l'Assemblée Consultative, de retour au Canada, j'étais peinée du peu d'importance attachée à cette somme de bonne volonté de quatre ans des Comités de la France Libre.

— Vous avez mauvais caractère, me disait-on.
— Tant mieux, je suis frère de ce point commun avec le Général de Gaulle.

Et puis, qu'importe pour nous tous, amis, compagnons, camarades, de cette France Libre où tout était si beau, si pur dans nos cœurs, si nous restons des Français qui s'aiment tout simplement. Refaisons la chaîne, voulez-vous, comblons les places des disparus, refraternisons mains serrées autour de la France, notre Patrie.

En ce début d'année 1960, la presse annonce pour le printemps prochain, la visite officielle au Canada, du Général de Gaulle, Président de la République française : qui l'eût cru, il y a vingt ans !

Marthe SIMARD-REID.

LAINE MOD' - 19, Rue La Fayette (9°) - TRI. 25-30
Bonneterie - Tapis Mod' - Smyrne haute laine point
noué main, exécution enfantine - 5 % aux camarades.



En Chine

« FRANCE QUAND MEME »

Comité Français Libres de Shanghai (d'après R. PONTET)

Le 22 juin 1940 avait lieu, au Cercle de la Police de la Municipalité Française de Shanghai, une réunion des Français, rassemblés sous l'égide de l'Association des Anciens Combattants. A la suite de cette réunion, le télégramme suivant était envoyé au Gouvernement à Paris : « Les Français de Shanghai, réunis sur l'initiative des Anciens Combattants, ayant la confiance la plus absolue dans les destinées de la France, émettent le vœu d'une étroite union entre les deux empires alliés, pour la continuation de la lutte qu'ils sont prêts à soutenir de leurs personnes et de leurs biens ».

Cette réunion coïncidait avec la signature de l'armistice.

A Shanghai, il y eut un moment de stupeur et d'effroi. Mais les autorités diplomatiques et consulaires, suivies par un grand nombre de Français, emboitant le pas à l'Indochine, se rallièrent aussitôt au gouvernement du Maréchal Pétain.

Cependant il se trouva un groupe ardent de patriotes, qui s'élevèrent contre la capitulation et décidèrent de se rallier au mouvement du Général de Gaulle. Au début d'août 1940, les Anciens Combattants étaient réunis à nouveau au Cercle Sportif Français, sur l'initiative d'Egal, Président de l'Association et de membres du Comité : Benoist, Jaspas et Morelieras. La création d'un groupe était décidée, en vue de participer dans toute la mesure possible à la lutte poursuivie par le Général de Gaulle. Il lui fut donné le nom de « France Quand Même », dénomination déjà adoptée par plusieurs groupements d'Amérique.

Egal s'entoura de collaborateurs de bonne volonté : Meunier, Directeur de la Banque Franco-Chinoise ; Gilles, journaliste ; J. Reynaud, A. Reynaud, Grosbois, Clément, Jaspas, Benoist, Morelieras, Bouvier et R. Pontet, M^{me} Jobez, MM. Jehl, Allera, Baumgarten, Martolini, Lebas, Fermigier et tant d'autres qu'il serait trop long de citer. Egal se mettait en rapport avec le Général de Gaulle. Un bureau était organisé à Kiangse Road avec l'aide de M. Doodha. Une permanence y était établie avec MM. Gilles, Abily, M^{me} A. Reynaud, MM. May, Allera. Plus tard — en février 1941 — un bureau plus important devait être ouvert à Peking Road.

Des réunions avaient lieu d'autre part, chez Meunier, chez Jaspas et chez d'autres amis. Peu après l'organisa-

tion du mouvement, Egal recevait, par l'intermédiaire des autorités britanniques, une nomination formelle comme délégué en Chine du Général de Gaulle, à qui il envoya la liste du Comité « France Quand Même » de Shanghai. Le mouvement était définitivement lancé et consacré.

Ses activités peuvent être groupées en trois chapitres :

A) — PROPAGANDE.

Peu de jours après la réunion, du début d'août 1940, paraissait le premier numéro du bulletin « France Quand Même ». Les premiers numéros ronéotypés étaient suivis, à partir du N° 3, du 7 octobre 1940, par des numéros imprimés paraissant toutes les semaines sur plusieurs pages. Grosbois fut le principal animateur et rédacteur de ce bulletin, ayant été placé à la tête du Comité de propagande dont firent partie Le Pallud, May, Lebas, Abily, Brusset, Marcuse et Pierard.

Le service en était assuré à la plupart des Français à Shanghai. Le bulletin était envoyé également dans les autres grandes villes de Chine, en Indochine, au Japon, à Hong-Kong, de même qu'aux autres groupements du Pacifique et d'Amérique.

La propagande fut aussi assurée par les émissions à la radio. Tout d'abord, à la station anglaise X.C.D.N. « La Voix de la Démocratie » deux fois par jour, à midi et le soir. A compter du 26 novembre 1940, ces émissions furent complétées par une autre émission, à la station américaine X.M.H.A.

B) — RECRUTEMENT.

La tâche de l'organisation des départs de volontaires pour les armées du Général de Gaulle ne fut pas aisée. Notre liste comprend cinquante-deux noms ; l'holocauste de nos documents, le 8 décembre 1941, ne nous a pas permis de garder ceux des cent trois marins français de la Marine Marchande et ceux des quatre-vingt-quatre légionnaires renvoyés d'Indochine qui, eux aussi, sont partis au secours du pays.

Sont donc partis de Shanghai deux cent trente-neuf volontaires.

Travail risqué en ce qui concerne les militaires français et les marins de la Marine de Guerre, si risqué même que, si le départ des militaires n'a amené que des plaintes plus formelles qu'effectives, le départ des marins a enflammé la rage du Commandant Ruynaud de Saint-Georges, lequel décida l'arrestation d'Egal ; J. Reynaud n'y échappant que de justesse.

Au début il fallut payer des passages à 80 livres par personne, ce qui nécessita de nombreuses négociations ; puis il suffit d'avancer la somme nécessaire jusqu'à Hong-Kong ; il fallait aussi donner un petit pécule, 5 livres à 15 dollars U.S. Les visites médicales par un médecin agréé par l'Ambassade britannique, furent organisées.

Il fallut aussi prévoir l'achat de vêtements civils et la création d'un véritable vestiaire pour les soldats ou marins, ainsi que l'installation des partants dans un lieu sûr et secret en attendant le bateau ; le camouflage des bagages.

A ces difficultés matérielles s'en ajoutaient d'autres : il y avait peu de résistance de la part des chefs de la Police et de la Municipalité, sans qu'on y trouvât cependant la meilleure volonté. Il a fallu toute l'énergie d'Egal, soutenu par l'Attaché Militaire et par l'Attaché de Presse, pour briser cette passivité. Il a fallu même qu'Egal, dans une réunion avec l'Ambassadeur Britannique, prenne sur lui tous les risques. « Le Général de Gaulle, a-t-il dit, me demande des hommes. J'enverrai des hommes, quoi qu'il arrive ».

L'ardeur magnifique des volontaires et leur cran ; l'aide apportée par des Français comme Meunier, dont la maison à Hongjao a caché bien des volontaires en transit ; comme Jehl ; comme May, le spécialiste des bagages, étaient pour tous le meilleur encouragement.

Il faudrait des pages pour rappeler l'aide apportée par Eric Davies et par ses amis. Citons Hubert, de la Canadian Pacific, qui facilita pour les volontaires des séjours discrets à la Y.M.C.A. ; Carrière, qui embarqua trois militaires français comme marins hollandais sur un de ses bateaux ; Georges Buhl, le patron de la Brasserie Suisse Broadway, qui donna souvent un abri aux volontaires.

Une note comique : Eric Davies, Commandant la Police Spéciale, habilla un jour des volontaires en policiers, ils passèrent sous cet uniforme devant d'autres policiers — des vrais — chargés de les repérer.

C) — L'organisation du mouvement, la propagande, l'envoi de volontaires nécessitaient des fonds et l'établissement d'un service financier. Furent chargés de ce service, successivement Meunier, R. Pontet, Bouvier et enfin Andrefouet.

En présence de cette activité et de l'ampleur prise de jour en jour par le mouvement, les autorités locales françaises s'impatientèrent. Les dénonciations, délations et calomnies étaient à l'ordre du jour, tandis que nos autorités s'efforçaient de contrecarrer efforts et propagande. Le recrutement des volontaires fut notamment leur bête noire. L'armée et surtout la marine, s'élevèrent violemment contre ce recrutement qui, disaient-elles, affaiblissaient leurs effectifs, mais qui en réalité ne faisait que jeter l'opprobre sur ceux qui restaient insensibles à l'appel de la Patrie. Dès octobre 1940, des menaces étaient proférées à la suite d'un premier départ de militaires. Les départs continuant, les autorités décidèrent d'arrêter le chef du mouvement.

Le 5 avril 1941, vers 6 h. 30 du matin, sous les ordres du Capitaine de Corvette Ruynaud de Saint-Georges, Commandant le « Francis-Garnier », le Lieutenant de Vaisseau Blanchard et le Lieutenant de Beaufort, accompagnés de plusieurs matelots, procédaient à l'arrestation d'Egal,

dans sa chambre au Clements Apartments. Egal fut conduit à bord du « Francis-Garnier ». Aussitôt les papiers d'Egal, étaient enlevés de son bureau par J. Reynaud et A. Reynaud et transportés à l'Ambassade Britannique.

Pendant ce temps, Egal était embarqué pour Saïgon à bord du « Kindia ». Une tentative de la Marine anglaise pour arraisonner le bateau et délivrer Egal échoua ; et ce n'est que plus tard, après être passé en jugement, qu'il fut enfin délivré, grâce à l'intervention des autorités britanniques qui prirent des sanctions économiques vis-à-vis de l'Indochine. En définitive, Egal dut être échangé contre une cargaison de marchandises et il revenait à Shanghai, pour quelques jours, en octobre 1941. Une réception enthousiaste lui était réservée, tandis que les autorités françaises lui interdisaient l'entrée de notre concession.

Restant sous la menace, le Comité estima ne pas devoir désigner un nouveau chef, qui aurait pu être l'objet de nouvelles mesures de la part de ces autorités. L'arrestation d'Egal fut suivie, en effet, d'enquêtes, d'investigations et d'interrogatoires.

Quelques précautions furent prises mais le mouvement poursuivit sa tâche, les volontaires continuèrent à partir, la radio et le bulletin à alimenter la propagande, les adhérents à apporter leurs versements. En septembre 1941, quatre marins du « Bernardin-de-Saint-Pierre » volontaires, avaient été installés, en attendant leur départ, chez un ami Suisse Georges Buhl, qui tenait un bar à Hongkew, 610 Broadway East. Sur les indications du Capitaine au long cours Daunes, Commandant le « Bernardin-de-Saint-Pierre », les autorités consulaires françaises décidèrent de procéder à l'arrestation de ces marins, et, bien qu'avec certaines difficultés, obtinrent au préalable du Consul Général Suisse, l'autorisation nécessaire pour pénétrer dans les locaux de son ressortissant. « Mais vers 5 h. du soir, raconte M. R. Pontet, je reçus la visite d'un émissaire venant du Consulat qui me fit connaître qu'un ordre avait été donné à 4 h. 30 pour l'arrestation de quatre marins dans un bar de Hongkew. En me donnant ce renseignement, on ajoutait que je savais sans doute ce qu'il restait à faire. N'ayant pas de voiture disponible, je téléphonai immédiatement à M. de Rougetel, Conseil-ler d'Ambassade Britannique, qui décida de régler lui-même cet incident : prenant sa voiture il se rendit aussitôt à Hongkew et déménagea nos marins pour les mettre en lieu sûr. Le procès-verbal de perquisition — faite par l'agent du Consulat, accompagné de policiers et de détectives — indique que la maison fut visitée de fond en comble, que les chambres ne portaient aucune trace du passage des hommes recherchés, si ce n'est un paquet vide de cigarettes « Bastos » que le commissaire du bord reconnut comme provenant de son bateau, en fait les recherches furent infructueuses ».

Pour activer et développer le recrutement, M. Baron qui représentait le Général de Gaulle à Singapour, envoya en octobre 1941 à Shanghai, M. Jacosta qui devait former une compagnie composée d'éléments étrangers, aidé principalement par M. May dans cette tâche.

Les communications avec Londres demeurant difficiles et la liaison encore insuffisante, en butte aux persécutions de nos autorités et de quelques-uns de nos compatriotes, nous luttions, dans la mesure de nos moyens, pour la cause de la libération.

Nous arrivâmes de la sorte au 8 décembre 1941, date du déclenchement de la guerre du Pacifique. A ce moment Egal, qui était resté quelques temps parmi nous, après sa libération d'Indochine nous avait quittés. Le guerre devant

le surprendre à Hong-Kong, où, s'étant mis à la disposition des forces britanniques, il fut fait prisonnier par les Japonais et interné. Jacosta, parti également, devait se faire tuer quelques jours plus tard en essayant de s'évader. A Shanghai, nous fûmes avisés du déclenchement des hostilités le 8 au matin de très bonne heure.

Tous nos dossiers étaient déposés depuis longtemps à l'Ambassade Britannique, par mesure de sûreté. A notre bureau de Peking Road se trouvaient des archives et les documents de la propagande que May, Brusset, Pierard et Marcuse se chargèrent de faire disparaître. Je me rendis à l'Ambassade Britannique appelé par M. Alexander. Tous les coffres et les tiroirs de l'Ambassade étaient vidés et le contenu était jeté dans des fours crématoires, approvisionnés par une vingtaine de personnes. Nos archives disparurent dans ce brasier et je sortis de l'Ambassade vers 8 heures du matin au moment où les premières sentinelles japonaises étaient postées.

LE COMITE DE HONG-KONG

Au début de juillet 1940, en l'absence d'autres réactions de la colonie française, et sur mon initiative, un certain nombre de Français se réunirent pour manifester leur attachement à l'idéal proclamé par le Général de Gaulle.

La réunion eut lieu dans une salle du « Péninsula Hôtel » prêtée par la Direction. A cette occasion, le Comité fut ainsi composé :

Président : M. Louis Biau, Architecte.

Vice-Président : M. J. Morand, Commerçant.

Treasorier : M. E. Grivaud, Chef Cuisinier du « Péninsula Hôtel ».

Membres : M^{mes} Biau et Arnould, M^{lle} Mady Pelletier ; MM. Chevillard (Capitaine 2^e Bureau) ; Strauss, Commerçant ; Bain, Employé de Douanes Chinoises ; Pfister, Chef-Pâtissier au Hong-Kong Hôtel ; Caudron, Commerçant.

Dès ses débuts, le Comité eut à lutter contre le Consul et Vice-Consul de France restés fidèles à Vichy, qui ne cessaient de se manifester contre le Général de Gaulle et le C.N.F. qu'il présidait.

De même, les banques françaises, les missions étrangères, de grosses Maisons de Commerce ayant des intérêts en Indochine voyaient le Comité d'Hong-Kong d'un mauvais œil.

Un contact pris avec Egal, qui présidait le Comité de Shanghai n'amena rien de positif, c'est sur place qu'il fallut se procurer des fonds — les ressources du Comité étant primitivement limitées aux dons de chacun de ses membres. — Ces fonds devenaient indispensables, car il fallait en particulier subvenir aux besoins des volontaires : matelots, policiers et civils en provenance de Shanghai et transitant par Hong-Kong.

M. Perduc, Directeur de la police britannique, et un de mes amis facilitèrent la vente de Croix de Lorraine et de vignettes à l'effigie du Général de Gaulle dans les bars des grands hôtels. Les dépenses étant toujours plus importantes, je demandai à la Marine Britannique de prendre en charge au Seamen Institute (Foyer du Marin) les volontaires de passage.

Après les menaces d'arrestation par les autorités françaises ce furent alors les menaces d'arrestation par les autorités japonaises.

Avec la guerre du Pacifique, nos activités précédentes ont évidemment dû être réduites et camouflées. Nos relations avec l'extérieur étaient coupées et nos réunions n'étaient plus possibles.

Par ailleurs, deux des nôtres travaillaient dans des services spéciaux, dans des postes dangereux, l'un en contact constant avec l'Intelligence Service Britannique, dont un représentant se cachait à Shanghai, l'autre avec les services chinois. Dans ce domaine, des collaborations ont été apportées même par des personnes n'appartenant pas au mouvement. Des officiers français ont participé à des reconnaissances dans les lignes japonaises autour de Shanghai.

D'après le rapport de M. PONTET.

Avec empressement, la Marine apporta son concours — à l'encontre de l'Armée de terre, plus réticente. — Ce Comité envoyait à ses frais les Officiers au « Péninsula Hôtel ».

Mais tout n'allait pas sans heurts et sans difficultés, car non seulement il fallait également trouver des chambres pour loger les sous-officiers, mais il fallait aussi assurer les frais de voyage (transport et nourriture) pour chaque volontaire jusqu'à Singapour.

Ceux-ci devaient attendre à Hong-Kong des jours et quelquefois des semaines jusqu'à ce qu'ils puissent poursuivre leur voyage. Le Comité leur remettait alors, une allocation journalière de 2 dollars par homme et de 10 dollars par officier. En outre, une allocation de 10 dollars était remise à chacun au moment du départ.

Le Comité de Hong-Kong mit en route — à destination de la France Libre — 72 volontaires, par ses propres moyens.

Au début de 1942 eut lieu l'attaque japonaise, puis l'occupation. C'est alors que — avec l'aide du Directeur des Travaux Publics du territoire de Kwang-Cheou-Waou — je préparai mon évasion et celle du Capitaine Chevillard.

C'est sur un bateau japonais le « *Shinogornu Maru* », que le 12 mars 1942, nous avons quitté Hong-Kong munis de laissez-passer pour l'Indochine. Je laissais ma femme seule et malade.

Nous risquions d'être arrêtés à notre arrivée au port de Kwang-Cheou-Waou (le Consul de Vichy avait télégraphié dans ce sens) mais, fort heureusement, il nous fut possible de débarquer dans la chaloupe du pilotage commandée par un vieil ami, le Capitaine Bromasson, qui arborait la francisque. Après avoir traversé la ville où notre passage avait été assuré, nous étions accueillis en Chine Libre par le Directeur des Douanes.

Un mois de petites étapes nous amena à Kuong-Ming (Yunnan) où le Capitaine Meyer May, délégué du Général de Gaulle, nous dirigea sur l'Afrique via Calcutta-New-Delhi-Le Caire.

LOUIS BIAU.



Au Congo Belge

Pour bien comprendre l'action de ce Comité de Léopoldville, à partir de 1940, il faut remonter jusqu'en 1932.

Au début de cette année, en effet, fut fondée, à Léopoldville, l'Amicale Française du Congo Belge dont le Président-Fondateur était le Docteur André Staub, installé à Léopoldville depuis dix ans.

Cette Amicale déploya aussitôt une grande activité, un de ses buts les plus précieux étant de cultiver l'amitié franco-belge, et aussi de représenter officieusement l'Alliance Française à Léopoldville.

Dès que la guerre éclata en 1939, la salle de réunion de l'Amicale fut transformée en ouvroir où une centaine de dames et de jeunes filles travaillaient, sans relâche, pour la Croix Rouge Française, sous la direction de Madame André Staub.

Le 4 mai 1940, une grande fête de charité fut organisée à la Maison de France au profit des œuvres françaises et alliées, avec la participation des autorités et des habitants de Brazzaville et de Léopoldville : le Président, le Docteur Staub, s'était, en effet, créé à Brazzaville des relations et des amitiés, d'autant plus solides, que, tout en assurant son service à Léopoldville et au consulat, il avait été chargé au début de la guerre du service de chirurgie à l'Hôpital Général de Brazzaville.

Et c'est ainsi que se déroula à Léopoldville, le 15 juin 1940, une grandiose manifestation inter-alliée, à laquelle avait été convié le Gouverneur-Général Boisson, venu spécialement de Brazzaville. Il prononça à cette occasion, à la radio de Léopoldville, une allocution où il affirmait sa conviction dans la victoire finale, « car pour l'obtenir, disait-il, la France et ses alliés lutteraient jusqu'au bout. »

Après la signature de l'armistice entre la France et l'Allemagne, accueilli avec douleur, et après l'appel du 18 Juin, le Gouverneur-Général Boisson continua à entretenir l'équivoque en « invitant

l'A.E.F. à ne rien précipiter et à attendre » (allocution radiodiffusée le 28 juin).

Et il partit pour Dakar, mais son départ n'avait pas trompé le Général Sicé qui — à Brazzaville — tenait secrètement mais avec vigueur le flambeau de la Résistance. L'arrivée du Général Husson, venu remplacer le Gouverneur-Général Boisson,



ne le prit pas au dépourvu, ni lui, ni ceux qui autour de lui préparaient la lutte : le Commandant Delange, Balme, Gérard, etc... et le Docteur Staub à Léopoldville.

Bien que, déjà, beaucoup de Belges et de Français — perdant patience — allaient rejoindre l'armée britannique en campagne au Kenya, ces hommes restaient sur place — espérant encore que tout n'avait pas été dit.

« La saison sèche au Stanley Pool avançait tout doucement et le 19 août 1940, à 16 heures — raconte le Docteur Staub — les résidents de Léopoldville furent vivement intrigués par les évolutions impressionnantes, au-dessus de la capitale, d'un magnifique hydravion aux couleurs britanniques. Il s'agissait d'un appareil des Imperial Airways, procédant à un vol d'essai, qui devait rester quelques jours dans les eaux congolaises, puis reprendre son vol à une date indéterminée, pour une destination encore inconnue. A son bord se trouvaient M. Percy O. Harris, attaché au gouvernement du Nigéria, qui venait conférer avec le Consul Général Britannique : M. Joint. Mais il y avait aussi le « Colonel d'Entraigues » et le Général Sicé m'avait prévenu qu'en réalité, il s'agissait d'un envoyé du Général de Gaulle. Je me mis immédiatement à sa disposition, signalai la présence du Colonel d'Ornano qui avait passé le Pool, avec armes et bagages, depuis quelques jours.

« Le Colonel d'Entraigues, qui reprenait son nom de Colonel de Larminat, envoyait le 22 août 1940, par le grand hydravion qui l'avait amené, le Colonel d'Ornano, vers Lagos et vers le Tchad pour y déclencher le mouvement de la Libération.

« Ce fut alors le 26 août le ralliement du Gouverneur Eboué avec le Tchad, le 27, le Cameroun avec Leclerc, et le 28, le Colonel de Larminat — nommé le jour même Général par le Général de Gaulle — faisait une entrée triomphale à Brazzaville.

« A Léopoldville, comme partout, les opinions étaient divisées, mais la grande partie de nos compatriotes de l'Amicale Française s'étaient rangés aux côtés du Général de Gaulle, et le 28, dès que la nouvelle du ralliement de Brazzaville fut connue, l'Amicale Française fut dans les premiers à hisser sur sa maison le drapeau tricolore à la Croix de Lorraine.

« Ce qui provoqua aussitôt de la part du Consul de France, M. Maigret, une violente réaction : il m'appela au téléphone et la conversation suivante s'engagea : « Comment, vous, le Président de l'Amicale Française, reconnu le premier citoyen de la colonie française, vous avez autorisé d'arborer la Croix de Lorraine à

« la Maison de France ? N'oubliez pas que vous avez deux enfants en France et que le Gouvernement les prendra comme otages, si je signale votre rébellion contre notre gouvernement. » — Monsieur le Consul, lui répondis-je, j'ai bien enregistré votre déclaration et je tiens à vous dire que c'est justement parce qu'on m'a reconnu au Congo Belge, après vous-même, la première place parmi les Français — que j'estime de mon devoir de mettre tout ce que je possède à la disposition de celui qui veut libérer notre Patrie et nous redonner l'indépendance. Quant à ce que vous dites au sujet de mes enfants, notez bien ceci, j'ai pris acte de votre déclaration et quoi qu'il arrive à l'un d'eux, c'est vous que j'en tiendrai responsable et je vous retrouverai, devrais-je y consacrer vie et fortune... »

Par son ralliement au mouvement de Libération Nationale du Général de Gaulle, l'Amicale Française constituait de ce fait, « Le Comité Local de la France Libre à Léopoldville ».

Toutes les œuvres, qu'elle dirigeait, passaient immédiatement et intégralement à ce Comité et l'ouvrage continuait à travailler, mais pour la France Libre — et pour ses combattants qui arrivaient et se rassemblaient de plus en plus nombreux à Brazzaville. Cette période fut d'autant plus difficile pour les finances que les besoins augmentaient sans cesse, aussi il ne se passa pas une semaine où il n'y eut de recette provenant de fêtes, de matches de football, ou autres manifestations où la France Libre avait sa part.

Les Anciens Combattants Belges furent d'un grand secours au Comité de la France Libre, aussi le 15 septembre 1940, lorsqu'ils décidèrent d'aller faire une visite officielle à Brazzaville au Général de Larminat, notre Comité se joignit à eux en bloc pour aller saluer le nouveau chef de l'A.E.F.

Cependant, fin septembre, un appel pressant de la Croix Rouge Française nous signala la détresse des prisonniers de guerre en Allemagne et de nos compatriotes qui subissaient en France les rigueurs de l'occupation nazie. Notre Comité organisa aussitôt une souscription à travers le Congo Belge, et le produit fut remis à la Croix Rouge Suisse pour être transmis à la Croix Rouge Française.

Nous nous préparions à recevoir le Chef de la France Libre. Déjà le 15 août 1940, au milieu d'un enthousiasme général 160 combattants des F.F.L. arrivèrent en gare de Brazzaville. Beaucoup de Léopoldvillois, Français et Belges s'y rendirent pour les acclamer car on savait que, parmi ces volontaires, se trouvaient une trentaine de Belges qui n'avaient pas voulu cesser le combat, et qui, pour rallier l'Angleterre, s'étaient embarqués à Dunkerque lors de l'évacuation.

Le même jour, arrivant à Douala, le Général

de Gaulle envoyait au Gouverneur Général du Congo Belge un télégramme de fidèle amitié et quelques jours plus tard, le 23 octobre, le Général de Gaulle arrivait à Brazzaville. Le 27, il rendit visite à Léopoldville, salué par les Anciens Combattants Belges et Français et une salve de 21 coups de canon au milieu d'un enthousiasme indescriptible, et d'une profonde émotion, qui éclata — comme l'écrivait le rédacteur du *Courrier d'Afrique* — lorsque, accueillant le Général de Gaulle, en tant que Président de l'Amicale, j'évoquai mon Alsace natale, livrée à Hitler par un Gouvernement qui n'est pas et ne saurait pas être un Gouvernement Français.

C'est de Léopoldville, au poste de Radio Congo Belge, que le jour de sa visite le Général de Gaulle annonça la création du « Conseil de Défense de l'Empire ».

Le lendemain, le Général de Gaulle envoya une lettre de remerciements pour son accueil à l'Amicale Française, dans laquelle, faisant allusion à mes propos, il écrivait : « Du courage, l'Alsace nous reviendra avec toute la France ».

Cette visite du Général de Gaulle, accentua le ralliement des Français résidant au Congo Belge, sauf à Stanleyville en raison de la présence de Mgr Grison, condisciple du Maréchal Pétain : éminente personnalité qui devait rallier plus tard.

En décembre 1940, le Capitaine de Frégate Thierry d'Argenlieu, de passage à Brazzaville, fut convié à venir faire une conférence à la Maison de France à Léopoldville : cette conférence eut lieu le 14 décembre, à 20 h. 15, elle fut radiodiffusée sur les ondes de Radio Congo Belge : elle représente une date importante dans la vie de notre Comité.

Après avoir précisé la position des Français Libres vis-à-vis de la Belgique et de son Roi, l'orateur exposa comment à ses yeux il fallait parler à nos compatriotes pour leur faire comprendre ce qui séparait les Français Libres de ceux qui restaient fidèles à Vichy :

« Ces choses sont très simples, il suffit de poser la question : Oui ou non avez-vous accepté cet armistice sans honneur ? Si vous l'avez accepté je n'ai rien à vous dire, car pour discuter avec quelqu'un il faut s'entendre sur les prémices. Mais si vous hésitez, si vous condamnez ou si vous blâmez cet armistice, sachez donc vous recueillir en vous-même et réveiller ces énergies françaises et petit à petit, vous comprendrez la voie du devoir pour vous et vous vous rallierez au Général de Gaulle... »

Ces paroles firent une grande impression chez ceux qui les entendirent ou les lurent, et elles me servirent plus tard quand sur l'ordre du Général de Gaulle, je fis un voyage circulaire au Congo

Belge ; car à partir de fin janvier 1941, j'avais été nommé officiellement représentant de la F.L. dans ce pays.

Arrivant donc à Stanleyville en mai 1941, je demandai à mon ami le Vicaire Apostolique : Mgr Verfaillie, successeur de Mgr Grison, de m'introduire auprès de ce dernier, qui avait pris sa retraite... A notre arrivée, je le saluai en ces termes : « Monseigneur, un Français de passage vient présenter ses hommages respectueux à un compatriote qui, pendant plus de quarante ans au Congo Belge, par sa vie, par ses gestes, par ses œuvres a travaillé pour le prestige de la France. Du reste, je ne suis pas un inconnu pour vous, car, au moment de la création de l'Amicale Française, nous avons échangé des lettres. — Oui, répondit Mgr Grison, c'est exact, mais dans les derniers temps je ne vous ai pas répondu ne partageant pas vos opinions, étant moi-même condisciple du Maréchal Pétain. »

Or, les jours précédents, Vichy venait de livrer à l'Allemagne les bases d'aviation en Syrie, et rappelant à Mgr Grison les propos tenus par le Commandant Thierry d'Argenlieu, lors de sa conférence, je lui demandai s'il considérait que ce qui venait de se passer la veille et l'avant-veille en Syrie était compatible avec ce qu'il savait de son ancien condisciple ; lorsque je le quittai, il me dit : « Eh bien, Docteur, je vous remercie de votre visite, et vous me laissez très ébranlé. »

Et quelques semaines plus tard, je devais rencontrer le Général de Gaulle à Stanleyville le 15 juillet, mais retardé par une panne, je ne pus y arriver que le 17, après le départ du Général ; mais quelle fut ma surprise de me voir accueilli par M. Brunet et M. Samzun qui, sans même me saluer, m'informèrent que le jour de l'arrivée du Général de Gaulle, un vieillard en soutane épiscopale descendit de voiture et s'approchant du Général, chapeau bas, lui dit à très haute voix devant la foule assemblée :

« Mon Général, je suis sur mon chemin de Damas, il y a quelque temps je n'étais pas pour la France Libre, mais j'ai beaucoup réfléchi ces derniers jours et je viens vous faire ma soumission et vous reconnaître comme Chef, car je sais aujourd'hui que vous défendez la bonne cause. »

Un frisson parcourut l'auditoire, l'impression fut immense à Stanleyville où tous, noirs et blancs, vénéraient Mgr Grison, et où désormais toute trace d'opposition à la France Libre avait disparu ; je ne manquai évidemment pas de lui rendre visite et c'est les larmes aux yeux qu'il me remercia de l'avoir aidé à voir clair.

De par sa situation à proximité de Brazzaville, notre Comité eut la faveur de recevoir le Gouverneur Général Eboué et Madame, le 9 février 1941,

le Général Legentilhomme le 3 octobre 1941 ; le Professeur Cassin, le 23 février 1942 ; le Contre-Amiral Auboyneau, le Colonel Valin, le 3 novembre 1942, etc..., chaque visite étant l'occasion d'une conférence ou d'une réception venant servir notre cause.

Parmi les nombreuses manifestations du souvenir qui furent organisées, il convient de rappeler les cinq minutes de silence du 1^{er} novembre 1941 pour les fusillés de Nantes et de Bordeaux, le début et la fin de ces minutes de recueillement furent annoncés par les sirènes des usines de la localité.

Jusqu'en 1944, toute la production de l'Ouvroir de notre Comité fut acheminée aux F.F.L. ; les produits de nos collectes envoyés à Londres, et plus spécialement le produit de la souscription ouverte « Pour un avion sanitaire pour les F.F.L. à Brazzaville », pour répondre au désir exprimé par le Général de Gaulle auquel avait été demandé de quelle façon le Comité de la F.L. à Léopold-

ville pouvait le mieux servir les intérêts de la France Libre.

Notre propagande fut assurée par des émissions radiophoniques, des expositions photographiques, des projections cinématographiques, etc...

Il est certain que — comme cela se produisit dans la plupart des Comités de la F.F.L. à l'étranger — la manifestation qui atteignit le plus grand succès dans le maximum d'enthousiasme fut celle organisée à l'occasion de la Libération de Paris, dès que la nouvelle en fut connue.

Avec la participation des musiques militaires et de la police, au milieu d'un immense concours de la population, cette fête avait à Léopoldville une signification particulière, car la Libération de Paris était aux yeux de tous et de nos alliés les Belges plus spécialement, l'aurore de la Libération de Bruxelles.

D'après la relation du D^r STAUB.



En Gold Coast

Répondant à notre demande du 22 décembre 1958, Charles Leiterer nous écrivait le 7 février 1959 :

« L'idée de consacrer un numéro de notre revue « F.L. aux anciens Comités de la France Libre, « mérite certainement que chacun fasse du sien, et « ce sera pour moi un devoir de vous aider, en ce « qui concerne le Comité F.L. de Gold Coast que « je présidai depuis sa fondation jusqu'à sa fin.

« Malheureusement, je suis obligé de vous demander un certain délai, toute ma documentation se « trouve à Mulhouse, et je ne pourrai donc vous « fournir les renseignements demandés qu'après mon « prochain voyage. J'ai en effet une documentation « très complète chez moi, toute la collection de notre « Bulletin mensuel, publié pendant plus de cinq ans, « des lettres manuscrites des grandes figures de « notre mouvement, le détail de nos contributions « aux œuvres de bienfaisance (plus de vingt mille « livres sterling envoyées aux diverses œuvres)... »

Le 3 août, à Mulhouse, notre camarade décédait avant d'avoir pu rédiger l'étude projetée.

**

Le 23 juin 1940, Charles Leiterer, directeur de la Société de l'Ouest Africain à Accra avait formé, avec le concours d'Alban Maurin, Victor Galzy, Nicolas Bouillet et Charles Unvois, un des premiers

Comités de la F.L. à l'étranger. Ce qui lui valut d'être condamné à mort par contumace par Vichy.

La communauté française en Gold Coast était fort restreinte, comprenant surtout des employés de commerce et quelques missionnaires, en tout soixante personnes, dont cinquante-cinq adhèrent à « l'Union des Français Libres d'Accra ».

Un de leurs buts était de maintenir à la France l'estime de la population britannique et de la population indigène : ce qui n'était pas facile, toutes les frontières de Gold Coast étant celles de colonies françaises, restées fidèles à Vichy ; de temps en temps, cependant, on pouvait enregistrer l'arrivée de fonctionnaires ou de militaires, dégoûtés de la politique de Vichy, qui venaient à Accra pour rejoindre les F.F.L., les communications étant assez faciles avec le Cameroun et l'A.E.F.

En février 1941, sous le haut patronage du Gouverneur de la Gold Coast, Sir Arnold Hodson, le Comité Leiterer lança un appel en faveur d'un fonds de guerre et d'un fonds de bienfaisance, ce qui lui permit de recueillir des sommes importantes, il faut mentionner que tous les membres de l'Union avaient abandonné un mois de leur salaire.

Ainsi pendant cinq ans, l'Union manifesta son activité dans tous les domaines (radio, journal « *Le Trait d'Union* » qui fut diffusé sur toute la Côte d'Afrique Occidentale) apportant son aide à la cause commune, envoyant des volontaires aux F.F.L. et contribuant largement aux œuvres de guerre et de bienfaisance de la France Libre.

Du courage! L'Alban
leur revindha... avec
faut la France.
John faury

28 octobre 1940 : Lettre du Général de Gaulle au Docteur Staub



En Egypte

La Colonie Française d'Egypte était prédestinée à jouer un rôle important dans la vie de la France Libre. Nombreuse et de qualité, elle était installée dans un pays d'une valeur stratégique exceptionnelle, contrôlée pratiquement par nos alliés Britanniques ; le Canal de Suez, si nécessaire à la vie des Empires, fonctionnait essentiellement avec des cadres français ; la flotte de l'Amiral Godefroy avait Alexandrie comme point d'attache ; l'armée française du Levant était aux portes de l'Egypte au Liban et en Syrie.

Aussi, la nouvelle qu'un armistice allait être demandé provoqua-t-elle une réaction unanime. Dès le 18 juin et sans avoir encore pu entendre l'appel du Général de Gaulle, la Colonie du Caire décidait d'adresser par ses représentants officiels un télégramme pathétique au Président de la République, mais aussi à tous les proconsuls qu'on espérait disposés à continuer la lutte : au Général Mittelhauser à Beyrouth ; à M. Peyrouton, à Tunis ; au Général Noguès, au Maroc :

« ... Transiger avec l'honneur, avec la parole donnée à nos alliés, compromettre la cause commune et l'avenir de la France serait une impossibilité française... La Colonie Française du Caire met avec enthousiasme et avec la plus ferme résolution, tous ses biens, toutes ses forces au service de la France ».

Malheureusement, la belle unanimité des débuts ne dura pas longtemps. L'attitude des proconsuls découragea des bonnes volontés ; des messages venus de France, la propagande sous le manteau de la flotte d'Alexandrie et de l'Armée du Levant, semèrent des doutes, la crainte d'un saut dans l'inconnu fit le reste et un clan rallié à l'idéologie du Maréchal snoba le Comité en formation et devait le bouder pendant toute la guerre. Faut-il dire aussi que l'appel du Général de Gaulle, lorsqu'il fut connu, s'il galvanisa les meilleures volontés, apparut à d'autres comme un acte d'intolérable indiscipline émanant d'un quelconque général inconnu.

○○○

L'appel obligeait à autre chose que des déclarations de principe. Sans tergiverser, deux Français M. Raoul Boniteau et le D^r Malartre, envoyèrent une adhésion télégraphique au Général de Gaulle. Le Baron de Benoist,

agent supérieur de la Compagnie de Suez, prit immédiatement le contact avec l'Ambassade britannique. L'Ambassadeur, Sir Miles Lampson, sous la signature du premier secrétaire Michael Wright, qui fut pour la France Libre en Egypte le plus précieux conseiller, approuva l'idée d'un Comité décidé à adhérer à l'appel du Général de Gaulle.

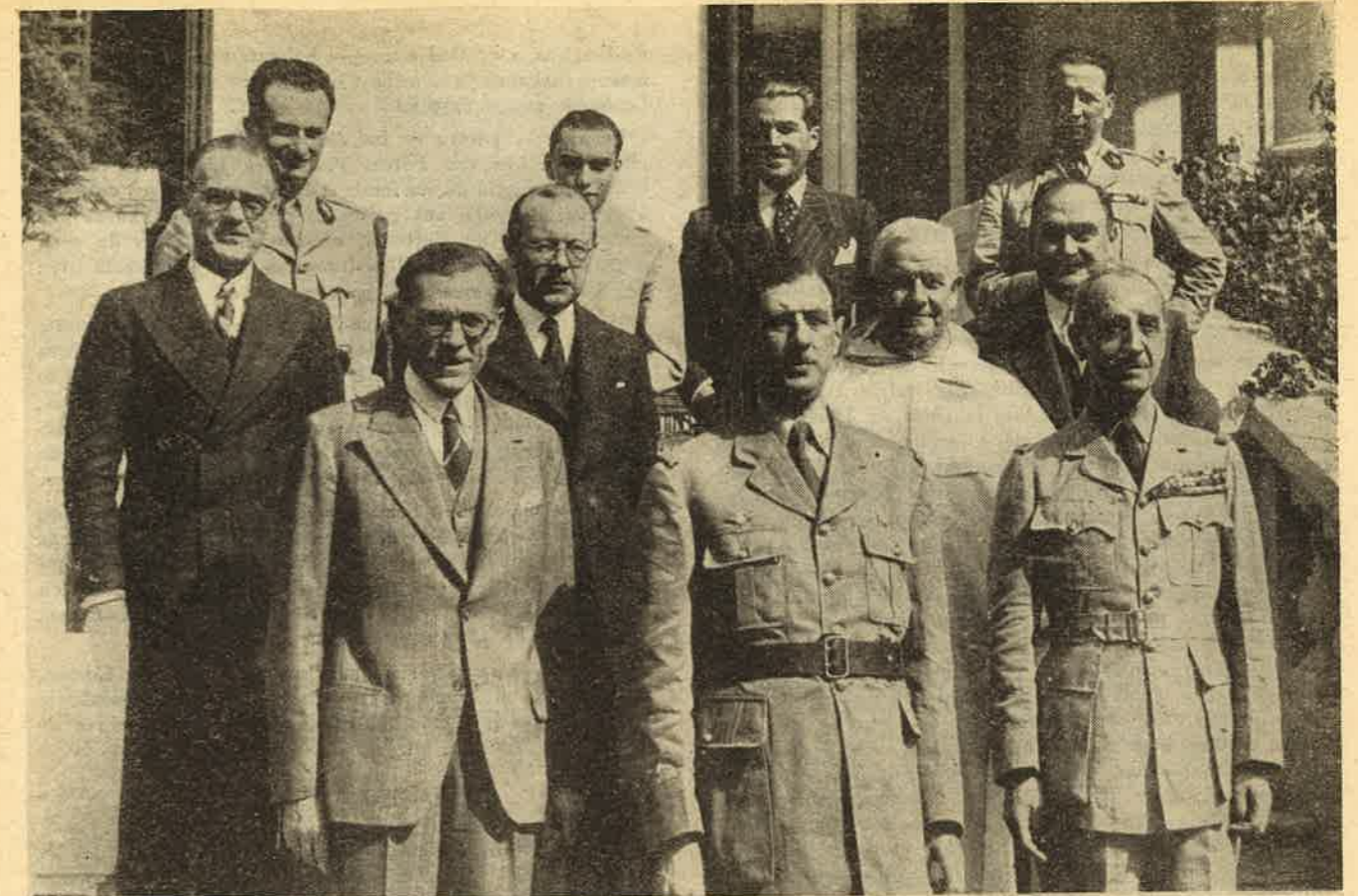
Le 7 juillet une assemblée des premiers Français Libres — ils étaient soixante-sept — approuva la constitution du « Comité National Français d'Egypte ». Le 24 juillet le Comité élisait son premier bureau. Le Baron de Benoist en était le Président, M. Raoul Boniteau le Vice-Président. Le Colonel de Larminat, évadé de Syrie, fut élu membre du Bureau. Son destin ne devait pas tarder à l'appeler ailleurs (1).

Le Bureau se mit immédiatement au travail. Son ambition était de jouer le rôle qu'on aurait voulu être celui de l'Ambassade de France et des Consulats : attester auprès de nos alliés britanniques et du Gouvernement Egyptien, dont elle était l'hôte, que la Colonie française entendait, puisqu'elle était libre de le faire, continuer la lutte ; pour cela, faire le recensement des Français, provoquer des engagements, accueillir les réfugiés de Syrie et d'ailleurs, lever des contributions pour faire face aux besoins locaux et apporter un concours financier au Comité de Londres.

Il fallait aussi faire le contrepois de Vichy et de Beyrouth, entretenir la flamme des adhérents, rallier les hésitants, gagner la sympathie et la confiance des dirigeants Egyptiens et des colonies étrangères d'Egypte.

Il fallait encore, en dehors de toute préoccupation politique actuelle, s'efforcer d'assurer la continuité de la culture

(1) En dehors de ces trois noms cités, le Comité élu comprenait le R.P. Carrière (qui deviendra Vice-Président de l'Assemblée Consultative d'Alger), Georges Gorse (qui par la suite fut appelé au cabinet du Général de Gaulle), Victor Zagdoun, Roland Boniteau et le D^r J. Malartre. Ce Comité s'adjoignit peu après Wiet et Minost. Au 31 décembre 1941, le Comité, privé de son Président L. de Benoist, choisi par le Général de Gaulle pour être son représentant en Egypte, mais complété, notamment par des membres d'Alexandrie et de la Zone du Canal, était ainsi constitué : Président P. Jouguet, Vice-Président Raoul Boniteau, Membres : Roland Boniteau, R.P. Carrière, Déjardin, Gilles, Gorse, Hemmerlé, Lafalle, Lucas, Mantelet, Minost, Robert, Wiet, Zagdoun. Dès les premiers jours de son existence, le Comité avait pu intercepter le Lieutenant Filliol, venu d'Helsinki pour rejoindre les Forces Françaises Libres, pour en faire son Secrétaire Général. Filliol fut ensuite mis à la disposition du représentant du Général de Gaulle en Egypte.



COMITE NATIONAL FRANÇAIS D'EGYPTE — AVRIL 1941

1^{er} rang de gauche à droite : L. de BENOIST - Général de GAULLE - Général CATROUX.
2^e rang de gauche à droite : G. WIET - E. MINOST - R. P. CARRIERE - R. BONITEAU.
3^e rang de gauche à droite : Lieutenant de COURCEL - G. GORCE - V. ZAGDOUN - Général BROSET.

française dans un pays qui en était fortement imprégné, mais qui se trouvait coupé de ses sources habituelles.

Il est aisé, aujourd'hui, de formuler le programme de ce que devait être et de ce que fut l'action du Comité. Mais il faut bien reconnaître qu'au début, le mouvement s'inspirait surtout du refus d'accepter la situation créée par l'Armistice. L'appel du Général de Gaulle contribua à faire de l'adhésion à la France Libre, non seulement une protestation, mais un acte de foi.

Ce fut la chance du Comité National d'Egypte que cet acte de foi trouva rapidement des raisons d'espérer, et une matière sur laquelle s'exercer : l'Egypte allait devenir le point de rassemblement des troupes françaises libres, et ses frontières être le théâtre d'une guerre où allaient s'illustrer nos soldats. Dès les premiers jours de l'Armistice l'escadron de spahis marocains du Capitaine Jourdié s'échappa de Syrie et rejoignit l'Egypte ; en Egypte débarqua aussi le bataillon d'infanterie de Marine venu de Chypre. Des isolés arrivaient des points les plus divers. Si, naturellement, les nouveaux venus étaient pris en charge par l'autorité militaire Britannique, du moins l'existence du Comité de la France Libre permettait-elle de leur assurer leur autonomie française. Le 25 août la « Légion Française d'Orient » recevait à Ismaïlia, au cours d'une émouvante cérémonie, en présence de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne et du Président du Comité National, M. de Benoist, le premier drapeau de la France Libre.

Tandis que sur la France s'appesantissait la chape de plomb de l'occupant, l'Egypte, vers laquelle convergeaient et d'où partaient des Français Libres, bataillon du Pacifique, combattants d'Abyssinie, du Tchad, du désert Libyque, offrait au Comité National des occasions multiples de servir.

Pendant toute une période le Comité fut un peu le Maître Jacques, mettant au point en liaison avec les autorités Britanniques et avec l'Etat-Major du Général de Gaulle, le statut des engagés volontaires en Egypte et des marins de la France Libre, prêtant aux chefs militaires pour l'organisation de leurs unités une aide qui dépassa la simple assistance aux militaires. Il avait cependant conscience des limites dans lesquelles il devait tenir son rôle. Mis en face des problèmes du Levant, il fit appel au Comité de Londres et suggéra l'envoi du Général Catroux.

L'arrivée de celui-ci en octobre 1940, d'abord incognito, puis officiellement comme Délégué de la France combattante au Levant, donna au mouvement de la France Libre en Egypte un éclat et un prestige auxquels certains ne furent pas insensibles. Elle permit aussi une répartition plus rationnelle des tâches. Mais cette répartition devint encore plus effective lorsqu'en 1941, le Général de Gaulle, ratifiant le choix fait par le Comité National d'Egypte, désigna son Président, le Baron de Benoist, pour être le représentant en Egypte de la France combattante. A défaut d'une ambassade, et de consulats, les Français Libres d'Egypte avaient une délégation habilitée à défendre leurs

intérêts, à délivrer des passeports, à remplir le rôle d'une chancellerie. Le Comité choisit alors comme Président, avec l'approbation du Général de Gaulle, M. Pierre Jouguet, membre de l'Institut, ancien Directeur de l'Institut Français d'Archéologie du Caire. Déchargé des tâches politiques et administratives, le Comité put, plus que jamais, se consacrer à l'assistance aux militaires, tout en prêtant son concours à la délégation lorsqu'il en était requis.

Rendant compte de son activité au 31 décembre 1941 le Comité put faire état d'une œuvre accomplie considérable. La zone du Canal, bénéficiant de l'admirable dévouement des sœurs de Saint-Vincent de Paul, avait reçu les premières unités et organisé un centre d'accueil de la marine marchande et un foyer des marins. Alexandrie avait adopté les troupes qui se battaient sur le front de Libye, créant l'œuvre du paquet du soldat et un service de ravitaillement par camionnettes en fruits et légumes, et, sous l'impulsion de Madame Catroux, avait créé la Maison d'Accueil pour les soldats des forces françaises libres sortant des hôpitaux et les permissionnaires de passage. Héliopolis s'était spécialisé dans l'accueil des aviateurs. Le Caire s'efforça de remplacer auprès des combattants les familles absentes. Son ouvrier, animé par Madame Boniteau, devint par moment une véritable usine où se préparaient et se confectionnaient les colis envoyés au front de Libye, mais aussi aux combattants de Keren et aux postes du Tchad. Un foyer accueillait les militaires, les convalescents, et les jeunes gens qui surent profiter, pour rejoindre la France Libre, des bateaux qui allaient chercher à Beyrouth ceux qui avaient préféré le retour en France. Il serait vain de citer les chiffres dont faisait état le rapport du Comité en cette fin d'année 1941. Car c'est l'époque à laquelle partait pour la Libye la brigade du Général König qui allait devenir l'objet d'une sollicitude spéciale.

○○○

Il faut revenir en arrière pour exposer les autres tâches qui incombèrent au Comité dès les premiers mois de son existence.

On a sans doute perdu de vue maintenant les risques qu'il y avait à adhérer aux Comités de la France Libre et à s'engager dans ses troupes. Ce fut un des premiers soucis du bureau que de mettre au point, en liaison avec les autorités britanniques, le statut des engagés volontaires d'Egypte et d'assurer les garanties nécessaires pour les Français qui adhéraient au Comité National. Le statut des marins de la France Libre, celui des Français réfugiés de Grèce et des Balkans furent également l'objet de négociations délicates avec les autorités locales.

Qualifié pour exécuter les opérations préliminaires aux engagements des volontaires, le Comité eut le souci d'assurer des allocations aux familles privées de leur soutien. Il attribua des secours aux compatriotes réfugiés dont beaucoup étaient sans ressources et fit des avances, non seulement à des compatriotes de passage, mais aussi à des organismes officiels lorsque les lenteurs administratives retardaient des règlements urgents.

En dehors de cette prise en charge de dépenses qui incombaient au budget de la France combattante, le Comité tint à répondre largement, par des souscriptions spéciales et sur ses propres fonds, à l'appel fait par le Général de Gaulle pour le fonds d'armement.

Le Comité tint aussi à affirmer sa solidarité avec les puissances en lutte et contribua au fonds du Lord Maire

de Londres, à celui des troupes britanniques en Orient, aux œuvres britanniques, à la Croix Rouge hellénique et au Croissant rouge égyptien.

Lorsque la guerre se fut éloignée de l'Egypte, et avec elle les unités des Forces Françaises Libres, le Comité utilisa une partie de ses fonds et le potentiel de ses ouvroirs à l'envoi de colis aux prisonniers. Il organisa aussi, par l'intermédiaire du Portugal, un système d'envois de petit ravitaillement aux familles françaises qui fonctionna avec des fortunes diverses.

Tout cet effort ne fut possible que grâce à des apports d'argent continus. Lors de leur adhésion, les membres fixaient eux-mêmes, suivant leurs moyens et leur conscience leurs cotisations mensuelles. Ces véritables contributions, librement consenties, n'excluaient pas des dons supplémentaires chaque fois que des occasions se présentaient de faire appel à l'aide des adhérents pour des fins précises.

Et c'est maintenant l'occasion de signaler que le nombre des adhérents, modeste dans les débuts, s'était accru dans de très sensibles proportions. De 200 dans le mois qui suivit l'Armistice, ce nombre s'était élevé à 1.300 en décembre 1940 sous l'effet de l'annonce de la collaboration. Le nombre de 1.800 était dépassé en octobre 1941.

Il est juste aussi de signaler qu'aux appels du Comité, des amis de la France, Egyptiens et étrangers répondirent avec générosité, et tout particulièrement des membres de la Colonie Israélite.

○○○

Une tâche très différente s'était offerte au Comité dès les premiers jours de son existence : il s'agissait de démontrer à ceux qui nous observaient que la flamme de la résistance continuait à brûler. Cette affirmation publique était d'autant plus nécessaire en Egypte que la flotte de l'Amiral Godefroy à Alexandrie, la radio de Beyrouth, l'existence en Egypte de quelques admirateurs du Maréchal et de la correction de l'occupant, auraient pu donner à penser que les Français, après tout, ne désiraient rien d'autre que la paix allemande. Les Français Libres d'Egypte toléraient mal de tels exemples et souhaitaient réagir en faisant mieux connaître la France Libre, en protestant contre les abus, et en dénonçant la politique de collaboration avec l'ennemi. Le Comité obtint de la bienveillance du Gouvernement Egyptien de pouvoir faire entendre sa voix à la Radio du Caire dans les « Moments des Français d'Orient ». La presse locale accorda un bon accueil à ses communiqués et certains journaux ouvrirent largement leurs colonnes à ses manifestations.

Le Comité patronna la fondation de l'Agence Française Indépendante qui, à la place de l'Agence Havas, et concurrentement avec l'Agence Reuter, put diffuser en Egypte et ailleurs les informations de la France Libre. Une revue mensuelle de grand format « France toujours » devint à partir d'octobre 1941 l'organe d'expression du Comité. Plus tard, en septembre 1942, des arrangements furent pris pour faire paraître simultanément tous les dimanches, au Caire et à Londres « La Marseillaise ».

Chaque occasion fut saisie pour grouper les adhérents qui venaient de plus en plus nombreux écouter avec émotion les magnifiques discours de son Président, Pierre Jouguet, dont l'érudition faisait briller plus vive la flamme de son patriotisme intransigeant.

Dès les premiers mois de son existence, le Comité avait pu faire la preuve de sa vitalité et de l'intérêt passionné

qu'apportaient au mouvement, non seulement ses adhérents, mais aussi de vrais amis étrangers : la réception du Général Catroux à l'Ewart Memorial Hall leur avait permis de démontrer leur ferveur. Lorsque le Général de Gaulle fut reçu en avril 1941 dans cette même salle, cette ferveur accueillit avec enthousiasme les paroles de ferme résolution et d'espoir qui furent alors prononcées. Le même enthousiasme anima les réceptions que le Canal et Alexandrie réservèrent au Chef de la France Libre.

L'action du Comité déborda les frontières d'Egypte. Elle soutint l'effort d'une trentaine de postes français libres d'Orient et d'Extrême-Orient. Radio, presse, tracts, photos, films même, portaient au loin les nouvelles, les mots d'ordre et les espoirs.

La réussite du Comité National d'Egypte avait été jugée suffisante pour que, dès le mois de novembre 1940, le Général de Gaulle, sur la proposition du Général Catroux, le chargeât d'organiser des Comités Nationaux à l'extérieur. Wiet, en Turquie et en Grèce ! Dardaü, aux Indes et en Inde Française s'acquittèrent de cette délicate mission.

○○○

Le Comité s'était toujours attaché, dès le début de son existence, à entretenir le courant de sympathie que la culture française avait créé en Egypte et qui risquait d'être détourné par la défaite et l'abdication. Dans une série de conférences, faites devant des salles comblées, des orateurs tels que Jouguet, le R.P. Carrière, G. Gorse, Guichard, évoquèrent les « Figures Françaises ». La Revue du Caire, dirigée par Wiet, continua imperturbablement à entretenir ses lecteurs Egyptiens, et les colonies libanaise, syrienne, grecque, israélite dans le culte de la pensée française. Tel fut le succès de cette action désintéressée qu'en pleine guerre des étrangers créèrent spontanément une association des « Amitiés Françaises », certes sympathisante au mouvement de la France Libre, mais désireuse surtout d'affirmer sa fidélité à la culture française.

Celle-ci était menacée sur un autre terrain : le terrain scolaire. Il n'y a pas de doute que si les institutions françaises : Ecole Française de Droit, Institut Français d'Archéologie Orientale, Mission Laïque, ont pu continuer à avoir une activité indépendante, elles le doivent à des amitiés que le mouvement de la France Libre en Egypte avait su provoquer et entretenir. C'est aussi, en partie, grâce à ces amitiés qu'a pu être menée à bien l'œuvre entreprise, sous l'impulsion du Général Catroux et en liaison avec Beyrouth, pour parer à la dangereuse disette des livres scolaires ; sous le contrôle d'un Comité de la culture française, une société, spécialement créée à cet effet, « Les Lettres Françaises » a pu alimenter en livres scolaires la jeunesse des Ecoles Françaises, religieuses et laïques, non seulement d'Orient, mais aussi de toutes les colonies ralliées et, le moment venu, de l'Algérie.

○○○

La disparition de certains membres du Bureau, la dispersion des autres, la situation actuelle en Egypte n'ont permis de dresser qu'un tableau incomplet de l'action du Comité National Français. Cette action s'est poursuivie, jusqu'à la victoire et au delà même de la victoire. La zone du Canal a été jusqu'aux événements de 1956 une des plus généreuses sections de l'Association des Français Libres. Le Caire et Alexandrie ont continué à soutenir les familles des Français Libres d'Egypte qui avaient fait le sacrifice de leur vie ou étaient revenus infirmes.

Le temps passé ne peut faire oublier aux Français Libres d'Egypte, malgré leur dispersion brutale, la communauté des sentiments que pendant cinq années ils ont éprouvés dans des moments de révolte, d'angoisse, d'espoir, d'exaltation. Tous avaient en France des êtres chers et ne pas savoir ce qu'ils étaient devenus, ce qu'ils pensaient, ce qu'ils faisaient, était une source de tourments. Ils ont été éccourés en lisant les homélies du Maréchal qui leur paraissaient une insulte au peuple de France ; ils ont été indignés à l'annonce de la collaboration ; ils se désespéraient à voir la flotte d'Alexandrie, la force X, « rester le témoin indifférent des mouvements des bâtiments de guerre britanniques qui chaque jour partaient au combat ou en revenaient » ; ils s'impatientaient de sentir près des frontières, en Syrie et au Liban, une armée française maintenue dans l'inaction par ses chefs, alors qu'ils étaient les témoins des efforts accomplis par nos alliés ; ce n'était pas sans humiliation qu'ils voyaient arriver en Egypte des Britanniques, des Australiens, des Néo-Zélandais, des Sud-Africains.

Heureusement, le ralliement de l'Afrique Equatoriale Française leur avait apporté un réconfort, car ils voyaient, de plus en plus nombreux, les uniformes des troupes Françaises Libres qui, au passage s'étaient déjà distinguées en Erythrée et qui se battaient en Libye. Ils ont appris avec enthousiasme les prouesses, à la passe d'Halfaya, du groupe Lorraine, commandé par le Colonel Corniglion-Molinier. Le départ pour le désert de Libye, théâtre du flux et du reflux des armées, de la première brigade des Forces Françaises Libres, leur avait fait sentir que véritablement la France Libre était rentrée dans la guerre ; ils ont alors connu de longs jours d'attente, puis la fierté de savoir qu'en un point essentiel du dispositif, qui allait devenir célèbre sous le nom de Bir-Hakim, la brigade tenait et retardait l'avance de Rommel ; et puis ce furent les journées d'angoisse, et finalement de soulagement de savoir que cette belle unité avait pu desserrer l'étreinte. Peut-être n'ont-ils pas exagéré en pensant que si l'attaque allemande avait expiré à quelques kilomètres d'Alexandrie, c'est parce que la résistance de la 1^{re} Brigade, avait retardé son avance.

Et puis ce fut El Alamein, et, venant du Sud, l'avance des troupes de Leclerc. Dès lors le Comité National Français d'Egypte n'était plus qu'un Comité comme les autres, assistant de loin à l'imbroglio d'Alger et à l'avance victorieuse qui, avec la France Libre, allait délivrer Paris et la France.

EMILE MINOST.



La France n'a pas cessé de s'exprimer dans le Monde



The voice of France continues to be heard all over the World

LONDRES

BOMBAY

Edit. HONNEUR et PATRIE

JOURNAL

PARAISSANT
A LONDRES

J. O. de la F. L.
LONDRES

ETATS-UNIS

ETATS-UNIS

MEXICO

LONDRES

LONDRES

BRESIL

URUGUAY

LONDRES

EGYPTE

LONDRES

LONDRES

BOGOTA

NEW-DELHI

ARGENTINE

LONDRES

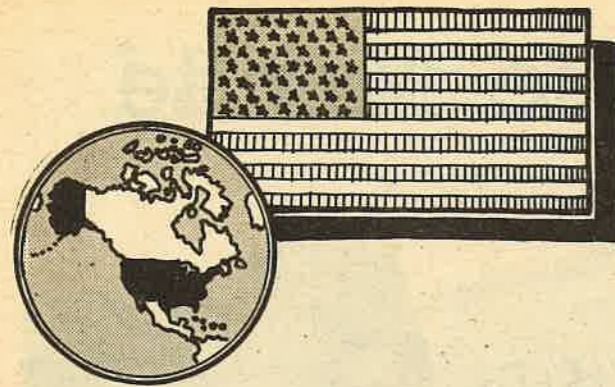
CHILI

LONDRES

MEXICO

CANADA

CANADA



Aux Etats-Unis

le Colonel Roger Brunschwig,
le Professeur Fred Hoffherr,
Henri Laussucq,
Pierre Quilleret, secrétaire,
docteur Albert Simard.

Dès septembre 1940, Mme Eugène Houdry fondait à Philadelphie, un Comité de Secours aux Combattants de la France Libre; Mme M. Dougherty agissait dans le même sens à New-York.

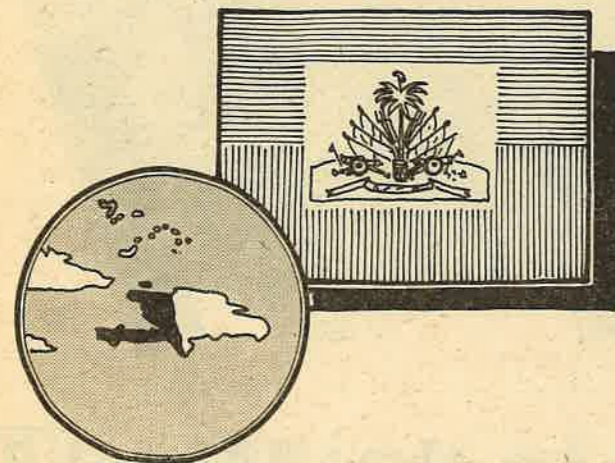
Sur toute l'étendue du territoire américain, cinquante-six « Chapitres » furent créés qui répandirent les informations du Comité National Français — venues de Londres — par tous les moyens possibles : presse, radio, brochures, conférences, meetings.

L'action exercée par « France Forever » sur le plan intellectuel sera décrite dans l'exposé consacré à l'« Effort Culturel des Comités de la France Libre en Occident ».

Le Comité « France Forever » fut créé, au cours d'une réunion tenue à New-York le 29 juin 1940, par quelques Français qui avaient déjà cablé leur adhésion au Général de Gaulle, M. Eugène Houdry en assumant les premiers frais.

Sa Charte, datée du 29 août 1940, fut signée par les fondateurs et membres du premier Conseil d'Administration dont voici les noms :

Eugène Houdry, président,
Jacques de Sieyes, délégué du Général de Gaulle,



En Haïti

qui se sont particulièrement distinguées par leur courage dans la défense passive ainsi qu'en témoignent leurs nombreuses citations.

La contribution financière s'est élevée à dollars américains 13.210, ce qui représente un gros effort pour un petit pays pauvre comme Haïti.

Dès la fondation du Comité, les Haïtiens et les alliés vivant en Haïti l'ont fraternellement accueilli et les manifestations organisées par le groupement ont connu le plus grand succès.

Le Comité a toujours entretenu les meilleures et les plus cordiales relations avec le gouvernement haïtien, ce qui a grandement facilité la reconnaissance par Haïti du Comité National Français le 26 décembre 1942.

Les activités du groupement ont été soutenues par le dévouement inlassable de sa section féminine, dans laquelle se sont distinguées beaucoup d'Haïtiennes, et par la générosité de la colonie libanaise, représentée dans le Comité par M. Waddy Bouez.

Durant toute la période d'occupation de la France, le Groupement des Français Libres d'Haïti n'a cessé — par la presse, le cinéma et la radio (avec l'heure de la France Libre sur les ondes de la MBC) — de manifester sa fidélité aux alliés et d'apporter son appui au Général de Gaulle.

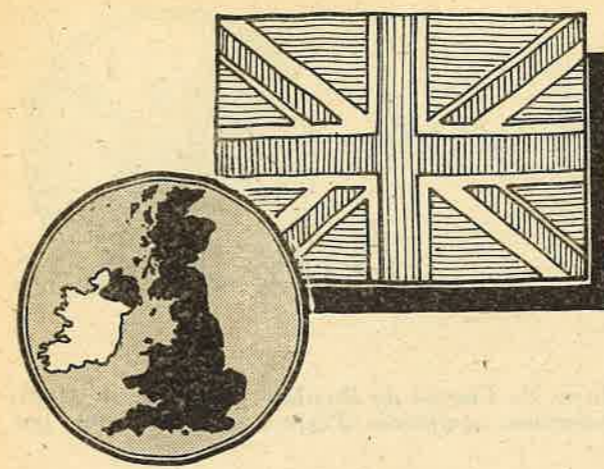
Ferdinand FATTON.

Dans l'île d'Haïti — seule enclave de langue française au sein de l'Amérique Ibérique — a été fondé à Port-au-Prince, le 23 juin 1940, le groupement des Français Libres d'Haïti.

Le Comité comprenait :

M. Ferdinand Fatton : Président ;
Ch. Picoulet : Vice-Président ;
Marcel Kieffer : Trésorier ;
Victor Comeau-Montasse : Secrétaire ;
Charles Reiher : Conseiller ;
Robert Nadal : «
Paul Gautier : «

En raison des difficultés de communications, peu de volontaires ont pu quitter l'île. Entres autres, Mesdemoiselles Germaine Vabre et Jeanne Bridault



En Grande-Bretagne

Les tragiques événements de mai et juin 1940, avaient profondément affecté la colonie française de Grande-Bretagne, partagée entre l'obéissance au Gouvernement de Vichy et l'appel du Général de Gaulle.

Le 20 juin 1940, quelques Français de Londres se réunirent au « Coq d'Or ». Un Comité fut formé dont M. T.-J. Guéritte accepta d'être Président, M. de Malglaive, Vice-Président, M. Edouard Armelin, Trésorier, M. Semet, Secrétaire.

Le 22 juin, M. Winston Churchill en était informé et le lendemain, le Secrétaire Privé du Premier Ministre téléphonait au Comité, alors installé à Palmer Street, ses meilleurs encouragements.

Il obtint bientôt des locaux à Westminster House, puis d'autres plus vastes à Trafalgar Square avec une salle de conférences.

Le 27 juillet 1940, il envoyait à M. Winston Churchill une « address » à laquelle, quinze jours plus tard, répondit le Premier Ministre.

Dès le début, Carlton Gardens avait demandé à l'Association de faire un effort financier : celui-ci dans la colonie française étant limité, les Anglais et les alliés furent invités à se joindre comme « Sympathizer Members » ; ils avaient le droit d'arborer l'insigne, d'assister aux conférences et de participer aux démonstrations ; ils recevaient la revue mensuelle « Resurgam ».

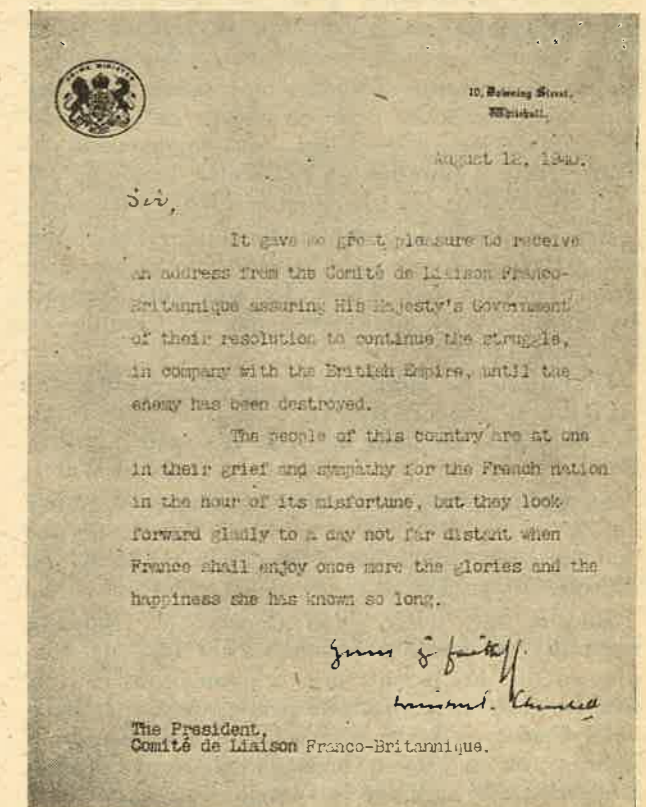
Le 16 mai 1941, un chèque de quatre mille livres sterling — que le Comité lui avait adressé en vue de l'achat d'un Spitfire « Général de Gaulle » — parvint à l'Amiral Muselier,

Environ cent mille livres sterling furent réunies par la suite.

Dans chaque magasin et restaurant français des dépliantes étaient distribués, des affiches apposées sur les vitrines.

Le Comité a toujours veillé à l'entretien des tombes des F.F.L. morts en Angleterre.

- Quelques dates marquent son histoire :
- 9 juillet 1940 : vingt Français constituent l'Association ;
 - 27 juillet 1940 : six cents membres se réunissent à la YMCA Great Russell Street ;
 - 9 juillet 1940 : l'Association a dépassé sept mille membres ;
 - 11 mai 1941 : jour de la fête de Jeanne d'Arc, dans la cour des Wellington Barracks, l'Association remit à l'Armée de la France Libre quatorze drapeaux.



Le 12 avril 1940 M. Winston Churchill adressait cette lettre au Président du Comité de Liaison Franco-Britannique.



Aux Indes

Les renseignements qui ont été donnés par M. L. Mossé, du Comité de Bombay, et par M. A. Moch, du Comité de Calcutta, ont permis de rédiger la note ci-dessous, complétée d'informations fournies par M. Robert Victor.

Le 24 juin 1940, sous la Présidence de M. C.F. Baron, Administrateur, les Français résidant à Calcutta, se réunirent à Chandernagor et adoptèrent trois résolutions qui furent publiées dans la presse locale afin de faire connaître leur décision de participer à la lutte contre l'Axe en repoussant toute condition dictée par la force.

Pendant quelques mois, le Comité de Calcutta fut rattaché au Comité Central de Bombay, créé en septembre 1940.

Mais à fin février 1941, le sous-comité de Calcutta reprit son autonomie et agit en toute indépendance, sous la présidence de M. Levay.

Une des premières tâches qui incombait à ces deux Comités fut la prise en charge et la gestion de nos services consulaires, car, les consuls de France, tant à Bombay qu'à Calcutta, restés fidèles à Vichy, avaient été placés en résidence surveillée.

Et c'est ainsi que jusqu'au 15 janvier 1945, date de l'arrivée à Bombay de M. Berthelot, Consul de France envoyé par Alger, les consulats français aux Indes furent administrés par les Comités de la France Libre.

Le Comité de Bombay fit paraître rapidement un bulletin mensuel illustré « La Revue des Français Libres », au bout de deux ans cette publication fut remplacée par la Revue « France at War ».

La propagande par radio fut assurée à partir du 28 septembre 1940 et pendant deux ans, par une émission quotidienne, de 23 h. à 23 h. 30, intitulée « Les Français Libres d'Orient ».

Durant son activité le Comité de Bombay recueillit un nombre important de lacs de roupies ce qui lui permit non seulement de couvrir tous les frais de gestion, de propagande, etc., mais aussi d'envoyer des fonds au Général de Gaulle, à Londres, et, en Moyen-Orient, au Général Catroux. Il convient de signaler la contribution importante versée par les Parsis, zéloteurs de Zoroastre, qui se montrèrent particulièrement généreux.

Mais l'action du Comité de Bombay ne s'exerça pas uniquement sur le plan de la propagande. Bombay, en effet, était devenu rapidement le port d'attache de quatre navires F.N.F.L. : « Le Président-Doumer », « Le Félix-Roussel », « Le Cap Saint-Jacques », « L'Espérance ». Aussi le Comité de Bombay fut appelé à intervenir auprès des autorités britanniques à l'effet d'obtenir d'elles un statut pour les officiers de la Marine Marchande de la France Libre ; un bureau naval F.N.F.L. fut ouvert à Bombay, sous la direction de Pierre Pagnon, qui dépendait du bureau naval de Suez. C'est à Suez, d'ailleurs, qu'en juin 1940, sous l'impulsion des pilotes du Canal, les équipages du « Félix-Roussel » et du « Président-Doumer » avaient rallié la France Libre, et, à chaque escale, le Comité de Bombay accueillait et aidait les équipages de ces paquebots devenus transports de troupes bien armés.

« Le Félix-Roussel » participa à l'évacuation de Singapour et fut décoré de la Croix de Guerre par le Général de Gaulle, alors que « Le Président-Doumer » devait être torpillé en convoi, en 1942, le long de la côte occidentale de l'Afrique : il coula corps et biens sous le commandement du Capitaine Mantelet, ancien pilote du Canal de Suez, Compagnon de la Libération.

À Calcutta, nos compatriotes étaient peu nombreux, le Comité accueillait et hébergeait les volontaires et nos marins transitant par ce port important, le Comité assurait également des envois de colis à nos soldats et à nos prisonniers.

Dès 1941, il envoya au Caire une somme importante (sa première contribution financière à la F.L.).

Le Comité de Calcutta remplit également une importante fonction de liaison avec Tehoung-King et il apporta une aide précieuse à nos compatriotes blessés ou réfugiés de Malaisie et de Birmanie.



Aux Indes Néerlandaises et Orientales

Cette ancienne colonie hollandaise composée d'îles et d'archipels s'étendait sur une distance égale à celle qui va des rivages des États-Unis sur le Pacifique aux côtes du Maine sur l'Atlantique.

En 1940, elle était habitée par soixante-treize peuples aux idiomes différents, totalisant soixante-dix millions d'âmes.

S'il n'y a plus aujourd'hui de sections de l'A.F.L. dans ces pays c'est qu'à l'occupation japonaise, qui débuta en 1942, succédèrent des troubles graves occasionnés, les uns par le mouvement vers l'indépendance, les autres par des partis mahométans qui voulaient créer un État à caractère religieux. Ces troubles furent tels, de 1945 à 1949, que les Européens furent hors d'état de rétablir les organisations d'avant-guerre dont beaucoup de membres dirigeants avaient été victimes, soit des Japonais, soit des indigènes qui, vers fin 1943, massacrèrent tous les Européens qu'ils purent kidnapper.

Le Comité « France Quand Même » fut de ces organisations qui ne purent renaître, la plupart des membres du Comité Directeur de Batavia et des deux sous-comités créés dans les grands centres des îles de l'archipel ayant été anéantis.

Sous la direction du Comité de Batavia, l'organisation « France Quand Même » fit œuvre utile de 1940 à 1942, entretenant et développant un courant de sympathie pour la F. L., collectant des fonds qui furent envoyés à Londres, et provoquant 52 engagements parmi les Français débarqués à Java en 1941.

La nouvelle de la pénétration en France des armées nazies, en mai 1940, avait profondément bouleversé l'opinion publique à Batavia, au point que dans le courant du mois de juin, le monde officiel Hollandais, les colonies européennes et la population de Batavia rendirent un solennel hommage à la France, en défilant devant le Consul Général de France : M. Delage, entouré des autorités civiles et militaires de Batavia et des quelques quinze Français y résidant. Ce cortège, entraîné

par de nombreuses musiques militaires et civiles, comprenait plus de 80.000 personnes. Mais pendant qu'il défilait le bruit courut que la radio annonçait la demande d'armistice adressée par la France à l'Allemagne — il en résulta un lamentable désarroi.

Deux ou trois jours plus tard, les Français de Batavia se réunirent au Consulat de France pour décider de leur attitude. Le texte d'un télégramme à l'intention du Général de Gaulle, fut rédigé par M. Delage, Consul Général. Le brouillon approuvé par treize signatures, dont celle de M. Delage, me fut remis et j'expédiai le télégramme le 24 juin.

Mais la formation du Comité fut retardée par d'interminables discussions suscitées par une opposition violente à la suite du voyage en Indochine d'un des signataires du texte du télégramme.

Ce ne fut qu'en septembre 1940, qu'après une réunion à mon domicile, nous constituâmes un Comité de taille. Au télégramme envoyé à Londres, au Général, celui-ci nous répondit par un mot d'encouragement, nous conseillant d'adopter le nom de « France Quand Même ».

Sans tarder, il fallut organiser la propagande pour faire connaître notre organisation, d'abord des compatriotes résidant aux Indes Néerlandaises et ensuite des milieux susceptibles de nous apporter un appui.

En tant que Président du Comité j'organisai des conférences dans les grands centres de Java et de Sumatra — ce qui me mit en contact avec des personnalités civiles ou militaires influentes, qui, partout où il n'y avait pas de Français sur place, acceptèrent de constituer nos sous-comités et de les animer —.

C'est ainsi, qu'à fin 1940, l'organisation comportait, indépendamment du Comité Central de Batavia, six sous-comités dans l'île de Java ; en 1941, au cours d'une autre tournée de conférences dans l'île de Sumatra, trois autres sous-comités furent formés.

BIEDT UW TELEGRAMMEN TELEFONISCH AAN!

No.	Soort	Bedrag	Vóór controle.	Ná controle.	Aangenomen door
1. Vast recht	f		toestein.	paraaf.	Overgeselud naar onder lokaalnr.
2. Woordtaksen	"		ca-paraaf.		den 193
3. Antwoordkosten	"				let u m. u m.
4.	"				deor
5. Samen	f				
Kantoor van bestemming		Waarfantal	Datum	Tijd van aanbieding	Dienstaanwijzingen
De gevolgen van een onvolgende adres komen steeds voor rekening v.d. afzender.		TELEGRAM.		Kesalahan* oleh karena adres koerang (hoekop dipikael oleh afzender.	

Général de Gaulle Londres.

Télégraphiens Président Lebrun texte suivant

Colonie française Indes Néerlandaises exprime désir rompre négociations et continger lutte aux côtés Angleterre pour sauver Patrie et Honneur.

Colonie française

In te vallen bij de verzending van uitgestelde Brieftelegrammen. Ondergeteekende verklaart, dat bovenstaand telegram geheel in de taal is gesteld en geen andere betekenis heeft, dan daaruit is te lezen. In te vallen met inktpotlood (inleiting) en met potlood (overrekening).

Naam en adres van den afzender.

Nama dan alamat si pengirim.
Ricard
Kramat 71 Batavia

Handteekening:

Tanda tangan:

Ricard

TELEGRAMMEN KUNNEN BESEGWENSCHT OP EEN LUXE-FORMULIER WORDEN AFGELEVERD!

En janvier 1941, le Comité de Batavia organisa une grande fête qui rapporta 12.000 florins.

Mes occupations professionnelles m'appelant à faire de nombreux déplacements dans les centres intéressants de l'archipel, cela me permit de développer la création des sous-comités et d'obtenir de nombreuses adhésions dans les milieux hollandais.

Les Chinois riches étaient, de 1940 à 1941, fort occupés à financer les opérations de Tchang-Kai-Chek, et ce ne fut que plus tard qu'ils nous apportèrent, à leur tour, une aide financière.

A plusieurs reprises des envois de 1.000 livres sterling ou de 10.000 florins (selon les possibilités des transferts) furent faits à Londres, car les

dévouements étaient nombreux pour alimenter nos caisses. Nous n'en citerons que deux exemples à Samarang, M^{me} Verkenyl, d'origine française, organisa de nombreuses ventes de bienfaisance, tandis que son mari, capitaine de réserve dans l'armée hollandaise, donnait des conférences et faisait paraître dans les journaux locaux de nombreux articles favorables à notre cause. A Palembang, dans le centre pétrolier de Sumatra, M. Sauvage, dirigeant d'un groupe d'ingénieurs français, organisa une souscription à laquelle chacun versait 10 % de son traitement mensuel.

En 1941, le Général Poorter, Commandant en Chef de l'Armée des Indes Néerlandaises Orien-

tales, me fit la joie d'adhérer à notre mouvement, prononçant à l'occasion d'une de nos conférences, une allocution dans laquelle il exprimait toute son admiration pour le Général de Gaulle et incitant les Hollandais à nous aider. Par la suite, il me proposa d'organiser dans chaque ville de garnison, un grand défilé civil et militaire avec participation de chars — sous le titre « Un char pour de Gaulle » — Mais l'attaque japonaise ne permit pas la réalisation de ce projet, et au début de mars 1942, l'invasion commençait.

Vers fin février, le Général Poorter — ayant surpris un télégramme japonais — me fit savoir que les Japonais livreraient au Gouvernement de Vichy les représentants de la F.L. en Extrême-Orient et que dans ces conditions je devais immédiatement quitter Batavia.

J'en avisai deux de mes collaborateurs immédiats mais ne pus les persuader — l'un, M. Herment, soixante-dix ans, fut battu et jeté en prison par les Japonais ; l'autre, M. Petit, alla se cacher à Bandoeng et finit par se faire admettre dans un camp de prisonniers hollandais.

Je pus m'embarquer à la hâte avec ma famille sur un petit caboteur hollandais qui faisait le service des îles de l'archipel, sans savoir sa destination, et, alors que les Japonais coulaient beaucoup de bateaux qui cherchaient à s'échapper, nous pûmes franchir en pleine nuit le détroit de la Sonde et atteindre Bombay où M. Mossé, Président des Français Libres nous accueillit.

Je fut ensuite envoyé, pour assurer le Service de l'Information, à Nouméa, puis à Sydney.

L'occupation japonaise mit un terme à l'activité de l'organisation « France Quand Même » et exposa les Français Libres aux sévices de la Kempei Tai (Police d'Etat).

Nous avons pu enregistrer 52 engagements volontaires parmi l'équipage d'un bateau français qui avait été arraisonné par la Marine Hollandaise — les officiers étaient logés à Batavia, l'équipage à l'intérieur de l'île.

Les officiers refusèrent de prendre contact avec nous et furent recueillis par les Japonais, en mars 1942.

Quant aux marins — à la suite de démarches répétées — ils vinrent tous à nous, nous les logeâmes dans les hôtels pendant plusieurs semaines avant de pouvoir les acheminer vers Singapour où ils furent répartis sur des bâtiments arborant le pavillon à Croix de Lorraine.

Au moment de l'arrivée des Japonais, nous avons donné ordre à notre banque de transférer à la Westminster Bank, à Londres, le solde créancier de notre compte, un peu plus de 10.000 florins. Mais le virement ne put être fait et ce ne fut qu'en 1952 que nous pûmes obtenir que ce montant fut remis à l'Ambassade de France, à qui nous avons signalé l'existence de ce compte bloqué.

Emmanuel-Luc RICARD.



G. ALIF & C^{IE}

Concessionnaires SIMCA - ARONDE - ARIANE - VEDETTE
Concessionnaire FIAT

Ateliers de Réparations - Station Service - Pièces Détachées

25, Rue des Boulets - PARIS 11^e - Roquette 43-81



Au Kenya, Uganda Tanganyika, Zanzibar

Il fut créé le 18 septembre 1941, par Henri Girard, envoyé spécialement à Nairobi dans ce but, par le Colonel Gaston Palewski, délégué du Général de Gaulle dans l'Est Africain.

C'est par un ordre de mission du Général de Gaulle, en date du 3 juillet 1941, que Girard rejoignit le B.M.4. qui embarquait à Suez venant de Syrie, pour la Somalie Britannique : Berbera, Buramo.

Presque aussitôt après son arrivée à Buramo, Girard fut rappelé par Palewski pour rejoindre Addis-Abéba d'où un ordre de mission, en date du 4 août 1941, l'envoya à Nairobi afin d'y créer un Comité de la France Libre dans le but de grouper les Français se réclamant du Général de Gaulle, sauvegarder les intérêts français de ces territoires Britanniques, provoquer des ralliements aux Forces Françaises Libres.

Voici les principales dispositions de cet ordre de mission :

« Le Lieutenant de Réserve Henri Girard, des Forces Françaises Libres, est désigné comme Secrétaire Général du « Comité de la France Libre » au Kenya. Il aura pour tâche de développer les sympathies au Kenya, de susciter l'enrôlement, dans les Forces Françaises Libres, des Français se trouvant dans cette colonie. Si les Français servant dans les Forces Britanniques désiraient rejoindre les Forces Françaises Libres, il aura à cet effet à rechercher l'accord des Autorités Britanniques.

« M. Emile Jardin, dont les conseils lui sont acquis, l'aidera à constituer un Comité Franco-Britannique d'accueil pour les Français Libres fugitifs, Comité dont j'ai demandé à l'honorable Mrs Melville de bien vouloir orienter l'activité.

« Girard aura également pour tâche de centraliser tous les renseignements pour servir notre action sur Madagascar, La Réunion et les Comores.

« Il fera à leur intention, une émission quotidienne en français conçue de manière à ne pas attirer l'attention des dirigeants de ces colonies et de ne pas les mettre en état de défense.

« Pour l'action sur les Comores Girard se tiendra en liaison avec M. Mosnier, Agent Consulaire de France à Dar-es-Salem et qui deviendra représentant de la France Libre dans le Tanganyika.

« Il aura pour tâche d'assumer la liaison avec l'Etat-Major du Général Cunningham et la Conférence des Gouverneurs, M. Henri Girard sera le seul représentant, pour le Kenya, du Commissariat de la France Libre dans l'Est Africain ».

G. PALEWSKI.

○ ○ ○

En un mois, des locaux furent trouvés, les Français de l'Est Africain, résidant à Nairobi, visités et convoqués à une Assemblée. Le Lieutenant Girard, à cette Assemblée qui se tint à Nairobi, le 18-9-1941, parvint à réunir une trentaine de Français, c'est-à-dire la presque totalité des Français de Nairobi et des environs, et prononça une allocution reproduite dans le bulletin N° 1 paru le 15-10-1941, édité au Kenya.

La Présidence d'Honneur du nouveau Comité Français Libre revint au Colonel Gaston Palewski, et la Présidence effective au Comte de Périgny.

M. Hannegrave fut désigné comme Secrétaire-Trésorier.

En très peu de temps tous les Français résidant

Bulletin No. 1.
NAIROBI
Le 15 Octobre 1941.

**Comité
France Libre
du
Kenya Uganda
Tanganyika**

NOTRE PATRIE EST EN DEUIL DE MORT
LUTTONS TOUS POUR LA SAUVER
GÉNÉRAL DE GAULLE

LE BULLETIN de la FRANCE LIBRE

Notre but en créant ce bulletin est d'établir un trait d'union de plus entre les Français Libres. Par la publication d'informations et d'études nous essaierons de tenir nos lecteurs au courant des principales questions d'ordre général concernant le mouvement de la France Libre. D'autre part, en réservant une place aussi large que possible à l'activité de ce Comité et aux événements locaux nous souhaitons donner le vivant reflet des sentiments de tous les Français de l'Est Africain.

Dans cette partie du Monde nos compatriotes sont peu nombreux et parfois séparés par de telles distances qu'ils n'ont entre eux que de trop rares contacts; ils ont cependant déjà pu, en maintes circonstances, se manifester par des gestes qui leur font honneur. Aujourd'hui, grâce à ce Comité, nous les trouverons tous unis pour contribuer dans toute la mesure de leurs moyens matériels et spirituels au mouvement de la France Libre guidé par l'admirable Chef qu'est le Général de Gaulle.

REUNION GENERALE du 18 SEPTEMBRE 1941

Allocution prononcée par le Lieutenant H. GIRARD,
Secrétaire Général.

Mes Chers Compatriotes,
J'ai le plaisir aujourd'hui de vous recevoir dans les bureaux du "Comité Français Libre".
Tous les Français du Kenya et de l'Uganda ne sont pas ici. Beaucoup ont été dans l'obligation de se faire excuser; c'est le cas du Comte de Périgny qui est retenu à Mombasa, de Mr

dans l'Est Africain Britannique, c'est-à-dire au Kenya-Tanganyika-Uganda-Zanzibar, furent invités à adhérer au Comité de la France Libre.

Ils le firent avec énormément d'empressement.

Les activités du Comité furent nombreuses et importantes. Nous rappellerons seulement qu'elles se traduisirent par des démarches auprès des Missions Catholiques françaises du Kenya-Tanganyika-Uganda-Zanzibar, qu'elles valurent aux Forces Françaises Libres plusieurs engagements pour la durée de la guerre, dont ceux de deux Aumôniers militaires, l'un, le Père Duhautoy, de la 1^{re} D.F.L. se trouva à Bir-Hakeim et fit toutes ses campagnes avec la formation chirurgicale et le Régiment de Reconnaissance de la Division.

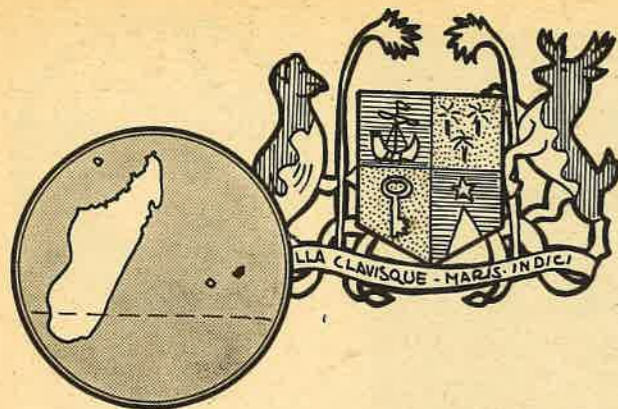
L'autre, le Père Fouquet, fut aumônier à la 2^e D.B.

Une vaste action, pour le « Fonds d'Armement du Général de Gaulle » fut lancée. Elle permit de recueillir des sommes importantes, ce qui n'empêcha pas une action locale qui permit d'envoyer une ambulance automobile à Addis-Abéba et deux autres aux formations de Madame la Générale Catroux au Moyen-Orient.

Une émission radiophonique fut faite tous les jours. Elle était principalement destinée à Madagascar, encore sous l'administration de Vichy.

Après le ralliement de Madagascar le Lieutenant Girard, estimant que sa mission prenait fin, demanda son rappel à la 1^{re} Division F.L.

Il transmit la Direction du Comité du Kenya-Tanganyika-Uganda-Zanzibar, au Commandant Prudhomme, des Forces Françaises Libres.



A l'Île Maurice

Dans la liste des Comités de la France Libre à l'Étranger, parue au Journal Officiel de la F.L. du 28 août 1942, figure pour l'Île Maurice le Comité Mauricien d'Aide aux Volontaires Français à Vacoas, présidé par Sir Edouard Nairac.

Malgré toutes nos recherches, nous n'avons pu arriver à nous mettre en relations avec un membre de ce Comité, mais par contre nous avons reçu, communiqué par M. de Roquefeuil Grandmaison, ancien Président des F.F.L. de l'Île Maurice, un livre intitulé : « La Maison de France — Île Maurice 1941-1946 ».

Sir Edouard Nairac figure d'ailleurs sur la liste des Membres d'Honneur de cette organisation.

C'est à cet ouvrage que nous avons emprunté les précisions suivantes, qui rappellent ce que fut dans cette ancienne « Île de France, l'action de bons et vrais amis, se réclamant de l'esprit de la France Libre, c'est-à-dire de la France vraie, de la France éternelle ».

Fondée le 21 mai 1941, par un petit groupe de Mauriciens de descendance française, à un moment où la lutte paraissait vraiment sans espoir pour les alliés, la « Maison de France » s'organisa pour former un centre de renseignements, d'accueil, de bienfaisance et de propagande de nature à aider, symboliquement sans doute, mais à aider tout de même, la grande cause des alliés par les faibles moyens dont elle disposait. C'était évidemment beaucoup de présomption, mais l'inspirateur de ce mouvement, France Marrier d'Unienville, lui insuffla une telle confiance que ce groupement marcha résolument de l'avant.

Soixante personnalités parmi les plus marquantes de l'île, acceptèrent de devenir membres d'honneur de l'organisation naissante qui compta jusqu'à huit cent quatre vingt onze membres.

La « Maison de France » défendit naturellement les intérêts français représentés par le Général de Gaulle, mais elle ne défendit pas exclusivement les intérêts français, car ses fondateurs, bien que de descendance française et profondément attachés à leur ancienne Mère Patrie, étaient des Mauriciens fidèles et loyaux au Trône britannique.

La « Maison de France » créa une librairie et s'organisa pour la distribution de journaux, de périodiques, de tous ouvrages ayant trait à la guerre, pour mieux faire connaître les buts des alliés. Elle entra en relations avec les organisations similaires à Londres, à New-York, à Alger, en A.E.F. pour ne nommer que les centres principaux où elle puisa une abondante documentation.

Elle fonda également un ouvroir, ce qui permit l'envoi de colis à Londres à l'Association des Amis des Volontaires Français qui se chargeait de les distribuer. Chaque pièce de vêtement portait une étiquette avec le lieu de l'ouvroir, le nom et l'adresse de la personne qui l'avait confectionnée, ce qui permit de recevoir des remerciements individuels. La « Maison de France » par des envois de fonds et de colis, s'efforça aussi de soulager les conditions de vie des prisonniers de guerre français en Allemagne, des victimes des raids aériens en Grande-Bretagne, etc..., sans oublier de venir en aide aux habitants de Tamatave et de l'île de la Réunion, durement éprouvés par deux cyclones.

Quarante-quatre émissions radiophoniques, de 1941 à 1945, sous le titre « *Courriers Radiophoniques* » firent connaître la cause des alliés et plus particulièrement l'effort de la France Libre.

Le texte de ces émissions reproduit dans le Recueil publié sous le titre de « La Maison de France » témoigne des liens qui, malgré la distance et le temps, continuent à unir à la France ses descendants lointains.



Au Mexique

L'attachement à la Mère Patrie est toujours resté très vivace dans les familles françaises fixées au Mexique, où certaines d'entre elles ont émigré il y a plus de cent vingt-cinq ans.

Lorsque en juin 1940, parvint, à Mexico, la nouvelle que la France allait demander un armistice à l'Allemagne, l'émotion fut considérable, et, sur mon initiative, diverses personnalités de la colonie française se réunirent dans les locaux de l'Alliance française.

Là, M. Georges Pinson, président de l'Alliance française, le docteur Antoine Cornillon, médecin-chef de l'hôpital français, M. Alexandre Génin, président de la Chambre de Commerce française, M. Bernard Vincent, directeur du Journal français du Mexique et moi-même, en tant que président de l'Association des Anciens Combattants, nous décidâmes d'envoyer en quatre exemplaires, un câble, insistant auprès des pouvoirs publics pour qu'un ultime effort fut fait afin d'éviter de demander un armistice déshonorant. Ces câbles étaient adressés au Président de la République, au Président du Conseil, M. Paul Reynaud, aux généraux Weygand et Mittelhauser.

Ils restèrent sans réponse.

Aussi, dès que l'appel du Général de Gaulle fut connu, je lançai à tous les anciens combattants, une convocation.

C'est le 22 juin à vingt heures, dans un local mis à notre disposition par un des grands magasins français de la ville, que se tint cette réunion, avec près de deux cent cinquante participants.

Rappelant à tous ce qu'avait été pour nous et pour le monde tout entier l'armistice du 11 novembre 1918, soulignant que nos messages aux hautes personnalités françaises étaient restés sans réponse, j'invitai tous les présents à se prononcer sur l'opportunité de notre adhésion à l'appel du 18 juin.

Afin de ménager les susceptibilités, j'avais proposé que le vote ait lieu à bulletin secret, mais c'est à

main levée et à la quasi unanimité que la réponse affirmative fut donnée.

L'élection d'un bureau provisoire, l'établissement du procès-verbal de la réunion suivirent sans tarder. Les listes d'adhésion se couvrirent aussitôt de cent cinquante noms, premiers sympathisants qui n'hésitèrent pas à se faire connaître et qui, par la suite, reçurent par les soins du comité définitif la carte de membre fondateur. Je pris personnellement soin de ces listes, m'engageant à les conserver en lieu sûr, toute la responsabilité du mouvement étant, dès lors, revendiquée par le comité provisoire. De son côté, chacun des signataires s'était engagé à verser une contribution financière mensuelle.

Peu de temps s'écoula avant que je ne reçoive la visite du docteur Médioni, que je ne connaissais pas, et qui m'a demandé de lui remettre les listes des adhérents à notre groupement : je ne donnai aucune suite à sa demande.

Il revint me voir quelques jours plus tard, et renouvela sa demande : cette fois au nom de M. Soustelle, dont j'ignorais le nom et l'existence ; je refusai à nouveau. Mais, dans l'après-midi, je rencontrai M. Georges Pinson qui m'éclaira sur la personnalité de M. Soustelle, représentant officiel du Général de Gaulle au Mexique, et me fixa un rendez-vous pour le lendemain matin.

C'est au cours de cette entrevue que je pris contact avec M. Soustelle, accompagné de M. Médioni. Ainsi commença notre action commune.

Des sous-comités furent créés et organisés dans l'intérieur du Mexique, alors que nous nous efforçons d'augmenter le nombre de nos adhérents, d'organiser notre propagande par la création d'un insigne métallique à porter à la boutonnière, de décalcomanies à coller aux pare-brise des voitures. Les deux insignes portaient sur fond blanc le V de la Victoire en bleu, et entre les branches du V, la Croix de Lorraine en rouge. Les insignes étaient vendus cinq piastres, les décalcomanies une piastre.

Un grand nombre de garagistes — sympathisants de la France Libre — se chargèrent du placement des décalcomanies, sans prélever la moindre commission. Si bien qu'en très peu de temps, un grand nombre de voitures circulaient dans Mexico arborant notre insigne, quelquefois même, non seulement sur le pare-brise, mais sur la glace arrière et sur les glaces latérales. Le Comité central approvisionna les Comités de l'intérieur en insignes et décalcomanies, propagande qui se révéla excellente tant au point de vue du rendement financier que de la diffusion de nos idées.

Le 10 octobre 1940, notre première assemblée générale rassembla plus de trois cents personnes — dont beaucoup de Mexicains et les représentants de nos Comités de l'intérieur — et élit notre Comité Directeur :

G. Pinson : Président ;
Manoel Gonzales Montesinoa : Vice-Président ;
Pierre Fouqué : Vice-Président ;
René Dubernard : Trésorier ;
Jean Perrilliat : Secrétaire.

L'appui que nous apportèrent nos amis mexicains est démontré par la présence de notre Vice-Président M. Manoel Gonzales Montesinoa qui, ainsi que son frère Fernando, sont les petits-fils du général Manoel Gonzales qui fut Président de la République du Mexique du 1^{er} décembre 1880 au 30 octobre 1884. Elevés en France, tous deux prirent part à la guerre de 1914-1918 comme combattants volontaires.

Parmi les Mexicains qui nous apportèrent leur concours, il convient de mettre au premier plan : M. Mauricio Fresco, ancien Consul du Mexique dans divers pays d'Europe durant de nombreuses années et jusqu'en 1942. Grâce à lui et aux photographies qu'il nous procura, il nous fut possible d'organiser une exposition très documentée, tant sur l'action de la France Libre, que sur les méthodes de barbarie utilisées par les nazis dans leur lutte d'extermination raciale.

Cette exposition se tenait en plein centre de la ville, dans le local même où eut lieu notre première réunion : elle fut très fréquentée.

Lorsque le Mexique rompit ses relations avec les pays de l'axe, le Président de la République, le Général Manuel Avilha Camacho fit savoir au Comité de la F. L. de Mexico qu'il souhaitait le recevoir, accompagné des personnalités de la colonie française, dont il lui laissait le choix.

Notre délégation, soit une vingtaine de personnes, fut introduite par le Chef du Protocole dans les bureaux particuliers du Président de la République. Après les présentations d'usage, il nous annonça qu'il déclarait la guerre au gouvernement de Vichy, mais non au gouvernement que représentait à Mexico le Comité de la F. L. En conséquence, il invitait tous

les membres du Comité à le considérer comme leur tuteur, au même titre que le seraient des orphelins, ce que nous étions à ses yeux, puisqu'il n'avait pas encore reconnu officiellement comme gouvernement le C.N.F. de Londres. Il nous laissa entendre, d'ailleurs, que cette reconnaissance ne devait pas tarder, et c'est le 2 décembre 1942 qu'il reconnut le gouvernement du Général de Gaulle.

Entre la déclaration de guerre du Mexique et cette reconnaissance, il se passa donc plusieurs mois, pendant lesquels, grâce à l'intervention du Président de la République lui-même, les biens et intérêts français au Mexique ne furent l'objet d'aucune mesure restrictive, alors que ceux des ressortissants de l'axe furent mis sous séquestre pendant plus de dix ans.

La reconnaissance du gouvernement du Général de Gaulle valut au Comité central un grand nombre de télégrammes de félicitations d'amis mexicains dont les encouragements et la sympathie ne nous avaient jamais fait défaut.

Il est significatif à cet égard de rappeler qu'un jour, alors que le Mexique n'était pas encore en guerre, nous parvint au Comité de la F. L. une convocation d'avoir à nous présenter dans un bureau dépendant de la Haute Cour de Justice. Renseignements pris, c'était le bureau qui instruisait les affaires d'espionnage et les crimes contre la sécurité de l'Etat.

Je ne savais pas trop à quoi m'en tenir en y pénétrant le premier, mais je fus rapidement rassuré en voyant mon interlocuteur prendre ostensiblement sur son bureau une grosse boule de papier d'étain qu'il grossissait de feuilles qu'il tirait de sa poche.

« Le papier d'étain, me dit-il, est très recherché par les Anglais pour les besoins de la guerre. C'est pour eux que je collecte ces feuilles qui enveloppent certains paquets de cigarettes, et à la première occasion, je remettrai moi-même cette « boule au Consul de Grande-Bretagne ».

Il me dit alors que le Comité de la F. L. en général, et chacun de ses membres en particulier, étaient accusés de menacer la sécurité de l'Etat, et me demanda si j'avais quelque idée sur l'origine de cette accusation. Devant mes dénégations, il tira d'un tiroir de son bureau une feuille éditée par un Italien — de réputation douteuse d'ailleurs — Il était poursuivi par Mussolini comme Républicain, prétendait-il, alors qu'en réalité, membre d'un parti d'extrême-gauche, il en avait, après vol, incendié les archives, d'où les poursuites dont il était l'objet. Ceci dit, mon interlocuteur m'accompagna très aimablement jusqu'à la porte de son bureau, me recommandant de rassurer pleinement mes camarades qui étaient convoqués pour être entendus le lendemain.

Le 5 mai 1943, à Puebla, eut lieu une manifes-

tation particulièrement émouvante d'attachement des Mexicains à la France.

C'est à Puebla qu'eut lieu, le 5 mai 1862 — au lendemain de la fameuse bataille de Camerone — un très violent engagement entre les troupes françaises et celles de Porfirio Diaz. La commémoration de cette victoire mexicaine donne lieu chaque année à un grand défilé et à des cérémonies patriotiques : En 1943, cette commémoration d'une victoire remportée sur les troupes françaises prit la forme, assez inattendue, d'un hommage à la France.

En tête du défilé, sur le même rang que le drapeau mexicain, on pouvait voir le drapeau français et le fanion de la F. L. avec la Croix de Lorraine. Ce résultat a été obtenu grâce aux efforts déployés par M. Henri Costant, combattant volontaire de 1914, né à Mexico, de père basque français et de mère espagnole, et ne connaissant la France que par ce qu'on lui en avait dit dans sa famille.

Le 16 septembre 1943, à Mexico, était célébré le jour anniversaire de l'indépendance mexicaine. Un défilé militaire parcourait les rues de la capitale. Passant devant les fenêtres des bureaux de la F. L. où flottaient, avec le drapeau mexicain, notre drapeau tricolore et le fanion de la F. L., le cortège fit halte et, aux applaudissements de la foule, joua avec entrain la Marche Lorraine, en hommage à la F. L. et à son chef, le Général de Gaulle.

**

Une cinquantaine de volontaires, tant Français que Mexicains, dont dix jeunes femmes, furent mis

en route à destination de l'Afrique où ils furent enrégimentés dans les troupes du Général Leclerc.

La contribution financière à Londres du Comité du Mexique fut particulièrement importante, c'est le 17 octobre 1940, que le premier envoi de fonds fut adressé au Général de Gaulle. L'ensemble des envois s'éleva à :

41.500 livres sterling
17.800 dollars

dans ces montants ne sont pas compris ceux qui furent affectés aux dépenses de propagande, mise en route des volontaires, etc...

**

A Mexico, l'annonce de la libération de Paris fut précédée aux postes de radio de quelques mesures de la Marseillaise.

Dans de nombreuses usines, dans les ateliers des entreprises gouvernementales, de leur propre initiative, les ouvriers se mirent au garde-à-vous pendant quelques minutes. Les sirènes des manufactures, celles de l'Hôtel de Ville ne cessèrent de se faire entendre la journée durant, en signe d'allégresse, et, en fin d'après-midi, sur la place de l'Hôtel de Ville un immense cortège se forma spontanément. Les anciens combattants français avec leur drapeau furent placés en tête du cortège qui, précédé de six motards, parcourut les rues de la ville pour aller exprimer sa joie à l'Ambassade de France. La population attachait à l'événement une importance aussi grande que s'il avait intéressé la vie même du pays.

René DUBERNARD.





Au Nicaragua

Dès l'appel du Général de Gaulle, un comité se constitua à Managua, capitale du Nicaragua, sous le nom de « Comité Central pro Democracia y una Francia Libre ».

Il comprenait, en plus des Français, des ressortissants syrio-libanais, et surtout des citoyens du Nicaragua, hommes politiques, universitaires, ayant fait leurs études en France, journalistes, étudiants, hommes d'affaires, tous animés du désir de mener une lutte active contre le totalitarisme. Ce comité agissait par des conférences, des représentations théâtrales, par la presse écrite et parlée.

Il organisa, en particulier, le 7 novembre 1940, une grande manifestation populaire dans les rues à l'occasion de la réélection du Président Roosevelt. Le Président de la République, qui assistait à la manifestation du haut du balcon de la légation américaine, descendit dans la rue pour se joindre au cortège au milieu de l'enthousiasme populaire.

Après la démission de l'agent consulaire de Vichy, les trente-deux Français composant la colonie française du Nicaragua purent enfin créer le Comité des Français Libres, sous ma présidence.

Du 30 mai 1941 au 14 juillet 1944, ce Comité envoya à Londres, puis à Alger, un total de dollars 12.596.

Cinq volontaires français dont deux officiers et neuf volontaires nicaraguayens furent mis en route. En outre, ce Comité versa 3.080 dollars U.S. au Comité central pro Democracia y una Francia Libre pour couvrir les frais de propagande, journaux, revues, radio, et les frais de voyage des volontaires.

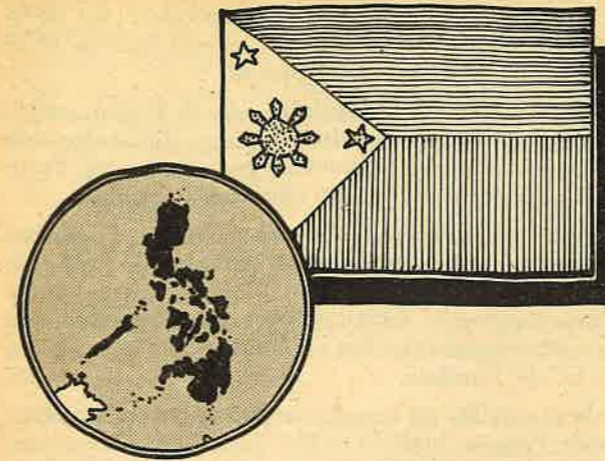
De nombreuses réceptions furent données à l'occasion du passage à Managua de diverses personnalités de la France Libre : les frais de ces réceptions étant toujours couverts par des contributions exceptionnelles des membres des Comités.

En juillet 1941, la visite de M. Jacques Soustelle, comme représentant du Général de Gaulle pour l'Amérique centrale, fut l'occasion d'une manifestation particulièrement grandiose et imposante, organisée par l'Ecole militaire.

L'action conjointe du Comité central pro Democracia y una Francia Libre et du Comité des Français Libres battit en brèche la propagande nazie bien organisée depuis de nombreuses années et s'efforça de modifier l'état d'esprit des Nicaraguayens.

L'influence de ces deux Comités fut décisive pour l'évolution de la politique du pays qui, le 9 juillet 1942, reconnut la validité des passeports du C.N.F.

Paul TEYSSEYRE.



Aux Philippines

La nouvelle de l'Armistice de Juin avait été accueillie à Manille avec la même consternation et la même stupeur que dans les autres parties du monde. La colonie française — une centaine de personnes environ — se composait surtout de commerçants, d'ingénieurs, mais particulièrement de religieuses appartenant aux ordres de l'Assomption, de Saint Paul de Chartres et des Ursulines.

Le samedi 22 juin 1940, les journaux de Manille publiaient une note émanant de Gaston Willoquet, Consul de France, ainsi conçue :

« Tous les citoyens français sont priés d'assister à une réunion qui se tiendra le dimanche 23 juin, à 10 heures du matin, au Consulat de France »...

... M. Willoquet exposa brièvement les causes de notre défaite, et adjura ses auditeurs de ne pas sombrer dans le désespoir. « La lutte va continuer, dit-il, un gouvernement se constitue en ce moment à Londres : c'est à lui que nous devons nous rallier pour continuer la lutte. Vous serez tous d'accord avec moi pour protester contre l'armistice et pour adresser au Président Lebrun, le télégramme suivant : *Colonie Française Philippines stigmatise avec dégoût tentative paix séparée qui serait une honte éternelle pour notre pays.* »

Ce télégramme fut signé par tous les assistants, moins trois.

M. Willoquet proposa de convoquer, quand il aurait reçu des renseignements de Londres, une autre réunion, en vue d'adhérer officiellement au mouvement de la France Libre. En raison de l'attitude réservée des autorités américaines et du retard apporté dans la réponse de Londres, cette réunion eut lieu secrètement, et plus tard qu'il

n'était prévu. Un comité fut élu et composé des membres ci-après :

Président : Vabre Auguste, Ing. A.M.
Vice-Président : Dreyfus Jules, Commerçant.
Secrétaire : Bonnet Georges, Professeur.
Trésorier : Weill Fernand, Commerçant.

M. Willoquet, désigné par le Général de Gaulle comme délégué de la France Libre aux Philippines, estimant qu'il n'avait pas à offrir sa démission à un gouvernement factice imposé à la France vaincue par l'ennemi, continua d'exercer ses fonctions de Consul. Cette décision, approuvée par le Comité, avait l'avantage d'éviter que Vichy n'envoyât un représentant qui aurait tenté de gêner l'action du Comité.

Une telle situation ne pouvait durer longtemps. Le 3 décembre, l'Ambassadeur de Vichy à Washington, Henry-Haye, informé par quelques traîtres, adressait à son gouvernement un télégramme lui signalant l'attitude de M. Willoquet qui, disait-il, « semblait manquer de correction et de patriotisme... » Le 7 janvier 1941, M. Willoquet avait adressé à l'Amiral Decoux, Gouverneur de l'Indochine, une lettre commençant par ces mots : « Estimant que la Conscience, l'Honneur, le Prestige et l'Intérêt de la France sont maintenant à Londres et non pas à Vichy, j'ai décidé de rallier la France combattante... »

L'Amiral Decoux s'étant empressé de communiquer cette lettre à Vichy, M. Flandin, Ministre des Affaires Etrangères, révoquait, le 10 janvier 1941, M. Willoquet, et lui enlevait sa nationalité française...

Il n'était plus nécessaire de s'embarasser de scrupules. Le 25 mars 1941, le Comité publiait



Au Nigéria

C'est le 25 septembre 1940, que fut créé à Lagos le Comité des Français Libres de Nigéria, sous la présidence de M. Pagano.

Par ses soins, une quinzaine de volontaires furent mis en route pour aller rejoindre les troupes de la France Libre, mais le Comité s'est attaché à réunir des fonds, soit par des souscriptions et des dons, soit par des contributions mensuelles, certains adhérents versant régulièrement au Comité une partie de leurs appointements.

Dans l'ensemble douze mille livres sterling furent recueillies.

Une partie de ce montant fut utilisée pour l'achat aux U.S.A. d'un appareillage complet de projections cinématographiques, destiné aux troupes du Général Leclerc, en voie de formation : il fut envoyé à Fort-Lamy.

Deux mille livres provenant de la souscription Valmy furent remises au Général de Gaulle, lui-même, lors d'un de ses passages à Lagos, il les attribua à l'achat de matériel pour la Radio de Brazzaville.

Un centre d'accueil pour les militaires et les civils passant à Lagos fut créé de toutes pièces : il comprenait quarante lits, deux par chambre parfaitement équipée, douches, salle de séjour avec bibliothèque, jeux divers, radio.

Des dons furent envoyés à l'Entraide française.

Après le ralliement de l'A.O.F. le Comité assista l'équipage d'un cargo français coulé par un sous-marin allemand en vue de Lagos. Il fallut secourir cent quarante-quatre rescapés qui, du fait du naufrage, se trouvaient dans un dénuement total.

dans la presse de Manille un manifeste exposant les buts du Général de Gaulle. M. Willoquet faisait imprimer et distribuer abondamment sur nos navires de commerce un « tract aux navigateurs » : « Le moment est venu de choisir : vous ne pouvez pas vivre plus longtemps dans l'inaction, dans la résignation, tandis que les êtres qui vous sont chers et qui souffrent sous la botte allemande attendent de vous leur délivrance... »

Le 9 janvier 1941, un premier volontaire s'engageait, et ensuite, à chaque bateau qui faisait escale, c'était une dizaine de volontaires qui s'engageaient. Vichy ne savait plus à quel saint se vouer... Les espions qu'il plaçait à bord étaient immédiatement éventés... Il aurait bien supprimé l'escale de Manille, mais Manille était le seul port où l'on pouvait faire du mazout.

Willoquet refusa de remettre au Consul de Vichy la bibliothèque de l'Alliance Française qui devint ainsi, comme le disait très justement le Consul de Vichy, dans son rapport du 29-3-41, « un centre de propagande en faveur du mouvement de Gaulle ».

Il fonda ensuite un journal hebdomadaire qu'il intitula : « On les Aura » en souvenir de Verdun,

quand Pétain était encore Français... Ce petit journal connut le plus grand succès dans la colonie américaine aux Philippines.

Enfin, grâce à l'hospitalité de la Radio américaine KZRH, il organisait chaque dimanche une émission destinée surtout à renseigner les Français d'Indochine sur la situation véritable.

Ainsi Manille était devenue en E. O. la plaque tournante obligatoire des nombreux réfugiés venus de tous les coins du globe et même de la France occupée. Grâce à quoi une riche moisson de renseignements fut recueillie et relayée au Q. G. de Londres.

Les activités du Comité se poursuivirent pendant toute l'année 1941.

Le lundi 8 décembre 1941, la flotte japonaise détruisait par surprise l'escadre américaine du Pacifique ancrée à Pearl Harbour. Le jour même elle bombardait tous les objectifs américains militaires aux Philippines.

Le 8, à 10 heures, M. Willoquet s'était rendu au Q. G. du Général Mac Arthur et lui exprimait, au nom du Général de Gaulle, les sympathies de la France combattante. Le Général Mac Arthur, très touché, pria M. Willoquet de transmettre au

Général de Gaulle, ses vifs remerciements, et exprima le désir de maintenir avec lui des rapports constants : il donne sur-le-champ l'ordre à son Chef d'Etat-Major, de renseigner jour par jour, le Q. G. de la France combattante à Londres, par le délégué de Nouméa, sur le déroulement des opérations dans le Pacifique.

Le 16 décembre, les autorités américaines de Manille réquisitionnaient le paquebot des Messageries Maritimes « *Maréchal-Joffre* ». Grâce à l'action du Comité, 47 hommes de l'équipage consentaient à rester à bord et à naviguer pour nous. Le 18 décembre, le « *Maréchal-Joffre* » levait l'ancre pour l'Australie.

Le 24 décembre, deux corps de débarquement japonais, l'un venant du Nord, l'autre de la côte du Pacifique, marchaient en direction de Manille, et, bousculant l'armée américano-philippine, y faisaient leur entrée le 2 janvier 1942.

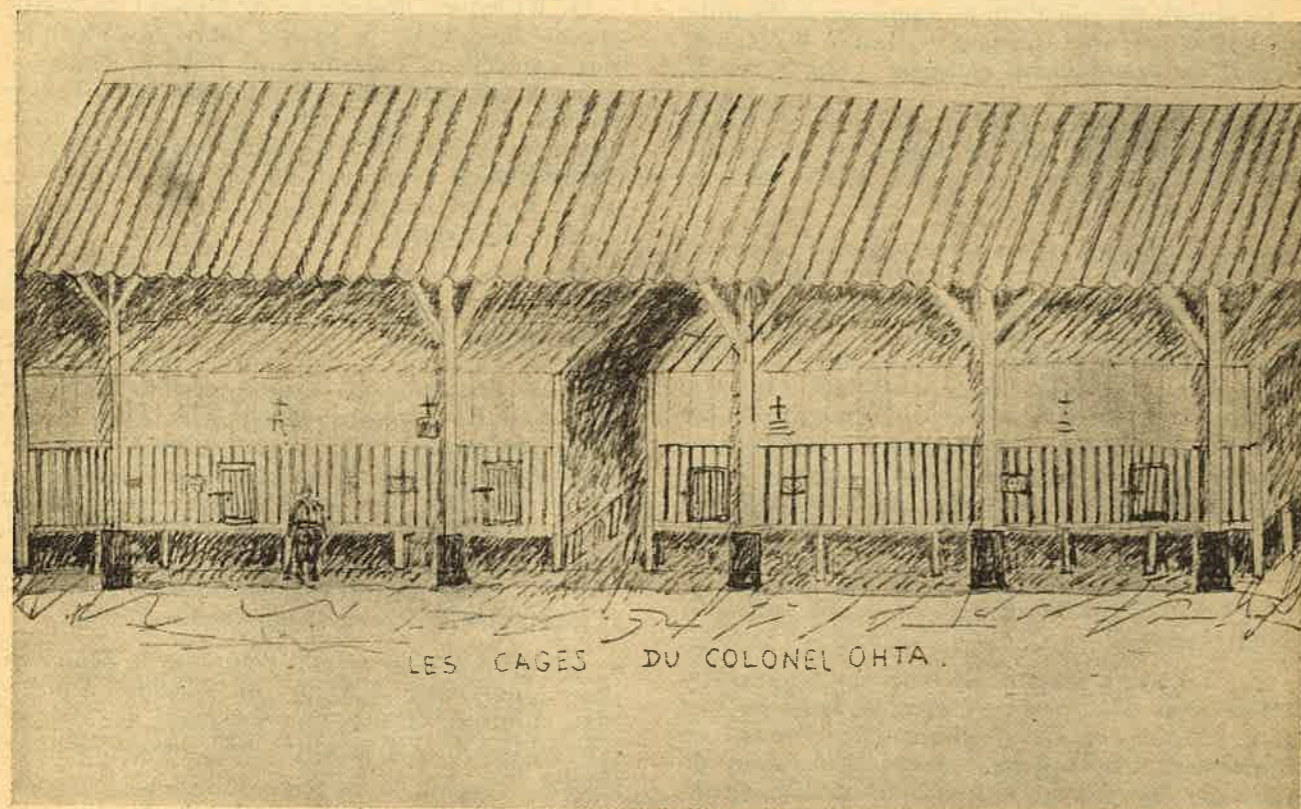
Le 6, le délégué, M. Willoquet, et les membres du Comité, étaient arrêtés par la police militaire japonaise et incarcérés au Villamor Hall où ils furent interrogés et brutalisés. Plus tard, sur la pression de certains vichyssois de Manille, on les enferma dans l'une des cages en bois que le Col. Ohta, chef de la police militaire, avait fait construire au Fort Santiago pour les

prisonniers particulièrement dangereux. Peu d'internés sont sortis vivants du Fort Santiago. Le régime y était terrible. Pour toute nourriture, une assiettée de riz par jour : c'était le béri-béri à bref délai...

La Croix Rouge de Genève intervint et proposa, pour un échange, les membres du Comité de Manille. Le 17 juin, MM. Willoquet et Vabre étaient extraits de leur prison et amenés à bord d'un cargo japonais où ils retrouvèrent leurs familles. Le cargo les amena à Shanghai à fond de cale. Puis ils furent transportés avec un groupe de diplomates à Lourenço-Marques, port neutre, transformé en une vaste station d'échange de prisonniers. Le 15 octobre 1942, ils parvenaient à Londres et étaient chaudement accueillis par le Général de Gaulle.

A Fort Santiago étaient restés MM. Weill et Bonnet, qui, sur les instances de la Croix Rouge, furent internés à Santo Tomas, et soumis à un régime moins dur. Ils furent délivrés le 31 janvier 1945 par l'avance américaine, après une captivité de plus de trois années.

Vabre, Dreyfus et Bonnet devaient mourir peu de mois après la libération. Des six fondateurs du mouvement de la France Combattante aux Philippines, il ne reste que MM. Willoquet et Weill.



LES CAGES DU COLONEL OHTA.

Les fameuses cages des Philippines.

ETS A. GIOUX, INGENIEUR

Ex-Cap. Génie 1^{er} D.F.L.

ISOLANTS ÉLECTROTECHNIQUES

1, Place de l'Estrapade, PARIS (5^e) - ODE. 57-68

Personnel 50 % 1^{er} D.F.L.

Transformations - Nettoyages - Gardes

Jean-Jacques NATAF

Fourrures

250, rue du Faubourg Saint-Honoré, PARIS

Conditions spéciales aux camarades F.F.L.

Téléphone : CARnot 2096

JOHN BROWN

F. F. L. 1940-1945

avise ses compagnons et camarades qu'il est propriétaire d'une **HOSTELLERIE « La Malmaison »**, au Cap d'Ail (Alpes-Mmes), et qu'il sera toujours heureux d'y recevoir des pensionnaires auxquels il consentira des prix de faveur, selon les saisons.

TOUS TRAVAUX DE MAÇONNERIE

FRANÇOIS MENDEZ

Ex-F.N.F.L.

ARTISAN CARRELEUR
PLATRES - CIMENTS

*

8, Rue A.-de-Musset, FONTENAY-aux-ROSES (Seine)

Téléphone Rob. 69-74



A Porto-Rico

Après avoir entendu à la Radio de Londres, le 18 juin 1940, l'appel du Général de Gaulle, M. Eugène Orsini, agent consulaire de France à Mayaguez, envoya aussitôt sa démission à Vichy.

Il réunit nos compatriotes, en majorité d'origine corse, et créa immédiatement le Comité des Français Libres de Porto-Rico.

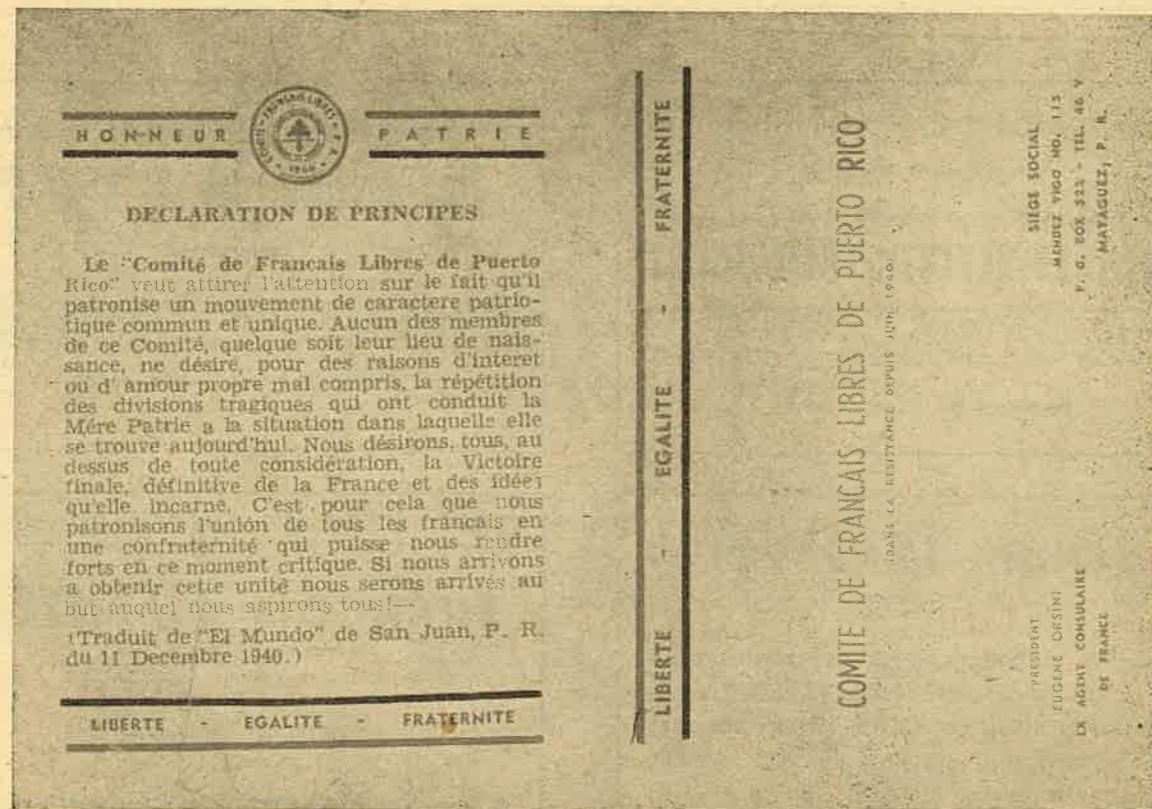
L'action du Comité central de Mayaguez se répandit dans l'île par l'entremise de cinq sous-Comités et onze délégués.

Ces Comités — comme tous ceux qui furent créés en Amérique Centrale, principalement, — devaient

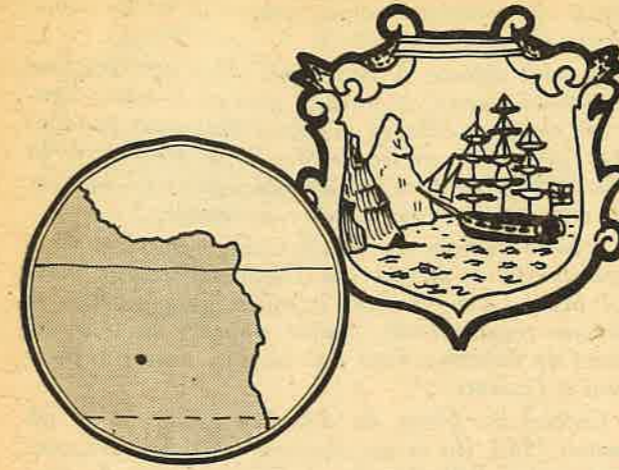
tenir lieu pour la France Libre d'agences consulaires et de bureaux d'information (1).

Dans cette petite île, où la population vit dans des conditions souvent difficiles, du fait de la misère, du surpeuplement et des maladies tropicales, le Comité des Français Libres réussit à collecter de 1940 à 1944, tant par les cotisations mensuelles que par les dons, la somme de trente deux mille dollars, grâce à une propagande inlassable et originale.

(1) Jacques Soustelle - « Envers et contre tout », tome I, page 237.



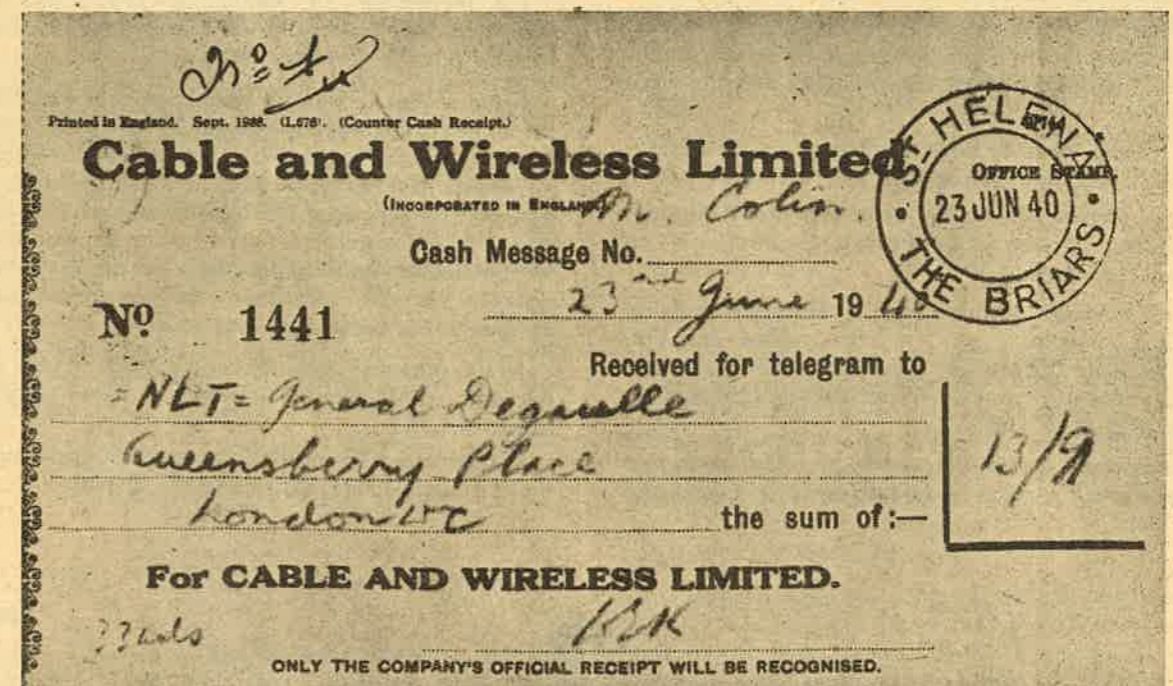
Carte de Membre du Comité de Porto-Rico.



A Sainte-Hélène

Un souffle de Sainte-Hélène — Outré par capitulation sans conditions — Suis à votre disposition — Conservateur au Domaine français de Sainte-Hélène.

COLIN.



C'est dans ces termes que le 23 juin 1940, M. Georges Colin télégraphiait à Londres au Général de Gaulle.

En 1942, sur sa proposition du 14 mai, le Comité National Français de Londres décida d'assumer — aux lieux et place de l'administration des Domaines — les frais et l'entretien du Domaine français de Sainte-Hélène ce qui donna lieu aux échanges de communications appelés ci-dessous :

N° 257

The Castle
Sainte-Hélène 12/9/1942.

Monsieur,

Je suis chargé par le Gouverneur de vous communiquer ci-dessous les extraits d'un télégramme reçu du Secrétaire d'Etat :

Le Foreign Office ne fait aucune objection à ce que la France Combattante assume la responsabilité financière de l'entretien du Domaine français de Sainte-Hélène. Il estime que la France Combattante en retirera un prestige considérable et il estime que ce changement n'affectera en rien la situation de ce Domaine.

La France Combattante envisage que M. Colin rallie l'Angleterre et que Mme Colin resterait à Sainte-Hélène pour prendre en charge le Domaine.

Estimez-vous que ce soit satisfaisant, sous la condition que la France Combattante garantisse le maintien de Mme Colin à Sainte-Hélène.

Suivant la conversation que Son Excellence a eue avec vous, elle se propose d'informer le Secrétaire d'Etat qu'elle est d'accord avec cette proposition.

Son Excellence n'a pas l'intention de rendre publique cette décision, avant qu'elle n'ait été annoncée à Londres.

En transmettant ce texte, le lendemain 13 septembre, M. Colin, âgé de soixante ans, ajoutait :

Je me permets encore de renouveler mes demandes précédentes de servir la France Combattante en Afrique Equatoriale.

Je ne pourrais pas rejoindre le mouvement de la France Combattante en Angleterre, ainsi que l'indique le câble adressé au Gouverneur car j'ai passé un seul hiver en France — sans succès d'ailleurs — depuis vingt-trois ans.

Je désirerais partir directement en Afrique Equatoriale Française par le Sud-Afrique (voie la plus

directe de nombreux cargos faisant le service Cape Town, Pointe-Noire, etc...).

Je vous signale à toute fins utiles que pendant la dernière guerre, le premier gardien a assuré l'entretien et la surveillance des deux Domaines pendant deux ans ; j'ai dressé le deuxième gardien à la lutte anti-termite dans la vieille maison de l'Empereur qui demande une surveillance incessante.

Sous le contrôle de Mme Colin, l'entretien et le gardiennage du Musée des Domaines seraient assurés, Mme Colin pourrait effectuer les paiements et envoyer régulièrement chaque trimestre les états et pièces de dépenses dont j'ai toujours assuré le paiement à l'avance.

Ci-joint les pièces de dépenses des 2^e et 3^e trimestres 1942. En ce qui concerne leur remboursement vous pouvez l'effectuer au Trésorier-Payeur du gouvernement de Sainte-Hélène par le Colonial Office.

J'attends vos instructions pour savoir si je dois informer Vichy du passage des Domaines français sous votre autorité avec l'assentiment des autorités britanniques.

Mon traitement a été payé jusqu'à fin avril par la Légation de Prétoria, ainsi que le 1^{er} trimestre de l'entretien et du gardiennage des Domaines.

Si de l'argent me parvenait de Vichy, je le mettrais en dépôt à la Trésorerie de l'Île.

G. COLIN.

Le lendemain 14 septembre 1942, M. Colin écrivait à Son Excellence le Gouverneur de Sainte-Hélène pour lui préciser que :

Mme Colin ne pourra assurer et contrôler l'entretien et le gardiennage des deux Domaines qu'avec les deux gardiens : le premier depuis quarante-cinq ans au service des Domaines, le deuxième depuis seize ans, et d'un aide-jardinier qui travaille depuis quatre ans. Les deux gardiens ont chacun un jardin dans les Domaines, qu'ils cultivent et où ils récoltent les légumes pour leur famille ; l'aide-jardinier travaille un jour par semaine dans son jardin...

Mais quelques semaines plus tard, Mme Colin décédait et M. Colin dut renoncer à ses projets de rallier l'A.E.F.

Il demeura à Sainte-Hélène pour assumer au nom de la France Libre, l'entretien du Domaine français.



En Turquie et Balkans (1940-1942)

En juin 1940, chassé successivement d'Allemagne et de Hollande par la guerre, je me trouvais à Bucarest en qualité de correspondant de l'Agence Havas pour l'ensemble des pays balkaniques.

Dès que nous eûmes connaissance de l'appel du Général de Gaulle, nous fûmes plusieurs Français à décider de continuer la lutte. Dans ce but, des contacts furent pris avec les Services diplomatiques britanniques locaux.

Profitant de la couverture que me valait ma situation de journaliste, je fis ainsi plusieurs voyages, au cours de l'été 1940, pour contacter les Français dont nous avons raison de supposer qu'ils partageaient nos sentiments, notamment en Yougoslavie, en Bulgarie et en Turquie.

Les services de contre-espionnage allemand ne tardèrent pas à s'intéresser à ces déplacements et, après deux alertes assez chaudes, la Gestapo étant déjà en place à Bucarest, je profitai du tremblement de terre du 10 novembre 1940 pour gagner la Turquie où des sympathisants de la France Libre commençaient à se manifester et où j'avais déjà posé des jalons, lors d'une première visite, en juillet 1940.

○○○

La colonie française de Turquie formait trois groupes.

Celui d'Istanbul, fier de son nombre et de son ancienneté, avait ses assises dans le plus grand immeuble de Péra. Le groupe d'Izmir, turbulent et moins bien organisé, enfin celui d'Ankara, peu nombreux mais efficace, complétaient cette colonie qui avait compté plusieurs milliers de ressortissants au temps des Capitulations, mais se trouvait réduite, en 1940, à un millier de personnes.

Grâce à ma connaissance des affaires allemandes, je n'eus pas trop de peine à me faire rapidement agréer comme correspondant de plusieurs journaux et de l'A.F.I. (Agence Française Indépendante) que Bourdan venait de constituer à Londres. Cela me permit, d'autre part, de pouvoir survivre aux demandes d'expulsion que l'Ambassadeur d'Allemagne, von Papen, adressait périodiquement au Gouvernement turc. M. von Papen, que j'avais eu l'occasion de rencontrer à diverses reprises à Berlin, était assez mal placé pour me dénier la qualité de journaliste. Le Gouvernement turc, sachant fort bien que j'avais groupé les Français libres, était de son côté heureux de pouvoir tolérer mes activités extra-journalistiques en invoquant ma qualité d'ancien correspondant de l'Agence Havas à Berlin.

○○○

Trois Comités de la France Libre furent constitués dès cette fin d'année 1940 en Turquie : Istanbul, Izmir, Ankara. Le Comité de la France Libre à Londres me reconnut comme délégué dès le mois de février 1941. D'abord dépendant de la Délégation Générale de la France Libre au Caire (Général Catroux) je fus ensuite, en juillet 1942, rattaché directement à Londres.

Les trois Comités comptaient, au début de 1941, une cinquantaine de membres cotisants et actifs et, parmi eux, en dehors des Français de passage comme moi-même, une majorité de Français enracinés depuis longtemps dans ce pays du Levant. C'est dire que, si je pouvais à tout moment boucler ma maigre valise, la plupart de ceux qui m'aidèrent à cette époque, où le destin semblait favoriser les Nazis, risquaient, en cas d'invasion allemande, beaucoup plus que moi-même.



Le Comité Central des Français Libres de Turquie édita, dès les débuts, un modeste bulletin intitulé « France ». Pour donner le change aux Allemands qui tarabustaient les autorités turques, notre bulletin portait en sous-titre : « Organe des Français Libres de Turquie et des Balkans » et les nouvelles de Turquie étaient précédées de la mention : « On nous mande de Turquie », comme si le journal avait été imprimé quelque part en Europe.

En fait, dès ces débuts, notre tâche primordiale fut de maintenir et de renforcer les liaisons avec les Français éparpillés dans les Balkans et de faciliter à ceux qui gagnaient la Turquie, le passage vers la France Libre.

Le vaste local de l'Union Française, qui était présidée par des éléments fidèles à Vichy, nous servit longtemps de refuge pour les Français de passage, en attente d'un moyen de locomotion pour gagner la Palestine et, de là, la France Libre.

Jusqu'au milieu de l'été 1941, le passage par la Syrie et le Liban, tenus par le Général Dentz, nous fut interdit et nous eûmes recours à un petit rafiot polonais qui charbonnait à Iskenderun et gagnait Haïfa en faisant un grand détour, pour éviter les eaux vichystes.

Nombre de volontaires qui ont connu ce mode de transport à fond de cale ne me démentiront pas si j'affirme que leur enthousiasme était soumis d'emblée à une grave épreuve.

La Délégation de la France Libre ayant à redouter quelques incursions policières peu appréciées, notamment de la part des services nazis qui pullulaient à ce point de rencontre entre les deux mondes en guerre, j'avais obtenu, dans l'enceinte de l'Ambassade de Grande-Bretagne, un petit bureau retiré dans la sacristie de la Chapelle. Oh ! nous ne nous encombrions pas de paperasses. Les membres du Comité Central venaient à tour de rôle me donner un coup de main. L'un était chargé de l'impression et de la diffusion, clandestines toutes deux, du bulletin « France ». Un deuxième, bien introduit dans la colonie, s'occupait plus particulièrement du logement et du transit des volontaires.

Un vieux carnet et des annotations à demi-effacées et rédigées en code me permettent de retracer le passage à Istanbul de volontaires venus des Balkans ; entre autres, en janvier 1941, deux spécialistes français des pétroles, arrivés de Roumanie en février, Jacques Lassaigne et sa femme Assia, poète délicat aujourd'hui décédée ; en mars, plusieurs soldats et officiers évadés d'Allemagne. En avril, les R.P. Le Genissel, Hervio et Boillot demandent à rejoindre la France Libre. Ils y ont été précédés par le R.P. Dagorn des Lazaristes d'Istanbul, membre du Comité depuis sa création et coureur infatigable, par tous les temps, pour

toutes les besognes. En avril et en mai, je retrouve ainsi trace du passage de M. et M^{me} Anxionnaz, de M. et M^{me} R. Offroy, de Chancel, ces deux derniers devenus, depuis, ambassadeurs.

Chaque passage, eu égard à la nécessité de tenir compte des impératifs de la neutralité turque, nous vaut des complications infinies. Elles deviennent presque insurmontables quand il s'agit de citoyens turcs, comme ces trois pupilles des Lazaristes, enfants trouvés élevés dans l'amour de la France et qui réclament l'honneur d'aller combattre pour elle. Ils finiront par passer, sans passeport bien entendu. Je retrouverai l'un d'eux à Moscou, en 1944, à l'escadrille Normandie-Niemen.

Avec l'Armistice de Saint-Jean-d'Acre (15-7-1941) et la création d'une nouvelle administration française libre dans le Levant pour remplacer les agents qu'une propagande indiscreète avait fait rentrer à Vichy, les tâches du Comité de Turquie s'amplifient. La Délégation Générale à Beyrouth réclame des volontaires. Tous ceux qui peuvent partir sont invités à le faire. Nombreux sont ceux qui abandonnent leur place et leur foyer pour répondre à cet appel. C'est une centaine de Français de toutes professions et de tous âges, de Turquie et des Balkans, qui sont alors acheminés vers Beyrouth pour remplacer les cadres défailants.

Néanmoins, le travail de renseignement, grâce à quelques Français dissimulés dans les Balkans, y compris nos consulats et nos légations, ne cesse pas. Les Britanniques en profitent bien sûr, mais, de plus en plus, l'exploitation de ces renseignements, parfois précieux, se fait à Londres où le Général de Gaulle peut mieux faire valoir l'appoint que constituent ces agents bénévoles. Certes, les services britanniques n'aiment guère être court-circuités. Ils essaient de débaucher nos hommes et ils doivent le plus souvent constater, à leur grand dépit, que lorsqu'ils ont réussi à en acheter un à prix d'or, ils l'ont du même coup stérilisé. En vain, d'ailleurs, je m'efforce de leur faire comprendre que nos gens ne risquent leur vie que parce qu'ils sont patriotes. Les services spéciaux britanniques sont trop nombreux et à peine en ai-je convaincu un que je m'aperçois que deux ou trois autres sont en train de circonvenir mes gens.

Naturellement, cette activité s'accompagne de polémiques, acerbes, violentes, au sein de la colonie française. Il est parfois difficile de contenir l'ardeur des membres du Comité Français Libre. Comme l'Ambassade de Vichy subventionne le local de l'Union Française où nous bénéficions d'une popote et d'un refuge commode pour les volontaires en transit, j'interdis aux Français Libres de se livrer à des manifestations dans les locaux de l'Union. Certains voudraient y planter

le drapeau à Croix de Lorraine, comme si plusieurs polices n'étaient pas déjà suffisamment attentives à nos agissements.

Les Turcs, qui nous surveillent avec le souci d'éviter des complications avec l'Axe, m'ont fixé ma ligne de conduite d'une façon imagée. Un jour, le Chef de presse de la Présidence me convoque ; il n'ignore naturellement rien de mes activités. « Rappelez-vous constamment » me dit-il, « cette « sentence turque qui correspond très bien à votre « situation : Je marche sur la neige et je ne laisse « pas de traces. » M'efforçant de suivre ce conseil, je m'évertuais à effacer mes traces. C'est un excellent exercice pour un futur diplomate. Ceux de mes compagnons d'action qui crurent pouvoir négliger cet axiome, connurent les « douceurs » des prisons turques.

À la vérité, ils n'y restèrent jamais très longtemps et j'ai tout lieu de croire que nos amis Turcs jetaient ainsi en pâture aux Allemands quelques têtes... de Français Libres quand M. von Papen devenait trop pressant, et cela seulement jusqu'en juillet 1941 où les concentrations de troupes allemandes accumulées aux frontières de la Thrace déferlèrent vers la Russie.

Peu de temps après, des contacts ayant été établis avec nos nouveaux alliés de l'Est, l'Ambassadeur Vinogradov, aujourd'hui à Paris, répondant à un message que m'avait confié le Général de Gaulle à Beyrouth, m'annonçait joyeusement que l'Union Soviétique était disposée à reconnaître la France Libre. J'ai tout lieu de croire que le Général qui était, à ce moment, en délicatesse avec les Britanniques et qui craignait que Londres ne troublât cette négociation avait choisi ce moyen détourné pour s'assurer que sa

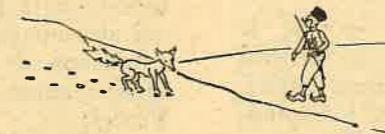
communication serait fidèlement transmise. À mon grand étonnement, la réponse de Moscou me parvint dans le délai ahurissant de huit jours.

À mesure que le temps passait, que la victoire d'Hitler devenait plus improbable, les ralliements se faisaient plus nombreux, notamment parmi les membres de l'Ambassade de Vichy parmi lesquels nous avons toujours gardé des intelligences précieuses, surtout pour nos courriers en provenance des Balkans.

À Vichy, cette constante hémorragie des meilleurs éléments semble avoir provoqué une grande irritation. C'est ainsi qu'après le ralliement de l'Ambassadeur Helleu, acquis depuis son arrivée à notre cause, Gaston Bergery fut envoyé à Ankara avec mission de mettre la colonie française et l'Ambassade au pas. Ses outrances eurent un premier effet : elles nous amenèrent de nouveaux ralliements dont celui du Président de la Légion des Anciens Combattants qui avait hésité jusque-là, par fidélité au vainqueur de Verdun.

Avec le recul du temps, je mesure mieux les intransigances de notre équipe et, parfois, il m'arrive, rétrospectivement, d'en sourire. Les a-t-on reprochées, dans diverses capitales alliées, au Général de Gaulle lui-même ! Mais, gardons-nous de les taxer de ridicules. En 1942 même, mais combien plus en 1940, nos forces, nos moyens, au regard de la lutte où nous étions engagés pouvaient bien paraître ridicules. Ce qui nous soutenait, nous faisait agir, c'était l'espoir, une foi presque irrationnelle en la victoire. Jamais, je ne me suis senti comme un émigré. Nous étions des exilés luttant pour reprendre pied sur la terre natale.

Géraud JOUVE.



Charles de Gaulle
de la France Libre
à la V^e République



disques

● 12 PAGES DE DOCUMENTS PHOTOGRAPHIQUES

● LES ENREGISTREMENTS ORIGINAUX des discours prononcés par le Général de Gaulle (documents tirés des Archives de la B.B.C. et de la R.T.F.)

● 2 microsillons 33 t. 30 cm n° 77 144 et 77 145 présentés en ALBUM n° L 2 L 0.051

UN DOCUMENT HISTORIQUE ESSENTIEL

PHILIPS



En Uruguay

A l'annonce de l'entrée des nazis à Paris, le 14 juin 1940, les étudiants de Montevideo exprimèrent leur douleur par une manifestation particulièrement émouvante.

Les cours cessèrent sur-le-champ, les étudiants, d'ordinaire si bruyants, se répandirent dans les rues en groupes compacts et silencieux. Mais soudain, de cette masse mouvante qui avançait sans bruit, un cri jaillit : « Francia... Francia... », cri inlassablement répété durant toute la traversée de la ville, comme un cri de douleur, mais aussi de foi et d'espérance, en cette France, à laquelle de tous temps le peuple uruguayen s'est senti attaché.

Aussi, dès l'appel du Général de Gaulle, quelques jours plus tard, un vaste mouvement d'opinion se développa, qui aboutit, le 15 août 1940, à la constitution du « Comité Franco-Uruguayen pour la France Libre » sous la présidence du docteur Maxime Halty, né en Uruguay de père français et de mère uruguayenne. Professeur à la Faculté de Médecine de Montevideo, il avait fait un stage à Paris, à l'hôpital Saint-Louis.

Ce Comité était plein de vitalité et dès le 16 octobre 1940, il adressait à Londres, au Général de Gaulle, un premier versement de cent livres sterling. En 1942, le docteur Halty était remplacé à la présidence du Comité par M. Maurice Demolin.

L'action du Comité se manifesta dans l'ensemble du pays, au travers des Comités locaux, créés petit à petit et qui s'élevèrent à trente-deux, la plupart étant présidés par des Uruguayens.

De nombreuses sociétés franco-uruguayennes existant antérieurement apportèrent leur soutien au Comité central et complétèrent son action dans le domaine qui leur était propre : Comité des Dames, Anciens Combattants, Amigos de Francia, etc...

L'équivalent de quarante-deux mille cinq cents dollars fut envoyé à Londres de 1940 à 1944, tandis que des collectes spéciales recueillirent des fonds importants pour venir en aide aux prisonniers de guerre ; acheter des couvertures de laine pour les hôpitaux de France après la Libération.

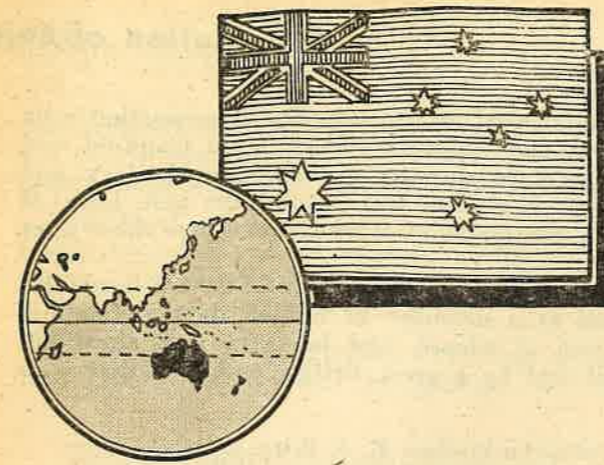
Comme la plupart des Comités de l'Etranger, celui de Montevideo assura ses frais de propagande, la mise en route de ses volontaires, le versement des allocations à leurs familles, les envois de vêtements et de chaussures aux réfugiés, et également les frais d'un cours de français à la radio : ce qui dans l'ensemble représente un effort financier de plus de cent vingt mille dollars.

Quatre-vingt-huit volontaires s'engagèrent pour servir dans les F.F.L. et plusieurs d'entre eux combattirent à Bir-Hakeim dans les bataillons de la Légion Etrangère.

Mais ce qu'aucune statistique ne peut rendre, c'est la force de l'affection que l'Uruguay a gardée pour la France dans ses heures d'épreuve. Elle trouva son expression la plus grandiose dans les manifestations qui accompagnèrent à Montevideo la nouvelle de la Libération de Paris, sur l'initiative de nombreuses sociétés amies de la France Libre, dont Amigos de Francia.

Alors que le représentant de la France était porté en triomphe, un immense cortège, exultant de joie, parcourait les artères de la ville aux cris de « Vive la France... ». En tête du cortège, et entouré de plusieurs membres du gouvernement, marchait le Président de la République : S. Exc. M. Juan J. Amezaga.

« Note établie d'après les renseignements fournis »
par M. E. DARNET.



En Australie

dans le « Western Australia », rendant impossible la tâche du Docteur Gellé (puisque plus de la moitié des Français d'Australie se trouve à Sydney, c'est-à-dire de l'autre côté du Continent Australien), le Général de Gaulle nomma M. André Brénac son représentant en Australie, le 30 novembre 1940 ; le Docteur Gellé demeurant son délégué dans le « Western Australia ».

M. André Brénac réunit aussitôt tous les Français désireux de poursuivre leurs efforts pour aider à la victoire et il les groupa en une association le « Free French Movement ».

Dès son origine, le Free French Movement fit tous ses efforts pour réunir des fonds pour les adresser directement à Londres et venir en aide aux volontaires de la F. L. Etant donné que d'après les lois australiennes, il était impossible à une société constituée comme le « Movement » de recevoir et de répartir des fonds, il fallut créer une autre société le « Free French Forces Appeal », véritable organisme financier du Free French Movement, dont les efforts permirent de recueillir et de transférer des fonds atteignant 50.000 livres sterling environ, recueillis par l'ensemble des Comités et Sous-Comités créés dans toute l'Australie.

Il est à préciser qu'une Anglaise : M^{me} Ivy Moore, avait créé « la Société des Amis de la France » dans le but de mettre une salle de réunion à la disposition des marins et militaires de la F. L. de passage à Sydney.

Nombreux furent les Australiens et les Australiennes qui apportèrent au « Free French Movement » leur dévouement et leur appui financier.

Une des marques les plus émouvantes de l'estime témoignée par l'opinion publique australienne à la Résistance Française s'est exprimée dans le Manifeste des Intellectuels d'Australie qui a paru le 1^{er} octobre 1943, dans « Le Courrier Australien ».

Les signatures des Chefs de l'Eglise Anglicane y voisinent avec celles des membres les plus éminents du Parlement, du Barreau, de la Magistrature, de l'Université, des écrivains et des artistes, qui ont tenu à affirmer leur foi dans la destinée de notre pays.

L'appel lancé le 18 Juin 1940 par le Général de Gaulle ne parvint pas le jour même à la connaissance de tous les Français d'Australie. Il n'y fut entendu que lorsqu'il fut répété le 23 juin.

Le 25 juin, les Français de Sydney, sur l'initiative de M. André Brénac, importateur, envoyèrent un télégramme au Général de Gaulle, se mettant à sa disposition pour continuer la lutte. Malheureusement ce télégramme ne parvint pas au Général.

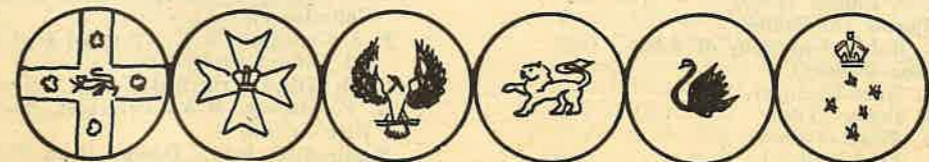
Dans l'Australie de l'Ouest, à Perth, le Docteur Louis Gellé, sujet britannique de l'île Maurice, câblait lui aussi au Général de Gaulle. Son télégramme du 27 juin arriva au destinataire qui le nomma son représentant en Australie.

Deux mois après, la situation des Français en Australie était la suivante :

Le Docteur Louis Gellé était le représentant du Général de Gaulle. « Le Courrier Australien », journal édité à Sydney en français était devenu, grâce à l'initiative de M. André Brénac, l'organe des Français Libres en Australie, imprimant les messages du Général de Gaulle, coordonnant les efforts et diffusant la propagande.

Le « French Australian League of Help », qui avait été créé pendant la guerre de 1914-1918, allait reprendre ses activités à Sydney et à Brisbane, de même la Croix Rouge Française à Melbourne (quelque temps comme section de la Croix Rouge Australienne) et le « French Relief Fund », à Perth, toutes sociétés qui devaient peu à peu travailler pour la France Libre.

Toutefois, la position géographique de Perth



Affirmation of Faith in the Destiny of France

Although France was overrun in 1940 and has since experienced all the miseries of occupation by a brutal enemy, the debt of the civilized world to her ancient and enduring culture is so manifold that an affirmation of our faith in the destiny of France is the least we can offer to those countless loyal and courageous Frenchmen and Frenchwomen who, both in their homeland and beyond the seas, have, at the risk of sacrifices few can conceive, continued to resist the forces of tyranny, and thus share most valiantly in the effort of the United Nations.

We cannot afford to forget that for over a thousand years it has been the mission of France to educate the world, both as a leader in the arts of civilization and as a defender of human dignity. She has given the world some of its greatest philosophers and men of science, and has ever maintained her supreme prestige in art and literature. It has been well said by a great British authority that « in

the lucidity and logical consistency of her interpretation of life she has no rival. » As she has been in the past a great exponent of liberal thought in the field of social science, so will she be to-morrow a great interpreter of the four freedoms by which the world will live.

Civilization is a continuous process, and if France were not to continue to play in the post-war world her historic role among the nations, humanity would suffer an irreparable loss. A Strong, restored, creative France, secured against the material aggression of her enemies, is indispensable to the solidarity of civilized mankind. France has often been in the shadows, and has always risen. France is rising.

It must be the enlightened endeavour of Australia after war to establish the closest cultural relations with France and to share the spiritual and intellectual advantages that characterize her civilization.

CHURCH :

- The Primate of Australia, Dr. H. F. Le Fanu.
- The Archbishop of Sydney, Dr. H. W. K. Mowll.
- The Archbishop of Melbourne, J. J. Booth.
- The Rev. Bryan, P. Robin, Bishop of Adelaide.
- Bishop, E. H. Burgmann.
- Chief Minister Great Synagogue, Sydney, I. Porush.
- Rabbi H. Freedmann (Melbourne).
- Rabbi M. Schenk (Sydney).

BENCH AND BAR :

- Sir John Latham (Chief Justice of Australia).
- The Hon. Mr. Justice H. S. Nicholas.
- A. B. Piddington (Retired Judge).
- Sir Robert Garran, G.C.M.G., Kt., K.C.
- The Hon. Sir Henry Manning, K.B.E., K.C., M.L.C.
- R. C. Teece, K.C. (Pres. N.S.W. Bar Association).
- R. Windeyer, K.C.
- Dr. F. Louat,
- R. S. Murray-Prior.
- D. Wilson.

UNIVERSITY :

- The Hon. Mr. Justice Charles J. Lowe (Chancellor, University of Melbourne).
- Sir William Mitchell (Chancellor, University of Adelaide).
- Walter Murdoch (Chancellor, University of Western Australia).
- W. J. T. Stops (Chancellor, University of Tasmania).
- Professor G. A. Currie (Vice-Chancellor, University of Western Australia).
- J. D. G. Medley (Vice-Chancellor, University of Melbourne).
- E. Morris-Miller (Vice-Chancellor, University of Tasmania).
- T. D. Campbell, Dean of the Faculty of Dentistry, University of Adelaide.
- J. G. Cornell (Dean of the Faculty of Arts, Adel.).
- Professor R. Marshall Allen (Melb.).
- Professor T. M. Cherry (Melb.).
- Professor E. H. Davies (Adel.).
- Professor J. V. Duhig (Qld.).
- Professor A. Edwards (W.A.).
- Professor Bernard Heinze (Melb.).
- Professor A. Boyce Gibson (Melb.).
- Professor H. T. Lovell (Sydney).
- Professor C. R. McRae (Sydney).
- Professor E. J. S. Pitman (Tas.).
- Professor W. Portus (Adelaide).
- Professor R. C. Robin, University of Adel.
- Professor J. Stone (Sydney).
- Professor A. K. Stout (Sydney).
- Professor A. B. Taylor (Tas.).
- Professor F. A. Todd (Sydney).
- Professor L. A. Triebel (Tas.).
- Professor V. Trikojus (Melb.).
- Professor H. A. Woodruff (Melb.).
- Associate Professor M. E. Belz (Melb.).
- Associate Professor A. Lodewyckx (Melb.).

- Assistant Professor E. A. Briggs (Syd.).
- Acting-Professor E. O. Hercus (Melb.).
- Acting-Professor H. G. Seccombe (Melb.).
- Dr. A. H. McDonald (Sydney).
- Dr. J. C. V. Behan (Warden Trinity College, Melb.).
- H. Maclean (Principal, Ormond College, Theological Hall, Melb.).

LECTURERS :

- | | |
|---|--------------------------|
| L. A. Allen (C.U.C.). | I. F. G. Milner (Melb.). |
| Jean C. Batt (Tas.). | H. Pollock (W.A.). |
| H. D. Black (Sydney). | Jean M. Randall (W.A.). |
| Isabel Blanche (A.U.C.). | F. Robinson (Qld.). |
| G. R. Cochrane (Qld.). | C. Schindler (Qld.). |
| N. Karagheusian (Melb.). | L. Tauman (W.A.). |
| Gladys Marks (Sydney). | L. D. Woodward (Sydney) |
| I. Maxwell (Sydney). | A. Carey Taylor (Melb.). |
| A. R. Robson (The Women's College, Sydney). | |
| Major J. C. Mahony (Qld.). | |
| J. Meurisse Haydon (C.U.C.). | |

SCIENTIFIC INSTITUTIONS :

- Sir David Rivette, K.C.M.G., M.A., B.Sc. (Oxon.), D.Sc. (Melb.), F.R.S., Hon. F.R.S. (N.Z.) Deputy-Chairman, Cth. Council for Scientific and Industrial Research).
- Colonel G. Kellaway, M.C., M.D., M.S. (Melb.), F.R.S., F.R.C.P. (London), F.R.A.C.P. (Director, William and Eliza Hall Institute of Research, Melb.).
- J. Eccles, M.B., B.S. (Melb.), M.A., D.Phil. (Oxon.), F.R.A.C.P. (Director, Pathology Dept., Sydney Hospital).
- J. A. Prescott, D.Sc. (Director, Waite Agricultural Research Institute, Adel.).
- K. S. Cunningham, M.A., Ph.D. (Director, Austn. Council for Educational Research).

SECONDARY EDUCATION :

- J. G. McKenzie, B.A., B.Ec., Director of Education, N.S.W.).
- P. R. Cole, M.A., Ph.D., Vice-Principal Sydney's Teachers' College.
- J. Gibson, M.A., Inspector of Modern Languages, N.S.W.
- J. E. Murray, M.B.E., B.A., Acting-Inspector of Secondary Schools, N.S.W.
- M. A. Bailey, B.A., Principal, Ascham College, Sydney.
- V. A. Summers, Principal, Presbyterian Ladies' College, Cottesloe (W.A.).
- F. A. Gallagher, M.A., Principal High School & Technical College Inverell.
- C. M. Gilray, Principal, Scotch College, Melbourne.
- R. F. Harvey, M.A., Principal, North Sydney Boys' High School.
- Winifred M. Laing, Deputy Head, North Sydney Girls' Higt School.
- N. H. MacNeil, Principal, Wesley College, Melbourne.
- G. W. H. Perkins, M.A., Principal, Dubbo High School.
- J. R. Sutcliffe, Principal, Grammar School, Melbourne.

- Allison R. Weddell, Principal, Maitland Girls' High School.
- A. H. Wood, Principal, Methodist Ladies' College.
- Brother Angelus, Headmaster, B.A., St. Joseph's College.
- F. B. Jones, Headmaster, Wagga Wagga High School.
- Jas. H. Killip, Headmaster, Sydney High School.
- Mary F. B. Neilson, Principal Presbyterian Ladies' College.

TEACHERS :

- A. McGuinness.
- Rosemary Goldie, M.A., LèsL. (Youthe Leader).
- K. H. Hartley, M.A., D.V.P.
- Marie Henri, Off. d'Ac.
- R. F. Jackson, B.A.
- Margaret Kent Hughes, M.A.
- Annette Maclellan, B.A.
- H. Savage, M.A.
- D. Short, B.A.
- J. A. Snowden, B.A.
- E. Marjorie Spencer, B.A.
- Muriel Wait, BA
- Constance Watson, B.A.
- H. Weshire, M.A.

LIBRARIANS :

- H. Binns, B.A., Chief Librarian, Cth. Natural Library, Canberra.
- J. D. A. Collier, F.L.A., Tasmanian Public Library.
- H. M. Green, B.A., LL.B., Fisher Library, University of Sydney.
- E. R. Pitt, B.A., F.L.A., Chief Librarian Public Library, Victoria.
- J. S. Battie, B.A., Litt.D., LL.B., Principal Librarian, Public Library of W.A.

AUTHORS AND WRITERS :

- Bartlett Adamson (President, Central Cultural Council, Sydney).
- G. Ashton (Hon. Sec., Fellowship of Australian Writers).
- Marjorie Barnard. Frank Dalby Davison.
- Neville Cardus. Duleie Deamer.
- Flora S. Eldershaw (Pres., Fellowship of Australian Writers).
- Louis Esson. Ivy Moore.
- George Farwell. Vance Palmer.
- Miles Franklin. Nettie Palmer.
- Leonard Mann. Dora Wilcox.

ARTISTS & TEACHERS OF ARTS :

- Winifred Burston (State Conservatorium, Sydney).
- William Constable.
- James Cook.
- J. Sutton Crow (Acting-Director, Université Conservatorium of Music, Melbourne).
- Alice Danciger. Professor I. Friedman.
- Russell Drysdale. Elaine Haxton.
- A. J. Fleischmann. Dorothy Helmrich.

- A. Goossens-Viceroy (State Conservatorium, Sydney).
- Erik Langker (Vice-President, Royal Art Society).
- Sir Lionel Lindsay.
- Frank Medworth, R.B.A., F.S.A.M.
- Max Meldrum.
- Livingstone C. Mote (State Conservatorium, Sydney).
- D. Orban.
- Thea Proctor.
- Richard T. Shorter.
- Alex. Sverjensky (State Conservatorium, Sydney).
- Sydney Ure-Smith, O.B.E., President, Society of Artists.
- Sydney de Vries (State Conservatorium, Sydney).
- Georges Duncan.
- Allison Rahfisch.
- Eleonora H. Lange.
- Paul Haeffliger, Artist and Critic.
- Jean Bellette.
- Ruth E. Pascoe.
- Roland Wakelin.

MEMBERS OF PARLIAMENT & OTHER PUBLICS PERSONALITIES :

- Sir Norman Kater, Kt., M.L.C., M.B., Ch.M.
- Sir John R. Harris, K.B.E., M.D., M.L.C.
- The Hon. E. Dwyer-Gray, M.H.A., Treasurer for Tasmania.
- C. E. Fletcher, M.A., Secretary for Education Tasmania.
- The Rt. Hon. the Lord Mayor of Hobart, Alderman J. Soundy, C.B.E., M.H.A.
- The Rt. Hon. the Lord Mayor of Melbourne, Councillor T. S. Nettleford, O.B.E.
- The Mayor of Fremantle, Alderman F. F. Gibson.
- Sir Hugh Poynter, Bart.
- T. H. Goddard, C.B.E., B.A., M.B.
- A. W. Hyman, O.B.E., V.D. (Pres., R.S.S.A.L., N.S.W.).
- C. Moses (General Manager, A.B.C.).
- Dr. E. H. Molesworth.
- Dr. R. J. Silverton, F.R.C.S.
- Sir Benjamin Fuller, Kt. Bach.
- Sir Arthur Rickard, K.B.E.
- V. R. Manning, F.I.D.R., Sec. Inter-Dominions Council.
- Dr. M. Laverson (Social Worker).
- Col. F. H. Wright, V.D., A.M.F.
- Mrs. J. Chesterman.
- Aileen Fitzpatrick (Sociologis).
- Alec Coppel (Director, Minerva Theatre).
- T. C. Lothian (Publisher).
- Carl Plate (Art Dealer).
- Vernon Smith (General Manager, Shell Co. of Australia).
- Alfred Wunderlich.
- Alleyne Zander.
- Lieut. E. R. Blackmore, A.M.F.

ORGANIZING COMMITTEE :

- Professor A. R. Chisholm (Melb.).
- Dr. J. G. Stanbury (Sydney).
- Professor G. C. Nicholson (Sydney).

L'effort culturel des Comités de la France Libre

A. — EN OCCIDENT

(d'après GUSTAVE COHEN,
Professeur en Sorbonne

Il est un terrain sur lequel la France n'a jamais été vaincue, même au plus sombre de sa défaite matérielle : c'est celui de l'Esprit.

I. — Aux Etats-Unis, on s'organisa en bonne heure par l'initiative de deux vaillants pionniers de notre influence : Eugène Houdry, qui est un scientifique et Frédéric Hoffner, professeur à Columbia University. Ils ont à leurs côtés l'Américain Richard de Rochemont ; et l'Association « France for Ever » qu'ils vont fonder, gardera ce caractère d'être avant tout une association américaine pour défendre la cause de la France Libre.

Les 51 chapitres de « France for Ever », répartis de l'Est à l'Ouest, ont compté plus de 50.000 membres.

Le 16 février 1942, l'Université — car c'en était une malgré son nom modeste d'Ecole Libre des Hautes Etudes — ouvrit ses portes dans les locaux de la New School au 66 West de la 11^e Rue.

En une formule lapidaire, Henri Focillon, qui en fut le Premier Président, avait défini son programme :

« La parole est un glaive aussi ».

Deux cent cinquante personnes se pressaient devant la chaire de Jacques Maritain : il parlait de « Liberté et Déterminisme » et les étudiants et étudiantes étaient assis sur les marches de l'amphithéâtre, comme jadis au Collège de France au cours de Bergson. Dans une autre salle, Henri Grégoire parlait, avec sa flamme ordinaire et sa brillante érudition, des persécutions dans l'Empire romain et moi, je tentais de faire luire « la Grande Clarté du Moyen-Age ».

Américains et Français se pressaient aux cours publics de la rive gauche de l'Hudson, comme jadis à la rive gauche de la Seine et à la sortie, on entendait dans la 112^e Rue, avec des accents bien divers, retentir notre belle langue.

Les Facultés étaient constituées et avaient élu leurs Doyens : celle des Sciences fut dirigée d'abord par Jean Perrin, puis par le grand mathématicien Hadamard, qui a donné ses trois fils à la France.

Mes collègues de la Faculté des Lettres, au nombre de 60 (numériquement elle se classait entre Strasbourg et Paris) m'avaient élu Doyen. Nous avions à notre façon, résolu le problème laïc en acceptant sur pied d'égalité les professeurs des Facultés Catholiques, tel le R. P. Ducatillon.

II. — En dehors des Etats-Unis, la France Libre se manifeste surtout par la Revue et le Livre.

A Québec, Marthe Simard, qui devait siéger à l'Assemblée Consultative, lance avec Elisabeth de Miribel, la revue « France-Canada » tandis qu'Henri Laugier fondait à l'Université de Montréal, où il enseignait, une revue de biologie.

Au Mexique, Etienne dirigeait la collection « Renaissance », Paul Rivet fondait l'Institut Français d'Amérique Latine. A Fort-de-France, le Gouverneur Général Ponton publiait la revue « Martinique », tandis qu'à Basse-Terre, le Gouverneur Bertaut éditait la Revue Guadeloupéenne.

Au Brésil, le romancier Georges Bernanos, de sa maison lointaine des bords de l'Amazone lançait ses vigoureuses « Lettres aux Anglais » et stigmatisait l'Armistice : « Tragique destin qui fait

« à vingt ans de distance, d'un vainqueur un « suppliant, de l'Achille de Verdun, le douloureux Priam de Bordeaux ».

Auguste et Maguy Rendu, ainsi qu'Albert Ledoux, menaient le bon combat à Rio de Janeiro, où le 11 novembre 1942, l'Avocat Maurice Blum fit une conférence retentissante : « Rassemblement sous l'Arc de Triomphe ».

En Uruguay, Supervielle écrivait les « Poèmes de la France malheureuse » et à Buenos-Ayres, Albert Guérin, Compagnon de la Libération, éditait « La Voix d'Argentine ».

Mais c'est à Alger, qui fut en 1943, la vraie capitale de la France, que les créations littéraires furent les plus nombreuses.

La Revue « Fontaine », de Max Fouchet avait, à travers la tyrannie de Vichy, maintenu sa liberté de pensée et bientôt à côté d'elle s'en ouvrent deux autres : « L'Arche », dirigée par André Gide et Jean Amrouche, admirable modèle de l'Arabe lettré à la française.

« La Marseillaise », de François Quilici, avait suivi le Général de Gaulle et rejoint à Alger l'hebdomadaire « Combats » que dirigeait Giron. On était aux écoutes de la Métropole qui déjà secouait ses chaînes.

B. — EN ORIENT

(d'après le Lieutenant de Vaisseau :
ROBERT VICTOR)

A New-Delhi, en février 1941, le Gouvernement désira fonder un organisme de propagande pour l'Inde et le Moyen-Orient. Le Lieutenant-Colonel Wheelles, Chef des Services d'Information Britanniques, qui cherchait un écrivain français pour diriger la section française vint à Bombay où le « Félix-Roussel » était en réparation et me proposa, par l'intermédiaire du Comité France Libre, de créer une Revue. Sous une couverture tricolore à Croix de Lorraine, la revue « France-Orient » publiait, en mai 1941, son premier numéro. En trois ans, son tirage passa de 2.000 à 8.000 exemplaires et le numéro grossit de 64 à 144 pages, dont 8 pages illustrées, celui de Noël en comportait 260.

Le contact était assuré avec toutes les popula-

tions de l'Inde qui ne lisaient pas le français. C'est Jacques Marcuse, représentant de l'Agence Française d'Information à New-York, qui dirigea avec un grand succès la section de presse.

Une édition abrégée de France-Orient fut aussi créée pour la Chine, d'un format plus modeste et d'un poids réduit, car il fallait l'envoyer par avion à Tchong-King via Calcutta.

Cinq mille revues partaient chaque mois vers le Moyen-Orient, les colonies françaises et les Comités de la France Libre proches de l'Océan Indien, Le Caire, l'A.E.F., Madagascar, l'Afrique du Sud, la Réunion, l'Arabie, Djibouti, l'Île Maurice, l'Australie, la Nouvelle-Calédonie.

Il fallait deux mois pour préparer chaque numéro, les pages illustrées venaient de Calcutta, les couvertures en couleur étaient imprimées à Bombay, le travail d'édition se faisait à Delhi, l'été dans un bureau torride balayé par le vent du désert, l'impression à Simla, l'hiver sous un mètre de neige, l'expédition à Pondichéry avec un personnel lent et déprimé. Il fallut une fois, à l'époque de la mousson, ramener le papier par avion de Calcutta, et les routes entre Delhi et Simla étant coupées par les pluies, faire passer les colis de revues à dos d'hommes, dans la coulée de boue qui balayait la route.

Une activité parallèle s'établissait également à la radio.

En 1940, c'était le poste des Français Libres de Bombay auquel je collaborai dès mon arrivée aux Indes, dirigé par le Marquis de La Valette.

En 1941, une émission hebdomadaire était assurée à Delhi par Maurice Fevret et moi-même vers le Moyen-Orient. Cette émission fut bientôt dirigée vers l'Indochine et M. de La Valette vint à New-Delhi pour y organiser un programme quotidien dans le courant de l'année 1942.

Ainsi, pendant trois ans, le message français aux peuples d'Orient ne fut jamais interrompu. Pour le deuxième anniversaire de « France-Orient », le Général de Gaulle nous adressa le télégramme suivant :

« La Revue France-Orient est à l'avant-garde « de la Pensée Française, qu'elle demeure à cette « place d'honneur... »

Les Comités de la France Libre et Georges BERNANOS

Il n'est pas possible de clore l'histoire des Comités de la France Libre à l'étranger de 1940 à 1944, sans évoquer la mémoire de Georges Bernanos dont le nom reste attaché à l'esprit de révolte et de résistance qui anima ces Comités.

Georges Bernanos fut en étroit contact avec le Comité Central du Brésil ; prenant, à certaines discussions, la part active qui convenait à son tempérament et à ses convictions.

Mais son influence s'étendit bien au delà des frontières du Brésil : le Comité de Rio de Janeiro assurait les liaisons entre Bernanos et les journaux de la F. L. dans le monde ou avec les Comités qui publiaient un peu partout ses articles retentissants.

A les relire, on revit le passé qui commençait à s'estomper, on revoit les chemins parcourus, on retrouve ces propos qui ont conservé tout leur sens, toute leur vérité :

« Ce désastre est unique dans notre histoire, « écrivait-il en juin 1940, il faut que la réparation « le soit aussi. Elle le sera. Nous allons reprendre « notre tâche, recommencer par le commence- « ment... puisque nous n'avons pu user la guerre « allemande, nous userons la paix allemande, « nous mettrons le temps qu'il faudra... ».

(Chemin de la Croix des Ames, p. 25, article paru dans « O Jornal » à Rio-de-Janeiro).

Son ardeur, cependant, ne lui fait pas oublier les contingences humaines ; alors que tout est perdu, que la plupart des êtres s'abandonnent, s'il reste confiant dans la victoire finale, il sait aussi

qu'à son approche beaucoup d'hésitants voleront à son secours. Et en juillet 1940, il écrit à un Ambassadeur de France :

« Je ne vous demande pas, Monsieur l'Ambas- « sateur, d'approuver mes campagnes. Ne les « approuvez pas, désapprouvez-les même. En « tolérant seulement, vous vous réservez la possi- « bilité de les utiliser le moment venu. Le moment « viendra. »

(Chemin de la Croix des Ames, page 32).

Le secret de son attitude, il le dévoile lui-même en écrivant sa conviction.

« La France n'acceptera pas la honte... « Mon pays ne se relèvera pas, ne se retrouvera « pas après la victoire, il faut qu'il se retrouve « avant — il faut qu'il se sauve lui-même, alors « qu'il en est temps encore. »

(Lettre aux Anglais, page 94).

« J'appartiens à une génération qui a donné « deux millions d'hommes à l'honneur et à la « patrie. Rien — rien — rien, ne nous empêchera « maintenant de remplir notre devoir non seule- « ment envers la France, mais encore envers « toute une civilisation menacée, moins par la « force que par le mensonge — rien ne nous « empêchera de remonter, de responsables en « responsables, jusqu'aux premiers responsables, « ceux à qui nous pourrions demander :

« Qu'avez-vous fait de l'honneur de la Patrie ? »

(Chemin de la Croix des Ames, page 55, article paru en octobre 1940).

En décembre 1940, dans son bulletin n° 5, le Comité de Buenos-Ayres publiait un article où Georges Bernanos définissait ainsi le sens, la raison d'être des Comités de la France Libre à l'étranger.

« Ce bulletin n'est pas un journal comme les « autres, ou plutôt ce n'est pas un journal du tout, « c'est une entreprise commune, une maison « ouverte à tous, comme n'importe quelle maison « de nos villages et qui ne se distinguerait pas des « autres s'il n'y flottait le drapeau tricolore.

« Y entre qui veut, pourvu qu'il ait au cœur le « sens de l'honneur français, qu'il ait compris, « une fois pour toutes, que l'honneur d'un peuple « est le capital des morts dont les vivants n'ont « que l'usufruit...

« ... Il n'y a qu'un seul honneur pour tout le « monde et devant la politique du Comité de « Vichy, le sentiment est le même qu'on l'exprime « en style noble ou en langage vulgaire. Qu'on « dise « C'est infâme » ou « C'est dégueulasse » « qu'importe.

« Je ne veux plus croire qu'à l'honneur fran- « çais.

« L'honneur ne s'enseigne pas et tous les génies « littéraires du monde ne réussiraient pas à le « donner à qui en manque, à le retirer à qui le « possède, à qui le porte dans sa chair et dans « son sang. Je ne crois plus qu'à l'honneur fran- « çais et — réellement — je ne vis plus que pour « le venger. »

En mars 1943, peiné et déçu des difficultés anglo-américaines qu'il rencontre pour faire paraître un article, Georges Bernanos écrit :

« Voici mon article pour La Marseillaise.

« Le dernier avait été d'abord censuré, puis il « a paru après quelques modifications. Je me « décide à écrire celui-ci après avoir reçu deux « câbles de Londres.

« Jamais je n'ai mieux et plus profondément « senti l'humiliation de la France, et le tort « immense fait à notre dignité et à notre honneur « par les bien-pensants de Vichy. Jamais je n'ai « mieux compris le service rendu par des gens « comme vous. »

Mais en juin 1943, devant le déroulement des événements, Bernanos ne peut s'empêcher de clamer à nouveau la ferveur de son idéal.

« Français, on nous somme d'oublier ce qui « nous divise, il ne faudrait pas qu'au terme de « cet effort, nous finissions par nous oublier nous- « mêmes.

« Français, si nous voulons repartir vers l'avenir,



Georges BERNANOS

« il est indispensable de choisir dans le passé, « un point de rassemblement. Eh bien, l'Histoire « de France vous attend tous, au seuil du « 18 Juin 1940. Voilà ce que je voulais vous « dire. Pour l'Histoire, ce jour n'est pas celui de « l'armistice, l'armistice est un fait énorme et « sans valeur, inutilisable pour elle, un gigan- « tesque foetus, gros comme une montagne. Le « 18 Juin 1940 est ce jour où un homme prédes- « tiné — que vous l'eussiez choisi ou non, « qu'importe, l'Histoire vous le donne — où cet « homme a, d'un mot qui annulait la déroute, « maintenu la France dans la guerre.

« Français, ceux qui essaient de vous faire « croire que ce jour et cet homme n'appartien- « nent pas à tous les Français se trompent ou « vous trompent. »

Malgré toute son ardeur, son enthousiasme, il ne cherche pas à se tromper lui-même ou à tromper ses amis, et il s'exprime avec ce ton familier et désabusé qui marquait souvent ses propos :

« Réconciliation est un grand mot et on en a « plein la bouche... »

« Je sais parfaitement que la Réconciliation
« devra se faire. Je sais parfaitement qu'elle se
« fera aux dépens des hommes sincères, en faveur
« des attentistes et des combinards. Telle est la
« loi de l'Histoire, et nous n'y changerons rien.
« Mais notre rôle est précisément de retarder ce
« dénouement inévitable jusqu'au jour où, par
« notre effort et notre exemple, la France
« effondrée de l'armistice aura retrouvé assez
« d'honneur pour pouvoir en perdre sans grand
« dommage. »

Et en 1945, les hostilités étant terminées, c'est
en ces termes que Bernanos rendait hommage à
l'action des Comités :

« Vous avez bien servi la France.

« Je dis la France, celle d'hier et celle de
« demain, la France Immortelle. Car cette France
« d'aujourd'hui à laquelle nous appartenons,

« premièrement par la chair, puisque nous y
« sommes nés, que nous n'avons pas encore
« achevé d'y mourir, elle est la France, certes,
« mais une France où se trouvent étroitement
« mêlés le bon et le mauvais, le périssable et
« l'impérissable. De la France d'aujourd'hui, vous
« vous êtes efforcés de servir la part impérissable.
« Ce service ne va pas sans déception. Vous avez
« accepté ces déceptions par avance. La France
« périssable, celle des combinaisons politiques et
« des partis, destinée à disparaître, en même temps
« que les générations qui la constituent, vous
« aurait demandé beaucoup moins de sacrifices
« pour de considérables profits ; n'importe, les
« événements vous ont donné raison, ils ont donné
« raison à vous et à l'honneur. »

Cela devrait clore le débat.

J. H.



LE FLEURISTE ET L'AMI DE L'A. F. L.

FORIEAU

17, Avenue Bugeaud, PARIS-16^e

ANGLE DE LA RUE DE LA POMPE TÉLÉPHONE PASSY 83-71

10 % DE REMISE A TOUS LES ANCIENS

TRANSMISSIONS

DANS LE
MONDE ENTIER

*

Service **FLEUROF**

DEPOT DE FABRIQUES DU LITTORAL

LUCIEN APIOU

Ex-Capitaine YVON

“TOUT L'AMEUBLEMENT”

Place du Bois-Luzy - MARSEILLE (XII^e)

Tél. 42-06-88

Emballages et Expéditions pour l'Outre-Mer
GARE DE SAUSSET - LES - PINS (B.-du-R.).

MAISON D'ENFANTS

La Pastourelle

à la Bourboule (Puy-de-Dôme)

Cure thetmale et climatique

ouvert du 20 Mai au 30 Septembre

Ecrire : M. FLEURENT (ex-F.F.L. et membre du Comité de la France Libre au Caire)

**COMPTOIR MARITIME
INTERNATIONAL**

TRANSPORTS INTERNATIONAUX

12, Rue Auber — PARIS-9^e

Tél. : RIC. 76-72 +

AGENCE DE VOYAGES
ET DE TOURISME

EUROVOYAGES

24, Rue Caumartin — PARIS-9^e

Tél. : OPÉra 23-24 - 88-23

ORGANISATION CROISIÈRE
BILLETS — PASSAGES
ASSURANCES — BAGAGES



A TOUS LES FRANÇAIS

La France a perdu une bataille!

Mais la France n'a pas perdu la guerre!

Des gouvernants de rencontre ont pu capituler, cédant à la panique, oubliant l'honneur, livrant le pays à la servitude. Cependant, rien n'est perdu!


Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre mondiale. Dans l'univers libre, des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi. Il faut que la France, ce jour-là, soit présente à la victoire. Alors, elle retrouvera sa liberté et sa grandeur. Tel est mon but, mon seul but!

Voilà pourquoi je convie tous les Français, où qu'ils se trouvent, à s'unir à moi dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance.

Notre patrie est en péril de mort.

Luttons tous pour la sauver!

VIVE LA FRANCE !



TO ALL FRENCHMEN..

For all Frenchmen
Ma patrie est en danger

A makeshift Government may have capitulated giving way to panic, forgetting honour, delivering their Country into slavery. Yet nothing is lost.

Nothing is lost, because this war is a world war. In the free universe immense forces have not yet been brought into play. Some day these forces will crush the enemy. On that day France must be present at the victory. She will then regain her liberty and her greatness.

That is my goal, my only goal!

That is why I ask all Frenchmen, wherever they may be, to unite with me as often as possible and to hope.

Our Country is in danger of death. Let us help to save it.

LONG LIVE FRANCE!

J. de Gaulle
CENTRAL DE GAULLE
HEADQUARTERS
4, CARLTON GARDENS
LONDON, W.1

GÉNÉRAL DE GAULLE

QUARTIER-GÉNÉRAL,
4, CARLTON GARDENS,
LONDON, S.W.1.